

Idéologies contemporaines

*Effondrement et permanence
du politico-religieux*



Sommaire

BROCHURE N° 22

Effondrement et permanence du politico-religieux

- **Introduction** p. 3
- **Contre la Constituante** (*Analyse*) p. 5
- **Décroissance et démocratie directe** (*Entretien*) p. 18
- **Catastrophes, catastrophismes** (*Éditorial*) p. 24
- **Notes éparses sur la logique de la consommation** (*Notes*) p. 27
- **Grèce : l'impasse anthropologique** (*Exposé*) p. 34
- **« Il y a des affinités anthropologiques très profondes entre un gauchiste et un musulman »** (*Interview*) p. 39
- **Effondrement et permanence de l'idéologie** (*Analyse*) p. 52
 - I – Des idéologies à leurs matrices religieuses p. 53
 - II – Les dimensions bio-anthropologiques p. 57
 - III – L'autonomie comme voie praticable p. 61

Couverture : Pétroglyphe, représentation sans doute chamanique, env. 5 000 av. J.-C.
Sibérie, Khakassie.

Introduction

« *Les modernes, en effet, depuis Rousseau, s'imaginent qu'il existe une sorte de nature [humaine] normale, à laquelle la culture et la religion seraient venues surajouter leurs faux problèmes... Cette illusion touchante peut les aider à vivre, mais non pas à comprendre leur vie. Car tous, tant que nous sommes, sans le savoir, menons nos vies de civilisés dans une confusion proprement insensée de religions jamais tout à fait mortes, et rarement tout à fait comprises et pratiquées ; de morales jadis exclusives mais qui se superposent ou se combinent à l'arrière-plan de nos conduites élémentaires ; de complexes ignorés mais d'autant plus actifs ; et d'instincts hérités bien moins de quelque nature animale que de coutumes totalement oubliées, devenues traces ou cicatrices mentales, tout inconscientes et, de ce fait, aisément confondues avec l'instinct. Elles furent tantôt des artifices cruels, tantôt des rites sacrés ou des gestes magiques, parfois aussi des disciplines profondes élaborées par des mystiques lointaines à la fois dans le temps et dans l'espace.* »

Denis de Rougemont

Ces propos de D. de Rougemont, tirés de sa remarquable enquête sur les formes amoureuses occidentales¹, heurtent le sens commun. L'idée que ce que nous faisons, ce que nous pensons, ce que nous désirons même, ne nous serait pas propre, mais proviendrait, pour une part écrasante, d'un ailleurs, est parfaitement insupportable. Et pourtant il n'existe aucune liberté de faire, de penser et de désirer sans admettre et rechercher la part du déterminé dans ce que nous sommes – ou, plus précisément, croyons être.

Les textes rassemblés dans cette brochure partent tous de cette constatation, au-delà de leur assemblage apparemment disparate, de leur diversité dans les thèmes traités, dans leur approche, leur adresse et leur forme même. Chacun d'eux cherche à interroger, à sa façon, des positions ou des discours politiques pour y déceler des allants-de-soi inquestionnés, des postulats implicites, un ordre sous-jacent, soit un schéma intellectuel invisible à ceux qui les tiennent, une source extérieure à leurs propos, une hétéronomie de la pensée, bref une *idéologie* dont il s'agirait de mettre les racines à nu.

Le terme n'est pas ici synonyme de système d'idées, de doctrine, de dogme ou de catéchisme affirmés, revendiqués et surtout explicités. Nous l'employons tout au contraire dans un sens proche de celui que Marx, revu par Cl. Lefort, lui a donné : « *logique des idées dominantes dérobées à la connaissance des acteurs sociaux et ne se révélant qu'à l'interprétation, dans la critique des énoncés et de leurs enchaînements manifestes* »². Elle suppose que nos goûts, nos opinions, nos propos, nos avis, nos convic-

1 *L'amour et l'Occident* [1938], ed 10/18, 2004, p. 126-127.

2 Cl. Lefort, « Esquisse d'une genèse des idéologies dans les sociétés modernes », 1974, in *Les formes de l'his-*

tions échappent pour une part écrasante à notre libre conscience, mais reposent tacitement sur des schémas globaux, des agencements logiques, des axiomes de base qui sont de l'ordre d'une *croyance sociale* passée sous silence, implicite ou inconsciente et finalement si peu individuelle.

Le lecteur rigoureux rétorque déjà que débusquer l'ordre caché derrière les discours des autres expose immédiatement au soupçon d'être soi-même aveugle à sa propre idéologie. Argument irréfutable et indispensable auquel il est couramment répondu de deux manières distinctes mais complémentaires.

Soit il est effectivement admis que tout discours contient une part cachée d'obscurité, de détermination, d'idéologie et nous voilà alors plongés dans cette nuit où tous les discours sont gris : chaque position ne se soutenant que d'un même arbitraire se dérobant à lui-même, c'est le règne du soupçon permanent, du scepticisme intégral, du relativisme intellectuel, de la défiance généralisée – c'est-à-dire, finalement, une *démission de la pensée*.

Soit, complément logique, affectif ou chronologique de ce nihilisme intellectualisé, la *posture militante* qui refuse tout examen de ses présupposés et qui ne cherche qu'à remplacer une idée fautive par une autre supposée Vérité, son corpus censément subversif contre un corpus forcément illusoire, une « idéologie » par une autre prétendument « réelle » : il y eut de la pensée créative, mais il n'y en a plus, il ne *peut plus* y en avoir, il n'y a plus qu'à illustrer à l'infini la véracité de l'héritage reçu. Ici la démission se double d'une *interdiction de penser*, d'ailleurs de plus en plus explicite et nourrissant les haines grandissantes des chasseurs de sorcières. On reconnaîtra là l'alpha et l'oméga de la quasi-totalité des volontés politiques contemporaines, et leur finalité ultime.

Parvenir à sortir de cette alternative infernale, c'est-à-dire *se permettre de penser*, est loin d'être aisé, plus rare encore, de moins en moins fréquent et ne semble même plus *désirable* – d'autant que l'on s'aperçoit vite qu'il ne s'agit jamais d'une démarche purement et uniquement intellectuelle. Car à regarder l'histoire des sociétés humaines, l'interrogation libre est allée de pair avec le surgissement de la délibération populaire, et la formation d'un individu singulier. Ce sont ces perspectives qui s'effacent aujourd'hui, comme disparaît la perspective d'une pensée qui se voudrait autonome.

Il y aurait alors à examiner les racines de cette malédiction idéologique, ses métamorphoses et les possibilités éventuelles qui seraient les nôtres de rompre son charme. L'ambition n'est pas nouvelle, qu'elle ait été nommée « généalogie », « déconstruction » ou « archéologie »¹, mais elle mériterait d'être renouvelée dans la perspective d'une démarche politique qui viserait l'émancipation. Telle est la visée de cette brochure, et particulièrement de son dernier texte, qui en reprend le titre.

Lieux Communs
Juin 2017

toire. *Essai d'anthropologie politique*, Gallimard, 1978, p. 481-482.

1 On lira à ce sujet R. Garcia ; *Le désert de la critique. Déconstruction et politique*, L'Échappée, 2015.

Contre la Constituante

La démocratie directe sans le peuple ?

« C'est ainsi qu'avance l'histoire, en se bouchant la mémoire comme on se bouche les oreilles. (...) Mais quoi ? l'histoire n'est amère qu'à ceux qui l'attendent sucrée... »

Sandor Krasna, *Sans Soleil*, Chris Marker, 1983

Depuis quelques années, le relatif regain d'intérêt pour la démocratie directe a engendré une multitude d'initiatives, essentiellement par l'intermédiaire de sites web, de blogs, de forums ou de listes de diffusion indépendants des groupuscules et partis politiques. Ces individus ou collectifs, issus ou non du mouvement des « indignés » français du printemps 2011, pourraient à l'avenir former un milieu politique fertile, à condition de rompre leur isolement réciproque pour éprouver leurs positions¹.

Depuis peu s'y développe un courant d'idées bien particulier, gravitant autour d'une idée centrale : la voie vers la démocratie directe passerait par la convocation d'une Assemblée constituante *composée de personnes tirées au sort* parmi la population et chargées d'établir une nouvelle constitution française.

Cette approche rompt, salutairement mais sans le dire, avec de nombreux présupposés idéologiques hérités des mouvements politiques qui ont ravagé le XXe siècle et qui visaient, eux aussi, un changement radical de société. Mais c'est, nous semble-t-il, pour retomber dans d'autres illusions. C'est donc à la discussion de celles-ci que ce texte voudrait inviter.

Le courant pro-Constituante

La nébuleuse dont il est ici question paraît largement s'inspirer d'Étienne Chouard. Celui-ci s'est politisé et fait connaître lors du référendum pour le Traité Constitutionnel Européen de 2005. Il avait alors présenté un contre-argumentaire qui avait rencontré un écho important. Prenant acte de la victoire du « non », et à rebours du vide politico-intellectuel contemporain, il a depuis entrepris une réflexion visant à avancer une alternative à l'Europe techno-bureaucratique. Cela l'a amené, de manière très cohérente et en découvrant l'histoire politique de la Grèce antique, à cette proposition de Constituante tirée au sort, moyennant un blog prolifique (« *Le plan C* »²). Peu à peu, d'autres initiatives lui ont emboîté le pas (« *Le Message* », « *Gentils Virus* », etc.) ou s'en sont inspirées plus ou moins explicitement (« *Vraie démocratie* », « *Objectif démocratie* », « *La Constituante en marche* », « *La démocratie* », « *Les citoyens constituants* », etc.)³.

Ce courant nous est proche à trois égards : d'abord, il part d'une critique du régime

1 On lira à ce propos l'*Introduction générale* dans la brochure *Démocratie directe : principes, enjeux perspectives, première partie : Contre l'oligarchie, ses fondements politiques, sociaux et idéologiques*, avril 2013, disponible sur notre site.

2 Cf. <http://etienne.chouard.free.fr/Europe/>

3 Cf. Dans l'ordre <http://www.le-message.org/>, <http://projetgentilsvirus.ouvaton.org>, <http://lavraiedemocratie.fr/>, <http://objectifdemocratie.org>, <http://laConstituanteenmarche.net/>, <http://www.la-democratie.fr>, <http://lescitoyensconstituants.com/>

actuel, du mode électoral et du gouvernement représentatif, perçus comme l'expression politique de l'oligarchie qui domine la société. Cette contestation se fait dans des termes très proches de ceux que nous employons depuis des années. De même, sa référence à la Grèce antique lui fait très clairement concevoir la démocratie directe à travers des notions oubliées : assemblées générales souveraines, mandats impératifs, destitution des délégués, tirage au sort, rotation des sièges ou reddition des comptes. Enfin, son approche détonne d'avec l'encombrant héritage marxiste-léniniste qui imbibe toujours, *mezzo voce*, les franges gauchisantes rêvant d'un Grand Soir organisé pour porter au pouvoir quelques détenteurs de la Vérité Historique – ou d'avec son symétrique, un spontanéisme anarchisant misant angéliquement sur le surgissement soudain de rapports sociaux harmonieux et apaisés. Ces formes de messianisme allant de pair avec le fait de remettre toujours à plus tard la conception d'une autre organisation de la société, leur refus permet donc – à nous comme au courant pro-Constituante – l'ouverture de véritables chantiers politiques.

Projet et critiques

Pour autant, à l'examen, le projet de ces militants pro-Constituante présente une multitude de lacunes, d'incohérences ou de contradictions – que les contre-argumentaires proposés ne font qu'approfondir et multiplier¹ – et qui ne peuvent que discréditer leurs porteurs et notre visée politique. Ce sont elles que nous allons pointer en suivant, étape par étape, le proto-scénario que l'on peut déduire de leurs écrits. Résumons celui-ci en quelques mots :

1) La Constituante est convoquée par un moyen ou un autre (référendum, initiative du Chef de l'État...) ; 2) les délégués sont tirés au sort parmi la population ; 3) ils travaillent durant un temps déterminé à l'élaboration d'une nouvelle constitution française instaurant la démocratie directe ; 4) cette Constitution est soumise à ratification par référendum.

Voilà le projet, tel qu'il se présente dans sa version la plus répandue, et la plus sérieuse.

Mais avant d'entrer dans le détail, livrons d'emblée l'axe principal de notre critique : les pro-Constituante veulent la démocratie directe mais sans l'activité foisonnante d'un peuple visant une transformation sociale, idée à laquelle ils associent sans doute le déchaînement de la violence, alors que nous y entendons tout autre chose : l'auto-organisation des gens, c'est-à-dire *la formation d'institutions autonomes* locales se substituant aux pyramides hiérarchiques actuelles. Ce refus du soulèvement populaire et de l'élaboration d'une autre société par les premiers concernés amène paradoxalement les pro-Constituante à évincer de leur scénario le principal acteur : le peuple. Option sans doute renforcée par la conscience, ou du moins l'intuition, que les aspirations de nos contemporains sont sensiblement éloignées de ces visées.

Cette éviction tacite des gens ordinaires porte donc les pro-Constituante à viser une action *uniquement institutionnelle*, légaliste et technique, sans qu'il ne soit jamais exigé

1 On lira par exemple « Objections contre une Assemblée Constituante Tirée au Sort » http://projetgentilsvirus.ouvaton.org/index.php/Affichage_Objections_contre_le_Tirage_au_Sort

du peuple, relégué au statut d'entité abstraite, autre chose qu'une adhésion formelle à l'idée surplombante d'une Constituante tirée au sort¹. Jamais, nulle part, n'est envisagée sérieusement une pratique autonome des gens telle qu'elle a pu se déployer dans toutes les révolutions depuis deux ou trois siècles, en s'opposant à d'autres forces sociales. C'est pourtant par ce processus constituant que la collectivité *invente* une autre organisation sociale, et se crée elle-même *en tant que sujet politique*.

En ne citant qu'à titre d'illustration l'histoire, l'héritage et l'expérience de la démocratie directe légué théoriquement par les Lumières, puis pratiquement par les révolutions, le mouvement ouvrier et ses suites, nos pro-Constituante en évacuent le trait essentiel : la *praxis*, ce lien indissoluble entre la *pensée* et l'*action* politique populaire, qui fonde la légitimité de chacun à s'occuper de la chose publique, des affaires de tous. Leur approche, on le verra, ne protège des crises et de la violence qu'au prix de l'échec et de la récupération politique. Elle s'interdit de penser réellement une auto-transformation radicale de la société, qui ne peut demeurer à cette heure, faut-il le préciser, qu'une interrogation ouverte.

Avant d'avancer quelques pistes en conclusion, nous évoquerons les soubassements idéologiques de cette mouvance qui prône une « révolution par le haut », à l'instar des tenants du « revenu garanti »² ; ils apporteront quelques éléments de compréhension quant à l'aveuglement d'É. Chouard et de ses plus proches défenseurs vis-à-vis des milieux d'extrême droite ou complotistes³.

1 – Processus de convocation de la Constituante

Tel que le présentent les pro-Constituante, le processus amenant à la formation de l'Assemblée constituante est très flou : il est question de « pression populaire » et/ou de l'élection d'un Président de la République qui s'engagerait à convoquer ladite Constituante, sans plus de détails, comme beaucoup l'ont fait depuis (Mélenchon, Montebourg...). Un peu plus conséquents et sérieux, des sites évoquent, mais par des processus identiques, l'établissement préliminaire de Référendums d'Initiative Populaire, consultations initiées par une part significative de l'électorat, dont le modèle suisse est le plus connu.

Improbabilité du Référendum d'Initiative Populaire (RIP)

Ce 19 novembre 2013, l'Assemblée nationale a bel et bien adopté le RIP... mais en le rendant totalement inapplicable⁴ ! Cet épisode laisse entrevoir ce qu'une telle

- 1 Un site calcule par exemple qu'il suffirait de moins d'un an et demi pour convaincre toute la population française, si chaque militant convertissait 4 personnes par mois... C'est aussi le sens de l'initiative « Gentils Virus » ainsi dénommée pour propager la bonne nouvelle, comme si devenir partisan de la démocratie directe ne demandait finalement aucune grande remise en question quant au mode de vie actuel, et pas plus de temps que celui d'une contagion.
- 2 [On lira à ce propos « Sur les fondements idéologiques et les destinés politiques du revenu d'existence », texte à venir]
- 3 Même sans avaliser l'hystérie collective des prétendus « antifascistes » qu'unit la haine gauchiste pour les réalités populaires, il est difficile d'admettre que l'intéressé refuse explicitement de clarifier ses positions vis-à-vis de gens tels qu'Alain Soral, Robert Ménard, Yvan Blot ou encore Robert Faurisson, par exemple.
- 4 Cf. l'article de Hélène Bekmezian dans *Le Monde* du 19.11.13 (repris sur notre site), sobrement intitulé : « Le

initiative peut devenir dans le contexte actuel, avec d'un côté un pouvoir en panne de légitimité et de l'autre une population marquée par le chacun-pour-soi et qu'aucun projet commun ne rassemble plus. Les dominants seront d'autant plus enclins à récupérer ce type de consultation que, dans les années qui viennent, les réactions de la population vont aller croissant face à la dégradation permanente de ses conditions de vie. Ces référendums ne seront alors qu'un moyen d'acheter momentanément la paix sociale au prix de quelques concessions, au coup par coup et sans remettre en question l'ordre social existant. Cela peut aussi devenir un moyen efficace de se rallier la population par un chantage à « l'unanimité républicain » face aux multiples crises qui convergent et commencent à faire sentir leurs effets très concrètement. De son côté, une population conservatrice et paniquée peut transformer ce genre de consultation populaire en instrument au service du maintien de ses privilèges ou de l'adoption de mesures réactionnaires. L'exemple suisse, sans être univoque, est tout de même instructif.

C'est pourquoi faire du RIP un fétiche est particulièrement mal venu. L'essentiel ici est moins le dispositif en lui-même que l'état d'esprit de la population, qui s'en empare (ou pas) pour en faire (ou pas) un instrument démocratique au service du bien commun.

Improbabilité d'un référendum sur une Constituante tirée au sort

Mais passons sur les modalités de déclenchement d'un tel référendum, et abordons la question des résistances que pourrait soulever une question référendaire portant sur rien moins qu'un *changement de régime politique*.

Il semble évident que toute initiative mettant sérieusement en cause les échelles de souveraineté en place verra se mobiliser contre elle l'État et tous ses services officiels ou secrets, tous les lobbies économiques internationaux, les médias et les personnalités, et bien entendu tous les appareils politiques et syndicaux qui ne peuvent être qu'oligarchiques *par essence*¹. Si jamais une campagne de référendum pour la désignation d'une Assemblée constituante tirée au sort a lieu, elle subira une offensive de dénigrement telle qu'on en a rarement vues dans l'histoire, renouant avec des pratiques immémoriales mais oubliées des européens repus (à noter que la société est à ce point délabrée qu'il suffirait même au pouvoir de suspendre simplement ses activités de maintien de l'ordre pour voir s'instaurer une *terreur par en bas* et susciter une panique sociale). A moins qu'elle ne subisse un escamotage ultérieur : l'expérience, inaugurale pour certains, du référendum de 2005 sur la constitution européenne finalement imposée deux ans plus tard par le parlement est édifiante. Que la population se révolte alors, et le pays se retrouvera dans une situation de crise politique inédite. Son issue est prévisible : l'oligarchie en sortira par la voie royale ouverte par les contestataires eux-mêmes en convoquant effectivement une Constituante, mais composée cette fois de personnalités *nommées par élections*.

référendum d'initiative partagée, trop compliqué pour être vraiment efficace », et celui de Roseline Letteron du site *Contrepoints.org* dont l'intitulé est plus évocateur : « Adoption du référendum d'initiative populaire, sans initiative populaire ». La nouvelle n'a étrangement pas été relayée sur les sites en question.

1 Voir l'inusable R. Michels *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties* (1914, Flammarion, 1971), dont un chapitre est disponible sur notre site.

C'est ce que propose par exemple actuellement le *Parti de Gauche*, qui y trouvera l'occasion d'y placer de nouvelles têtes fraîchement encartées et fermement tenues par la *nomenklatura*. Rien n'en sortira hormis la consolidation du pouvoir de quelques-uns. L'exemple, tant vanté, de « la révolution islandaise », et notamment sa Constituante invalidée en 2011 après trois mois de travail, devrait servir de leçon tant le feuilleton des forfaitures des briscards de la politique y est paradigmatique.

2 – Désignation des délégués

Mais admettons que le principe initial d'une Constituante tirée au sort soit finalement adopté. Un tel mode de désignation, résolument novateur dans la France d'aujourd'hui, pose un certain nombre de problèmes, et notamment celui de la représentativité, qui est pourtant le principal argument de ses partisans.

L'auto-sélectivité des délégués

Soit ce tirage se fait *a priori* au sein du corps électoral, soit il se fait parmi une liste de volontaires. Plaçons-nous dans le second cas (ou dans les deux en admettant que le refus de siéger serait scrupuleusement respecté et qu'il sera un recours d'autant plus utilisé que chacun saura qu'il s'agit d'une magistrature absolument déterminante pour l'histoire du pays et que chacun sera donc au centre de toutes les attentions) : le filtre de l'auto-désignation sera un biais inévitable. Nous retrouverons donc ces biais déjà bien connus par les jurés d'assises, mais démultipliés au centuple : ne siégeront que ceux qui considèrent leurs opinions présentables et *s'estiment* aptes à siéger, c'est-à-dire à faire partie de l'élite qui *de facto* dessinera l'avenir pour des décennies. Faut-il alors préciser que l'assemblée sera en majorité composée par la classe moyenne, masculine, blanche, éduquée, insérée, valide, citadine, etc.¹ ? Les exceptions seront ramenées à leurs statuts de déviants lors des toutes premières délibérations solennelles par les mécanismes bien connus de disqualification et de conformisme groupal. Telle est la société actuelle et telle sera l'Assemblée constituante, si aucun processus ne vient bousculer au sein du peuple lui-même les représentations sociales qui maintiennent l'organisation sociale telle qu'elle est.

Représentativité problématique

Mais faisons momentanément fi de ces considérations psycho-sociologiques, et admettons que les quelques milliers de délégués seront « représentatifs » de la société actuelle, au pourcentage près – on attendra pour savoir les critères de cette « représentativité »... Ils compteront alors, comme le pointe par exemple très pertinemment « Objectif Démocratie » sans y répondre convenablement, 7 % d'illettrés et près de 30 % ne maîtrisant pas la lecture, facteurs qui ne disqualifient certainement pas pour l'exercice démocratique mais qui rendent éminemment problématique un travail constitutionnel de type parlementaire. Bien plus : la Constituante sera, à l'image du pays, profondément et irrécusablement divisée entre classes sociales, classes d'âge, affi-

¹ On lira par exemple avec intérêt « La Cour d'assises en examen. Réflexion-témoignage d'un juré sociologue » d'André-Marcel d'Ans, paru dans la revue *Droit et Société* n° 54, 2003, p. 403-432, consultable en ligne.

liations idéologiques voire appartenances religieuses ou ethniques, corporations, lobbies, etc.

Sans aucun remaniement des opinions provoqué, comme en Mai 68, par la créativité collective d'un bouillonnement social de la société, d'un peuple expérimentant et mettant à l'épreuve par son action même les idées, les principes et les affiliations les plus diverses, sans l'immense effort populaire nécessaire pour sortir des impasses idéologiques en inventant des idées nouvelles et en se réappropriant les expériences du passé, les débats de l'Assemblée constituante ne pourront que s'embourber dans tous les faux clivages contemporains ou en créer de nouveaux dans lesquels la population ne se reconnaîtra pas.

3 – Travail de la Constituante

Mais passons outre une fois de plus : voilà nos délégués *lambda* assis sur leurs sièges de l'Assemblée, travaillant pour le bien du peuple, mais sans aucun contrôle de celui-ci... La situation rappelle celle dénoncée : car on retrouve ici intacte l'idée selon laquelle le pouvoir de décision repose toujours entre les mains de quelques-uns, tandis que le peuple est invité à perdurer dans sa passivité, selon le principe fondamental du système représentatif¹.

Des délégués incontrôlables

Car que la population se passionne pour ces débats ou en attende patiemment des solutions à ses problèmes, elle n'a rien à en dire, ces tirés au sort étant absolument souverains de leur jugement, s'informant, délibérant et décidant *en leur for intérieur*. Il faut être clair : ils ont été nommés, eux, pour élaborer une nouvelle constitution, et on ne voit pas au nom de quoi ils auraient des comptes à rendre quant à leurs choix, ni à qui, pendant leur mandat comme après. Certes, certains parlent « *d'ateliers constituants locaux* » composés de citoyens chargés d'épauler les délégués dans leur travail. Mais si ces délégués décident sous influence, alors ces « ateliers », qu'ils soient de gauche ou d'extrême droite, seront de bien peu de poids face aux pressions extraordinaires auxquelles seront soumis nos élus, de la part de tout ce que l'oligarchie compte de *think tanks*, de groupes d'intérêts, de réseaux d'influence, de lobbies plus ou moins officiels, de circuits de corruption, de pressions mafieuses, etc. C'est, très exactement, ce qu'ont vécu les Tunisiens, ou même les Français devant le spectacle régulier de l'ascension hiérarchique dans l'entreprise ou dans les institutions républicaines... A moins d'isoler totalement les délégués de toute influence, donc de les couper radicalement d'une vie sociale qui faisait d'eux autre chose que des professionnels de la politique.

Une constitution enfin démocratique ?

Ces quelques milliers de personnes chargées d'écrire « seules » une constitution pour la France ont été désignées parce qu'elles ne sont justement pas spécialistes de la politique. Sans aucune préparation et provenant d'un peuple vivant dans l'apathie depuis

1 On nous pardonnera de renvoyer les pro-Constituante à leur bible, *Principes du gouvernement représentatif* de B. Manin (1995, Flammarion 1996), qui, rappelons-le, comporte plusieurs parties, dont certaines traitant de « la marge d'indépendance des gouvernements ».

des générations, sans aucune expérience du pouvoir réellement démocratique, ni même de pratiques sociales ou politiques un tant soit peu dégagées de la mentalité oligarchique, elles auront à fixer l'organisation de la vie politique d'un pays habité par 70 millions d'habitants et comptant parmi les dix grandes puissances mondiales. Enfants de De Gaulle, de Mitterrand et de Sarkozy, on voit mal nos délégués systématiser l'amateurisme en politique, instituer des assemblées souveraines, et démanteler l'État comme organe séparé du corps social, *requisit minima* pour parler raisonnablement de démocratie directe.

Il y a fort à parier que nos représentants ne façonneront qu'une constitution qui ressemblera fort à celles que nous avons connues, sans doute agrémentée de quelques organes consultatifs ou contre-pouvoirs citoyens – c'est d'ailleurs la perspective explicite d'É. Chouard lui-même¹.

4 – Résultats possibles de cette Constituante & ratification

Mais passons là encore et imaginons qu'enfin l'assemblée soit parvenue à se mettre d'accord sur un texte, et que celui-ci soit soumis à ratification à la population par référendum. De quoi cette Constituante sans révolution peut-elle accoucher ?

Une constitution parfaite mais inapplicable

Commençons par le meilleur des cas : la constitution finale pose les principes d'une véritable démocratie directe, prononçant la dissolution de tous les corps oligarchiques qui régissent le pays, des ministères aux médias en passant par les trusts, et instaurant assemblées générales, contrôle des délégations, tirage au sort, autonomies locales, tribunaux populaires, etc. Supposons que la population française l'adopte par référendum et voici donc nos 40 millions de citoyens, à qui l'on a demandé d'attendre patiemment depuis le début, se réveillant un beau matin, conviés par injonctions gouvernementales à intervenir dans des assemblées où ils n'ont jamais mis les pieds, à prendre en charge des tâches dont il n'ont même jamais entendu parler, contrôlant des délégués à l'aide de dispositifs jamais expérimentés, invités à réinventer un travail qu'ils n'ont jamais osé remettre en cause, à appliquer des lois incompréhensibles, etc. sans même parler des conséquences concrètes, matérielles et économiques des choix faits par leurs délégués, si jamais ceux-ci avaient pris conscience de l'inéluctable déplétion énergétique et opté pour une décroissance... Évidence première : une constitution ne vaut que si elle répond, peu ou prou, aux aspirations du peuple – et une démocratie directe imposée par en haut rappellerait de bien mauvais souvenirs, celui de Khadafi et de son funeste *Livre vert* pour ne citer que le plus caricatural, et parmi les derniers d'une longue série.

Il y aurait, bien sûr, la possibilité d'une ratification articles par articles. Mais en ce cas les débats, tardifs mais passionnés, qui se dérouleront alors ne manqueront pas de

1 « Les grands principes d'une bonne Constitution, qui prouveraient la guérison de notre démocratie », octobre 2005-2007, p. 7 *sqq.* consultable ici : http://etienne.chouard.free.fr/Europe/Bonne_Constitution_Guerison_Democratie.pdf. Ou alors, comme l'intéressé l'envisage, nos délégués n'auront pas à se « renseigner » eux-mêmes sur toutes ces questions, mais seront « conseillés » par « des parlementaires et ministres » (id.)... Est-ce sérieux ?

pousser à la réécriture du texte final, ne serait-ce que pour lui donner une orientation cohérente et significative.

Il ne serait pas étonnant qu'une majorité de la population renvoie plutôt une nouvelle Constituante au travail, et continue à vaquer à ses occupations – en espérant que tous ceux qui voient tout ce processus d'un mauvais œil depuis le début veuillent bien garder l'arme au pied.

Une crise politique sans précédent

Car tel est l'enjeu : si la nouvelle constitution opère un réel changement vers un partage élargi du pouvoir, il y a fort à parier que ses opposants n'en resteront pas là, et ouvriront une crise politique profonde, sinon un affrontement, que les pro-Constituante cherchent justement, mais implicitement à contourner. Un bref regard sur le déclenchement de la guerre civile espagnole à l'été 1936 montre que les puissants se laissent rarement déposséder avec le *fair-play* souhaité.

Plus grave encore : cela fait des décennies que les crises multiples qui traversent nos sociétés s'amplifient et commencent à interagir dangereusement. Et cela fait des décennies que les populations demandent massivement à d'autres de les résoudre. Qu'il s'agisse du chaos économique, des tensions internationales, de la fragmentation des territoires¹, d'émeutes nihilistes ou de retour aux archaïsmes religieux, le contexte inévitablement précaire dans lequel travaillera la Constituante sera extrêmement anxiogène. Ni la population, encore une fois dépossédée des moyens de s'approprier la situation, ni l'Assemblée constituante, rivée à sa tâche, n'auront de marge de manœuvre. La magie qui nimbe aujourd'hui le terme de « démocratie » pourrait bien se dissiper au contact de réalités désagréables – sans même évoquer les « opérations Condor » que des puissances étrangères, les milieux militaires et autres « services » français pourraient bien déclencher. Avaliser la nouvelle constitution sera alors plutôt une manière de faire cesser une dangereuse instabilité. Le cas égyptien de ce mois de janvier 2014 est encore instructif de ce point de vue.

Retour à la normale

Mais les idéologies contemporaines n'ayant jamais été remises en cause et l'époque des « trente glorieuses » restant l'horizon implicite de tous les comportements, tout porte plutôt à croire que l'assemblée accouchera d'une constitution sans grandes ruptures avec les précédentes. Bien sûr, seront insérés ici ou là des articles novateurs, contrebalançant quelques profondes régressions dont notre époque a le secret. Mais le but final, avoué ou non, n'est-il pas essentiellement la réconciliation du peuple avec lui-même et avec ses élites enfin « moralisées » ?

¹ On lira par exemple le très stimulant *Fractures françaises* de C. Guilluy (Flammarion 2010), ou encore *La crise qui vient, la nouvelle fracture territoriale* de L. Davezies (Seuil 2012), qui renouvellent l'approche de la « question sociale », cantonnée depuis des décennies, et à dessein par le pouvoir, à celle des « banlieues » et des critères ethno-raciaux.

« *Le véritable esprit de 1789 consiste à penser, non pas qu'une chose est juste parce que le peuple le veut, mais qu'à certaines conditions, le vouloir du peuple a plus de chances qu'aucun autre vouloir d'être conforme à la justice.* »

Note sur la suppression générale des partis politiques Simone Weil,
1940, Climats, 2006.

On le voit, de la convocation de l'Assemblée constituante au texte final, ce proto-scénario est grevé d'approximations, d'illusions et de problèmes insolubles dans le cadre dans lequel il est posé. Ces insuffisances nous semblent faire système et révéler des biais idéologiques dont il faudrait dégager la réflexion.

Les biais idéologiques de la démarche

On pourrait résumer les critiques précédentes à travers trois contradictions.

L'écriture d'une constitution n'est pas adaptée à la situation actuelle. La question d'une autre constitution peut être un processus invitant chacun à envisager une autre société, à partir des expériences concrètes de chacun, mais elle ne peut qu'être *l'amorce* d'une réflexion générale sur le monde que nous voulons, et, avant toute chose, sur le monde *tel qu'il est*. En désignant la constitution comme « *la cause des causes* » (ont-ils jamais entendu parler du Royaume-Uni ?), les pro-Constituante reliaient la mystification des Modernes qui veut que le fonctionnement d'un pays se résume à quelques pages imprimées, conjurant la réalité immaîtrisable d'une collectivité s'auto-définissant perpétuellement dans les comportements quotidiens de tout un chacun¹. Une constitution est le condensé d'une destinée qu'un peuple se donne, en acte, l'avenir qu'une population vit, sinon déjà, du moins en puissance. La confusion mentale actuelle, la sénilité sans fins des vieilles lunes idéologiques, les mirages consuméristes, l'interpénétration voulue de la vie avec les réseaux étatiques, la renaissance des peurs et des haines archaïques, tout cela forme une *pensée-éclatée* très éloignée de ce que requiert un projet de société populaire et vivant. Maintenir, *hic et nunc*, que la priorité doit être l'écriture d'une Constitution, quelles qu'en soient les modalités, c'est le faire, inéluctablement, par contumace du peuple.

Le tirage au sort n'est pas adapté à la société telle qu'elle est. Dispositif égalitaire, le tirage au sort des délégués, plus que tout autre, sous-entend une collectivité entièrement travaillée par la perspective individuelle et collective de l'exercice du pouvoir. Alors que les pro-Constituante ne l'entendent que comme *un moyen de créer une représentation vraiment représentative*, le tirage au sort est autant un processus de désignation qu'un moyen d'auto-éducation d'un peuple : il nécessite la régularité, la rotation des mandats et la généralisation, non seulement pour être représentatif au fil du temps, mais surtout pour devenir *mode de gouvernement*, et culture particulière d'une société qui fait

¹ Ainsi, la constitution française de 1958 ne fait qu'entériner le déclin des conflits sociaux et politiques tels qu'ils ont bouleversé le continent depuis des siècles – et certainement pas le décréter. Le baptême du feu se fera dix ans plus tard, en Mai 68, dont l'échec la consacra.

corps avec ses institutions et s'édifie par leur entremise. Sinon, il n'est que déguisement de l'auto-désignation des plus aptes, paravent à l'influence déterminante de quelques « conseillers », c'est-à-dire maintien des mécanismes de domination sous couvert de nomination de « bons élus », jaillis miraculeusement d'une plèbe perpétuellement passive. La diversité de son usage dans l'histoire¹, et l'intérêt que lui portent les apprentis-oligarques contemporains, devrait faire réfléchir².

Le tirage au sort pour l'écriture d'une constitution. L'importance écrasante de l'écriture d'une constitution est difficilement compatible avec son écriture par quelques délégués tirés au hasard *et non contrôlés*. A moins de supposer, perspective cauchemardesque, une population homogène et unanime – auquel cas la Constituante est une formalité de quelques jours – la discussion des grands principes politiques et philosophiques, la décision des grandes orientations du pays, la prévision des macro-mécanismes organisant l'essentiel de la société, la mise au point des dispositifs d'exercice et de contrôle du pouvoir, tout cela ne peut qu'avoir eu lieu au sein du peuple lui-même, engageant la quasi-totalité des individus dans une confrontation tous azimuts d'opinions. Les grands clivages de celles-ci doivent alors pouvoir se retrouver dans l'organe constituant et les délégués le composant doivent pouvoir être sommés de rendre régulièrement des comptes, sans que le hasard puisse donner l'avantage aux uns ou aux autres contre l'argumentation rationnelle et la délibération collective. Lier tirage au sort et écriture d'une constitution c'est, quel que soit le contexte, livrer l'avenir d'un pays aux mains de quelques-uns, aussi bien intentionnés soient-ils.

Une démocratie directe sans peuple

Les pro-Constituante reprennent donc des éléments propres à la démocratie directe, mais sans les extirper des fondements de ce qu'on appelle la « philosophie politique » moderne, qui allie le formalisme juridique, le système représentatif et l'aphonie du peuple. Plus grave encore : ils avalisent l'amnésie du XIXe siècle et entérinent le déni du XXe, en ignorant l'histoire moderne des peuples en quête de liberté. L'image qui se dégage de tout cela est bien celle d'une *révolution sans peuple*, guidée pacifiquement par quelques bons élus garantis par la seule *technique* du tirage au sort³. C'est là la solution trouvée pour contourner deux obstacles qui se dressent inévitablement face à qui-conque se réclame de l'émancipation de tous et de chacun.

C'est d'abord l'héritage inassumable de tous les courants marxistes-léninistes du XXe siècle, qui ont noyé l'aspiration à l'autonomie dans l'autoritarisme, la logomachie et

1 On lira par exemple, de Yves Sintomer, « Petite histoire du tirage au sort en politique. D' Athènes à la Révolution française », *La Vie des idées*, 9 avril 2012.

2 Voir par exemple « Au sort, citoyens ! », article de Pierre-André Achour (ancien secrétaire régional des Verts-Lorraine, président de Forum les débats) dans *Libération* du 11 avril 2013 (disponible sur le site) qui laisse imaginer une dérive à la florentine, où les dispositifs égalitaires comme le tirage au sort étaient l'objet de tous les soins de l'oligarchie *qui en tirait sa légitimité*. Cf. sur ce point *Le clan des Médicis. Comment Florence perdit ses libertés (1200-1500)* de J. Heers (Perrin 2008).

3 Les variantes, comme l'organisation de constituantes départementales ou même municipales, maintiennent étrangement les même principes, comme si c'était *précisément* la délibération populaire qu'il fallait éviter.

la fossilisation, rivalisant avec les barbaries¹ nazies, empêchant toute réappropriation des expériences populaires d'auto-institution de la société. Mais l'oubli n'est pas le deuil, et cette occultation, on l'a vu, condamne les pro-Constituante à une terrible cécité.

C'est, ensuite, l'époque contemporaine où les tenants de la démocratie directe se trouvent face à un peuple qui n'en veut que dans la mesure où elle sera la *garante* de petites jouissances privées que la crise économique, le pillage de la planète et l'attrait du modèle occidental condamnent à plus ou moins long terme². Les mouvements qui se sont produits, qu'il s'agisse des mouvements sociaux français ou des « indignés » français ou grecs, sont marqués par la réaction face à la disparition progressive d'un monde qui promettait abondance et sécurité³. Cette réaction prend parfois des formes démocratiques, mais peut aussi s'incarner – et c'est de plus en plus souvent le cas – dans des mouvements d'extrême droite, nationaliste comme en Grèce, ou religieuses comme en régions musulmanes. Face à ce fait massif, nos pro-Constituante tentent de faire l'économie de ce peuple trop incertain, de la même manière qu'à l'opposé, les démagogues par vocation hallucinent une population idéalisée et sans contradictions⁴. Dans les deux cas, une question, primordiale à nos yeux, n'est pas posée : celle du type d'individu que forme la société, qu'elle exige pour son maintien, qu'il s'agisse de l'individu actuel, de son comportement, sa mentalité, ses réflexes, ses désirs et ses représentations, ou de l'individu requis pour et par une société démocratique⁵.

Finalement, on peut inscrire cette idée d'une Constituante tirée au sort dans le courant des doctrines réformistes qui émergent systématiquement en période d'oligarchie délégitimée et de risques de déclassements massifs pour les classes moyennes en plein désenchantement : il y est question, à chaque fois, d'aménager le cadre existant en empruntant froidement quelques *techniques* ou dispositifs démocratiques plus ou moins radicaux, pour que se dégage une élite responsable capable de remettre le pays dans le droit chemin du progrès et de maintenir le niveau de vie. Ainsi, il n'y aurait qu'à convaincre chacun de la pertinence d'une Constituante tirée au sort, la magie du dispositif fera le reste, et si débat, conflit, déchirure ou violence il y a, ce sera dans l'enceinte

1 Cf. « Devant l'abîme de l'anéantissement, le pas de côté des hommes modernes », de L. Leylavergne, disponible sur le site.

2 Voir à ce propos « Keynésianisme improbable » de Guy Fargette, *Le Crépuscule du XXe siècle* n° 25, décembre 2012, disponible sur le site.

3 Sur les premiers on lira « Notes sur le mouvement social d'octobre 2010 », brochure n° 16, *Une lutte à la croisée des chemins*, mars 2011, sur les deuxièmes notre tract « Mouvements des "indignés" : potentialités, limite, perspectives », et sur les troisièmes : « Enjeux politiques et anthropologiques du mouvement grec pour la démocratie directe », dans la brochure n° 18 bis, *Le mouvement grec pour la démocratie directe*, octobre 2011. Textes disponibles sur notre site.

4 C'est ainsi qu'il faut comprendre le second volet de l'entreprise anxioylique de E. Hazan & Kamo, *Première mesures révolutionnaires* (La fabrique 2013), qui fait suite à l'anti-dépressif *L'insurrection qui vient* (La fabrique 2007). On s'interrogera au passage sur l'utilisation du pseudonyme *Kamo*, notoirement porté par un bolchévique compagnon de Staline.

5 Et que laisse totalement dans l'ombre la formule de J.Rancière qui définit la démocratie comme « *Le gouvernement de n'importe qui* » : l'individu démocratique tel qu'il est *apparu* dans l'histoire, et tel qu'il disparaît sous nos yeux, *n'est précisément pas* n'importe qui.

feutrée d'une assemblée rassemblant ce peuple miniature que l'on pourra toujours congédier si d'aventure la pièce tournait mal. De ce point de vue, il est possible de comprendre les relations baroques qu'É. Chouard entretient avec des milieux nationalistes, antisémites ou complotistes : elles relèvent sans doute moins d'une volonté confuse de renouer avec une population depuis longtemps abandonnée par la gauche et l'extrême gauche¹ ou de tendances personnelles inavouées que de l'idée que tous les clivages seront surplombés et transmués par les séances de l'Assemblée constituante, véritable boîte noire chargée (et sans doute investie comme telle par la population) de résoudre par procuration les problèmes colossaux que nous pose un XXI^e siècle qui ne s'annonce pas chantant.

« 41. *Lorsque les hommes se rassemblent constamment par petits groupes et se parlent à l'oreille, le général a perdu la confiance de l'armée* »
Sun Tzu, *L'art de la guerre*

Le lecteur sera déçu : il n'y aura pas, en conclusion, de Grande Solution Proposée. Non pas que la question de l'avenir souhaité ne se poserait pas, ou que le chemin menant à des sociétés viables et vivables n'aurait pas à être cherché : tout au contraire, nombre de nos écrits depuis des années insistent sur, et traitent de, l'importance de ces interrogations hier si décriées. C'est plutôt que les réalités contemporaines, hétérogènes, enchevêtrées, complexes et instables, ne permettent aucun raisonnement *toutes choses égales par ailleurs*. Notre seule certitude – qui traverse tout ce texte : la transformation de la société visant la démocratie directe ne peut être qu'une *auto-transformation* des institutions comme de l'individu, indissolublement liés, par l'action autonome des gens, ce qui revient à dire qu'elle doit être désirée, travaillée, mûrie dans le quotidien de chacun, qu'elle exige la lente auto-formation d'un peuple à travers une myriade de contre-institutions. C'est ce que montre l'histoire bien comprise de la Grèce antique comme celle des révolutions de ces derniers siècles², et c'est ce qui semble être le point aveugle des pro-Constituante.

Il n'y a pas de Solution, mais il y a une foule d'expériences historiques qu'il nous est impossible d'ignorer. On peut évoquer les sections révolutionnaires de 1789 et la Commune de Paris, bien sûr, mais même si l'on s'en tient au XXI^e siècle, on peut citer les soviets russes de 1905 et 1917, les *Râtes* allemands de 1918-1919, les collectivités révolutionnaires de l'Espagne de 1936, les *conseils* d'insurgés hongrois de 1956³, les *comités de quartiers* de Mai 68. Plus récemment, en 2011, il y a eu les comités de sécurité du

1 On lira à ce sujet l'œuvre de J.-C. Michéa, et notamment *Les mystères de la gauche : de l'idéal des Lumières au triomphe du capitalisme absolu* (Climats 2013), ou C. Guilluy, *op.cit.*, et particulièrement le chapitre « La gauche française dans le ghetto ».

2 Sur le lien entre les deux on lira, largement inspiré de C. Castoriadis, « Les anciens et les modernes », p. 41 *sqq.* dans l'article « La démocratie directe contre la "démocratie représentative" » de notre brochure *Démocratie directe... op. cit.*

3 Sur cet événement méconnu et recouvert par les héritiers des régimes totalitaires « de Gauche », cf. *La source hongroise*, de C. Castoriadis (1976), ainsi que *Sur les conseils ouvriers de Hongrie*, de H. Arendt (1958), regroupés en brochure sur notre site, rubrique « Brochures ».

soulèvement tunisien¹, les assemblées générales grecques², espagnoles et même américaines³. Que nous disent ces expériences ? Que l'aspiration du peuple à l'auto-gouvernement part toujours de formes d'organisation élémentaires, que les gens commencent toujours par élaborer une société *à leur échelle*, avec leurs moyens et la *réflexion pratique* qui est la leur.

Il s'agit alors, d'abord et avant tout, d'un *vaste mouvement de (re)socialisation*, de libération de la parole dans les espaces les plus quotidiens, la rue, le quartier, le travail, la famille. La formation *spontanée* de ces *groupes restreints* rompt avec l'ordre ancien, les relations sociales, réflexes conformistes, automatismes mentaux. Elle permet de faire le point sur la situation, de discuter de la marche à suivre et d'assurer un minimum de sécurité physique et affective pour chacun. Si le mouvement s'étend et prend de l'ampleur, progressivement, la coalition de ces petits groupes en *assemblées locales* institue une auto-organisation qui conduit à une gestion matérielle, par les gens eux-mêmes, des lieux d'habitation, de travail et de ravitaillement. Ces assemblées deviennent alors également le lieu de la confrontation, de l'élaboration et de la diffusion des opinions de tous, de la mise au point de formes d'action visant partout la destitution des dirigeants, l'auto-organisation de la population et la protection des personnes. L'étape suivante, la révolution proprement dite, la rupture d'avec l'ordre institutionnel existant, prend des formes différentes en fonction des lieux et des époques : il s'agirait pour nous de regrouper d'abord toutes ces collectivités en *assemblées communales souveraines* puis de les articuler les unes aux autres à des échelles plus grandes sous forme de *fédérations* puis de *confédérations*, déposant un à un tous les pouvoirs en place et s'y substituant, selon les principes de contrôle des délégués et de rotation des tâches.

Ce n'est qu'alors que la question d'une nouvelle constitution pourra se poser, entérinant un fonctionnement inventé, fondé, expérimenté, et compris par tous.

Ce processus⁴ ne garantit certainement pas l'instauration d'une démocratie directe. Les problèmes qui surgiront face à une population s'engageant dans une telle voie sont énormes – mais ce seront *les nôtres*. Il dessine, selon nous, la possibilité pour le peuple de se reconstituer *en tant que corps et que sujet politique*, de changer ses institutions en même temps qu'il se change lui-même, auto-transformation individuelle et collective sans laquelle la démocratie directe n'est qu'un vain mot.

Collectif Lieux Communs, juin 2013 – janvier 2014

- 1 Voir « Retours de Tunisie », dans la brochure n° 17 bis, *Les soulèvements arabes face au vide occidental, L'exemple tunisien, seconde partie*, mai 2011. A noter l'initiative *Doustourna*, « Notre constitution » (<http://doustourna.org/>), qui visait l'établissement d'une constitution à partir de délégués relayant les avis de la population rencontrée à travers une multitude d'assemblées tenues dans le pays.
- 2 Voir les brochures n° 18 & 18 bis, *Le mouvement grec... op. cit.*
- 3 On lira à ce propos le très bon article de Thomas Frank « *Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même. Le piège d'une contestation sans revendications* » (*Le Monde Diplomatique*, janvier 2013) qui montre très bien un autre exemple de fétichisme venant combler un vide culturel et politique, et, sans doute plus grave, une absence de réelle volonté de transformer les choses. Texte disponible sur le site.
- 4 Ce thème sera largement traité dans le troisième volet de notre brochure *Démocratie directe : Principes, enjeux et perspectives, troisième partie : Ce que serait une société démocratique*. Brochure n°20ter, [parue en janvier 2015].

Décroissance et démocratie directe

Article paru dans le mensuel « La Décroissance » du mois de juin 2016, sous le titre « La liberté et l'égalité exigent d'affronter la finitude », p. 8 — 9.

Les passages qui ont dû être supprimés lors de l'édition sont placés ici entre crochets¹.

Pourriez-vous revenir sur votre conception de la décroissance, et sur cette phrase que vous empruntez à Castoriadis : la condition de l'autonomie, c'est l'autolimitation ? [Se modérer, partager des ressources qui se raréfient, abandonner la course à la puissance, n'est-ce pas là une forme d'austérité révolutionnaire, comparable à celle que prônait Enrico Berlinguer par exemple ?]

[Plus que jamais, la langue est piégée, et le terme décroissance est victime de son succès. Il a été souvent critiqué, à tort ou à raison, mais pour nous, il demeure malheureusement dans le registre de l'économisme. Cette idéologie est commune aux positions capitalistes et anti-capitalistes pour qui tout est économique – et laissent la politique aux mains des psychopathes.] Nous préférons alors parler de « *redéfinition collective des besoins* », et son cortège de questions fertiles : Qui redéfinit ? Comment ? Pour quoi ? et quels besoins ? Et en fonction de quoi ? Elles impliquent d'emblée la *démocratie directe*.

Tout cela se rapporte pour nous à la notion d'*autonomie*, [terme lui aussi largement piégé]. Nous l'entendons dans le sens de C.Castoriadis ; la capacité individuelle et collective à inventer, à proposer, à instituer, à tenir et à changer nos valeurs, nos principes, nos règles, nos lois, donc, forcément, *nos limites*. Et pas celles de Dieu, de la Nature ou de la Science ; les *nôtres*. Ce *projet d'autonomie*, qui vise l'émancipation a couru pendant quatre ou cinq siècles en Occident. Il dépasse donc largement la question « écologique » mais l'inclut entièrement : l'humanité, [dans sa folie congénitale,] rencontre les limites bio-physiques de la planète, il est plus que jamais question d'*auto-limitation* ! Ce n'est pas ce que l'on voit, et on peut craindre le retour de mécanismes naturels de régulation des populations et des espèces à l'œuvre dans le monde biologique : la famine, les épidémies, la violence.

[Dans l'histoire de l'humanité ces fléaux vont de pair avec des régimes autoritaires. C'est pour cela que si l'horizon souhaitable serait effectivement une « austérité révolutionnaire », les termes m'évoquent un peu trop le marxisme-léninisme, la « science prolétarienne » et l'« économie (et psychologie) de guerre » à perpétuité pour y souscrire...]

¹ Version intégrale reprise sur les excellents sites *A contretemps* — bulletin de critique bibliographique et *Les amis de Bartleby*.

Jacques Ellul écrivait dans *L'Illusion politique* que la politique était de plus en plus supplantée par la technique : que les grands choix qui orientaient l'organisation de nos sociétés étaient de plus en plus pris par des experts et que l'efficacité devenait "le seul critère de légitimité d'un gouvernement ». [Sommes-nous sous l'emprise de la technocratie ? Et l'écologie institutionnelle ne contribue-t-elle pas à renforcer cette emprise, avec ses projets cybernétiques de villes « intelligentes », de réseaux « intelligents », où les modes de vie et relations sociales seraient de plus en plus régulés par des réseaux techniques automatisés ?]

Bien sûr, cela fait longtemps que la politique ordinaire est le domaine de la *gestion* et non plus de la *décision*. Tout devient affaire d'appareil, de logique, de rouage, d'ingénierie, de machinerie. Dans ce contexte où tout devient automatisé, les institutions comme les comportements, le fonctionnement « parfait » de la machine, [dont parle G. Anders], appelle naturellement le technicien. Qui dit technicien dit expert et sa prétention au « savoir exact » : *exit* donc le pouvoir du peuple et ses *opinions*, fondements de l'*autonomie collective*, de la démocratie.

Et c'est même précisément pour cela qu'il n'y a plus de « grands choix » qui orientent l'organisation de nos sociétés : tout le monde est pris dans un emballement anonyme, une machine infernale, une *mégamachine* comme dit L. Mumford. En ce sens c'est l'efficacité qui prime dans les discours, mais dans les faits, on se rapprocherait plutôt du « *total disregard for efficiency* » (mépris total de l'efficacité) de H. Arendt. Bilan : les gouvernements successifs perdent à des rythmes accélérés leur légitimité et la société, sous nos yeux, se défait, se disloque peu à peu de l'intérieur comme de l'extérieur.

Mais il ne faudrait pas voir dans la « technocratie » seulement quelques blouses blanches aux commandes : c'est plutôt la domination, la fascination, l'investissement de la techno-science considérée comme seul domaine de l'intelligence humaine capable d'entretenir l'illusion du progrès. Et cela à l'échelle de tout-un-chacun : l'usage permanent et intensif des technologies induit des corps, des comportements, des habitudes, des mentalités et des réflexes nouveaux où disparaissent la maturité, la responsabilité, la lucidité, la créativité, l'imagination. Ce qui est promis, c'est l'omniprésence, l'omnipotence, l'omniscience, bref la pulvérisation des limites, la toute-puissance, soit les *attributs du divin*. C'est un cercle vicieux qui entraîne une demande de surenchère technologique partout y compris et surtout là où se secrète notre humanité ; les rapports sociaux. Les gens ne savent plus avoir des « amis », se donner rendez-vous ou se rendre à un endroit inconnu sans une assistance informatique, qui nécessite toute la chaîne industrielle mondialisée. Il ne peut pas y avoir d'écologie, et encore moins d'intelligence, dans ce cadre-là.

Il y a plus de 40 ans, de grands penseurs antiproductivistes comme André Gorz et Bernard Charbonneau alertaient sur les risques d'« écofascisme » : la

destruction de l'environnement écologique pouvait selon eux conduire à un renforcement du pouvoir scientifique et technocratique, une gestion autoritaire du désastre écologique. [Alors que des projets de géo-ingénierie deviennent ouvertement défendus par le GIEC et les Nations-Unies, que beaucoup réclament l'instauration d'une organisation mondiale de l'environnement et d'un gouvernement d'experts, la menace d'écofascisme se précise-t-elle ?]

Ce que l'on voit depuis plus de quarante ans, c'est plutôt une dégradation affolante de la biosphère, et en partie irrémédiable. Ce qui caractérise la situation, c'est le blocage incroyable de nos sociétés face à la destruction des conditions de leur propre prospérité, voire de leur survie à terme. Tous les lobbys, petits et grands, se précipitent dès qu'il est question de limiter le pillage et paralysent toute initiative, quelle qu'elle soit – je pense au destin de la « taxe carbone », ou aux piétinements des « sommets pour le climat ». Ce qui illustre parfaitement que l'oligarchie ne planifie rien du tout mais accompagne plutôt, et tente de rationaliser les grandes dynamiques régressives de notre époque. Nous nous enfonçons progressivement dans, excusez-moi le terme, un *merdier informatisé* – qui ne peut que court-circuiter de partout.

Bien sûr ce n'est pas contradictoire, au contraire, avec la perspective d'un revirement autoritaire dès qu'un seuil catastrophique (lequel ?) sera passé. C'en est même le ferment. Mais ce serait alors un bouleversement majeur de la société et un changement profond du type d'individu contemporain qui est encore attaché aux libertés réelles, capable de contestation, d'esprit critique, mais sur lesquels se développent les tumeurs du narcissisme, de l'égoïsme capricieux, etc. Et, par-dessus tout, le consumérisme compulsif. Il faudrait un climat de terreur, qui s'instille aussi par d'autres voies ; la perspective de guerres mondiales et civiles, les menaces de pandémies, la désagrégation interne de nos sociétés, etc. Le catastrophisme joue sur cette fibre, d'ailleurs.

A plus ou moins long terme, si cet état de fait perdure, plusieurs éléments risquent d'amener un « appel au Père ». Notamment la désorientation qui résultera (et qui à déjà commencé) de l'inéluctable transformation du mode de vie occidental, qui concerne des aspects très personnels voire intimes, comme l'usage de l'eau, les déplacements, les habitudes alimentaires ou la procréation. Déjà dans les têtes, le *biologique* a remplacé le social ou le politique : les comportements sont de plus en plus mesquins, il y a une sorte de sauve-qui-peut, notamment visible dans l'opportunisme (« réussir », c'est aujourd'hui « s'en sortir »), le repli dans la sphère « privée » de l'entre-soi, ... La survie tend à remplacer la vie comme l'a très bien pointé C. Lasch. Et ce basculement pourrait s'opérer au niveau collectif : qu'importe le régime, pourvu qu'il nous sauve ! Là le renversement serait total car le germe démocratique qui date de la Grèce Antique repose sur la distinction fondamentale entre le *Physis* et le *Nomos*, ce qui relève des lois naturelles et ce qui est du domaine des lois humaines. Si un pouvoir éco-technocratique est appelé, il fondera son autorité sur la science écologique, estompant la frontière entre les lois humaines, toujours

discutables, et celles identifiées comme forgées par la Nature. Ce serait alors plutôt un « appel à la Mère » bienveillante et protectrice, [comme le notent G. Mendel ou M. Schneider.]

[Comment lutter contre le péril de l'écofascisme, de la gestion autoritaire du désastre écologique ? En lui opposant une décroissance démocratique ?]

[D'abord une remarque : Le terme de fascisme sert surtout à désigner le « Mal » dans la mythologie contemporaine, sans plus de question et il en est d'autant plus flou politiquement. Je lui préfère, concernant notre sujet, celui de *totalitarisme*. Cela à l'avantage notable d'en finir avec le sentiment de « camp du bien », puisque le totalitarisme inaugural, le régime bolchevique de 1920 à 1989, a été « de gauche ». D'ailleurs, ses postulats sont encore largement partagés. A partir de là s'impose une série d'examen critique des positions de chacun, y compris et surtout les nôtres, faites des meilleures intentions du monde.]

La situation des écologistes n'est pas simple puisqu'ils prônent, du moins pour les plus conséquents, une baisse drastique du niveau de vie... qui est exactement ce que tend à instiller l'accélération du pillage oligarchique ! [On se souvient de F. Nicolino pendant le mouvement social contre la réforme des retraites de 2003 qui fustigeait, à raison, la sur-consommation des vieux.] Il n'est possible de sortir de cette alliance objective qu'en renouant avec l'héritage des mouvements ouvriers dont l'horizon était la fin de la domination oligarchique. Le problème est que ceux qui s'en réclament, les « mouvements sociaux » contemporains et l'extrême-gauche, vivent pour un horizon de prospérité infinie étendue à toute la planète ! Il y a là un chassé-croisé qui n'ouvre sur aucune perspective : soit on prône l'austérité en faisant le jeu des dominants, soit on les combats pour le maintien de la société de consommation.

Cela nous amène au problème central : La seule façon d'échapper à ce double-bind et de contrer les tendances totalitaires est de renouer avec un discours politique conséquent, dans toute ses dimensions, capable d'incarner un *véritable projet de société*.

Quelles sont les conditions d'une décroissance égalitaire ? Non seulement il nous faudrait réévaluer collectivement nos besoins, mais aussi soumettre l'économie à ces besoins... C'est-à-dire en finir avec le capitalisme et renouer avec une revendication ancienne des travailleurs (les moyens de production aux producteurs qui s'organisent eux-mêmes pour répondre aux nécessités) ?

Et il s'agit même de bien plus que cela : nous sommes en demeure de transformer la quasi-totalité de la société existante, techniques y compris. Cela veut dire reprendre le projet d'une *auto-transformation radicale de la société*, pour employer les termes de C. Castoriadis. Quelques points pour essayer d'y voir clair.

D'abord ré-enchâsser, pour reprendre le terme de K. Polanyi, l'écologie, la décroissance, l'économique dans le social et le politique, donc renouer avec l'héritage des mouvements d'émancipation des deux ou trois derniers siècles. Cela ne veut certainement pas dire reprendre les antiennes des paléo-marxistes et néo-staliniens à la Lordon, Badiou ou Negri et encore moins le verbiage pseudo-subversif des gauchistes et des post-modernes. Un exemple : beaucoup d'écologistes avancent l'idée d'un « revenu garanti », dont la perspective peut faire rêver mais qui est totalement compatible avec la société actuelle inégalitaire, productiviste et consumériste.

Apparemment nous sommes les seuls à renouer avec cette vieille revendication ouvrière qu'est l'*égalité des revenus*, là aussi indissociable d'une *démocratie directe*. Pourquoi cette idée ? D'abord évidemment pour des raisons de justice sociale et d'égalité de tous face au travail. Mais également parce qu'il est clair depuis J. Baudrillard, sinon T. Veblen, que la consommation est avant tout un rapport social : au fond et avant tout, on consomme pour *montrer son statut*, dire où on se situe dans la pyramide des revenus et des pouvoirs, annoncer sa place par rapport au modèle offert par l'oligarchie médiatico-politique. Ainsi, le « bio » est devenu l'apanage des « bobos », donc à la mode. On peut s'en réjouir (ou pas), mais c'est le conformisme et la rivalité ostentatoire qui a opéré, certainement pas l'intelligence critique de l'individu... Lutter contre le consumérisme, c'est lutter contre les hiérarchies sociales, et je ne vois pas comment on peut faire autrement.

Deuxième point, il y aurait à reposer le cadre global dans lequel nous pensons. L'expression « religion de la croissance » ne s'applique pas qu'aux économistes : il faut comprendre la dimension populaire éminemment *religieuse* de la société de consommation. Tout se passe comme si nous vivions dans des sociétés qui avaient réalisé un des plus vieux fantasme de l'humanité présents dans toutes les mythologies : l'*abondance matérielle*. Et le quatrième monothéisme qu'est le marxisme, y compris sa version dégradée diffuse, entretient cette eschatologie d'un monde totalement délivré du manque, de la frustration, de la solitude, de la maladie, voire de la mort. C'est à cela que l'on s'affronte : le monde entier est aimanté par ce fantasme de la corne d'abondance et de puissance démultipliée pour tous grâce aux technologies. C'est ce que montrent par exemple les migrations humaines contemporaines vers l'eldorado occidental, qui iront en s'accroissant avec l'effacement des limites et des frontières. On ne peut que briser ces rêveries infantiles et se placer dans la continuité des combats pour l'émancipation qui annonçaient que la liberté et l'égalité exigent d'affronter la finitude, la souffrance, le tragique de l'existence et l'absence de Salut individuel comme collectif.

Enfin cette repolitisation de l'écologie ne peut que poser des questions inconvenantes et dérangementes, ce qu'on appelle *penser*. Par exemple, d'un point de vue historique, la décroissance est le symptôme d'une société en déclin qui devient la proie des puissances étrangères [comme l'a noté G. Fargette]. L'Europe bénéficie du parapluie américain depuis la seconde guerre mondiale, mais la Russie, le Chine ou

les pétromonarchies lorgnent sur son affaiblissement, voire son éclatement prochain. Dans ce contexte, comment une réflexion chez les décroissants pourrait-elle faire l'impasse sur ces sombres perspectives ? Dans le même ordre d'idée, la croissance, l'augmentation ou plutôt le maintien du niveau de vie est aujourd'hui le dernier garant de la paix sociale, l'ultime ciment de l'intérêt collectif. L'inévitable paupérisation à venir ne peut que révéler le vide de nos existences, l'absurdité du travail et engendrer une remontée des tensions, une multiplication des conflits internes, notamment communautaires. Je pense évidemment à l'islamisme, cette extrême-droite musulmane qui prospère sur le chaos et les crises pour déclencher des guerres civiles à l'échelle mondiale.

Si la condition d'une décroissance égalitaire est la démocratie réelle, l'inverse n'est-il pas vrai également : la condition de la démocratie, n'est-ce pas la décroissance ?

[Tout dépend de ce que l'on entend par décroissance. Si l'on parle simplement de récession ou de croissance nulle ou faible, on évoque une grande partie de l'histoire de l'humanité, qui n'était en rien démocratique mais massivement impériale ! Ensuite, bien sûr,] si l'on entend par décroissance une réduction collective des besoins, alors c'est une tautologie : cela implique organiquement une démocratie directe.

[Les liens entre les deux ne sont pas si évidents.] Elles s'impliquent d'abord négativement puisqu'elles ne peuvent émerger avec le type d'individu occidentalisé tel qu'il est fabriqué aujourd'hui, politiquement passif et consommateur effréné de tout ce qui existe, fuyant dans un déni infantile les responsabilités que lui donne son extraordinaire liberté, croyant faire ce qu'il veut en faisant comme tout le monde, perpétuellement pris entre angoisse et jouissance, cynisme et dépression. Pour cet adepte de la servitude volontaire de La Boétie, plus la situation s'aggrave, plus il demande à l'oligarchie de s'en occuper. [Mettez-le en assemblée, et vous aurez le mouvement parisien « Nuit debout » livré à la vacuité et au ressassement du miroir aux alouettes des idéologies gauchistes – il n'en sort rien de sérieux.] Et la plupart des « mouvements sociaux » au sens large, « indignés » de 2011 y compris, ne cherchent que le maintien de la société de consommation, menacée autant par la prédation oligarchique que par la raréfaction des ressources.

Ceci étant dit un peuple adulte délibérant librement face à lui-même, une démocratie directe, devrait pouvoir plus que n'importe quel régime se rendre à l'évidence que sa civilisation repose sur des ressources qui s'épuisent – et prendre des mesures en conséquence. On peut travailler à cela, déjà, en redécouvrant que ce sont les humains qui font l'histoire, qu'ils le veulent ou non, et que plus que jamais il convient de comprendre ce qui nous arrive et d'examiner ce que nous voulons.

Lieux Communs
15 — 16 mai 2016

Catastrophes, catastrophismes

Désirs d'en finir et haine de la société

*Éditorial du site mis en ligne le 21 janvier 2010 suite au séisme en Haïti.
Quelques modifications mineures ont été ici apportées et les nombreux liens
hypertextes ont été supprimés.*

La catastrophe dite « naturelle », lorsqu'elle est survenue, et passé le temps de l'affliction ou de l'urgence, invite à l'interrogation *rationnelle* : Était-elle prévisible, voire prévue ? Était-il possible d'en éviter les conséquences les plus importantes ? Pourquoi n'en a-t-on rien fait, ou si peu ? Quels intérêts sont en jeu, et qui servent-ils ? Les choses peuvent-elles recommencer à l'identique, ici ou ailleurs ? Les réponses pour tout le monde sont, *quelquefois à regret*, assez évidentes, même sans paranoïa : des oligarchies dominent, au jour le jour, un chaos souvent entretenu par ceux-là qui en sont victimes, et ne sont guidées que par les intérêts immédiats de leurs propres puissances. Renouvelant leur fascination auprès des peuples écrasés, les sauveurs d'aujourd'hui sont les affameurs d'hier.

Certes, un monde parfait n'est qu'un fantasme, celui d'une éradication de l'imprévu de l'accident, de la violence, et finalement de la Mort elle-même... Mais tel n'est pas notre projet, et à cette aune, on condamnerait le principe même de la médecine... C'est à un autre rêve, ou plutôt à *une autre des ses faces*, que nous sommes conviés : on sait que l'humanité possède tous les moyens de se prémunir contre une foule de cataclysmes naturels et *n'en fait rien*. Pire : elle amplifie ceux qui existent et surtout crée de nouveaux fléaux, provoque des cataclysmes inédits, imagine de nouvelles apocalypses... Effondrements économiques, dévastations techno-industrielles, dérèglements écologiques, pandémies planétaires, guerres thermo-nucléaires, épuisements des ressources naturelles, terrorisme généralisé, empoisonnements répétés, guerres civiles larvées... La liste, approximative, est longue de ces catastrophes encore latentes. Trop courte, sans doute, puisqu'on invoque encore des météorites vagabonds, des prophéties mayas, des « bugs » informatiques... pour rendre ce qui se donne pour notre réalité encore un peu plus *irréelle*...

Car si le discours dominant, il y a peu, regardait les « Cassandres », dont la mythologie nous rappelle qu'elle prédisait avec exactitude, annonçant les conséquences du « développement » comme des illuminés chevelus qui refusaient les bienfaits de l'inéluctable Progrès en annonçant la fin du monde, il en incorpore aujourd'hui les prévisions les plus sombres. Bien plus : devenues air du temps, elles sont maintenant notre bain quotidien, le lait que les enfants boivent, les sujets de conversation discutés. On disserte sur les plateaux-télés de la possibilité d'une inondation planétaire, on glose sur papier-glacé de l'imminence d'une pénurie mondiale en pétrole, on placarde sur affiche de cinéma géante la fin proche de l'aventure humaine. Tentant d'apprivoiser cette idée, de la conjurer, notre société ne cesse de se répéter qu'elle se suicide, le fait savoir, et semble bien *faire avec* : L'avant-garde planétaire, l'État de Californie, vit quotidiennement sous la menace vertigineuse du « *Big One* », sans qu'il soit question pour personne de l'anticiper *sérieusement*. Le Syndrome Godzilla, né au Japon après Hiroshima et Nagasaki, s'est généralisé, et banalisé.

Ces menaces mi-fantasmées, mi-réelles, sans qu'aucune expertise ne puisse, évidemment, en venir à bout, semblent intégrées dans un mode de vie et de gouvernement - « l'affaire de la grippe A », loin d'être simple, serait plutôt le schéma directeur de toute crise à venir. Car loin de provoquer de saines réactions massives dans les populations, ces épées de Damoclès entretiennent la passivité politique : nous sommes poussés vers le retrait dans une « vie privée », perçue comme un *oasis* au milieu d'un monde littéralement délirant, et vers le repli dans un *présent perpétuel*, *œil du cyclone* promettant d'échapper au maelstrom d'une Histoire qui reprend sa course folle et meurtrière. L'individu isolé, coupé de tout enracinement, de tout projet d'avenir, de toute consistance, devient le sujet d'un conformisme consumériste d'autant plus massif qu'il se pare des prétentions de la liberté totale et de la maturité pénétrante...

Le catastrophisme de ce début de siècle couronne la dépolitisation générale que le précédent avait inauguré par la terreur des capacités de destructions humaines, les promesses de la société de consommation et les échecs sanglants des mouvements révolutionnaires. Corseté dans des dogmes comportementaux implicites, ballotté dans un univers précaire sans aucun sens que la course à l'apparence, livré à un monde technicisé où il ne reste plus qu'à tenter de jouir (dans les clous) *avant le déluge*, nous sommes invités, *sans rien changer à notre comportement de tous les jours*, à participer à la plus grande œuvre que l'humanité n'ait jamais entreprise : la destruction programmée de la seule planète habitée connue.

Le désir de catastrophe n'est nullement une pure invention de notre époque, ni de notre culture, mais à ce titre même, sauf à considérer que l'Histoire n'est qu'un éternel recommencement, il est certainement la marque la plus flagrante de la régression historique que nous vivons. C'est qu'il est constitutif de la croyance religieuse en une *apocalypse purificatrice*, dont la version à peine laïcisée fut la vulgate marxiste et son messianisme « scientifique ». Pour ce *quatrième grand monothéisme*, la destruction salvatrice de ce monde ne peut que mener au Paradis (le Socialisme) ou à l'Enfer (la Barbarie) : L'Histoire, les Forces Productives et le Prolétariat réunis n'ayant pas tenu leurs promesses eschatologiques, l'avenir ne peut plus réserver qu'un déferlement de l'Horreur.

L'écologie, n'ayant pu s'extirper de ces catégories gauchistes et réinventer radicalement l'imaginaire politique, est aujourd'hui devenue le principal vecteur de ce ressentiment morbide, au point d'en devenir le moteur principal. Le discours *culpabilisateur* qui émane de toutes les bonnes consciences (tardives par définition) ne fait que renforcer les mécanismes d'infantilisation et d'aliénation des peuples : Au nom d'un nouveau Sujet de l'Histoire, muet comme il se doit, « *Les Générations Futures* », c'est bien à une tentative de *renouvellement de la panoplie disciplinaire* auquel on assiste : elle ne peut, en l'absence d'horizon visible, que susciter, en retour, ce désir profond d'en finir, *une fois pour toute...*

Comme le suicide apparaît la seule issue à une vie invivable et apparemment sans alternative, le catastrophisme est le cri de désespoir d'une société bloquée qui ne veut plus d'elle-même. Cette *haine contre tout ce qui existe*, nous l'avons tous en nous, muette ou glorifiée, théorisée ou incendiaire : elle *ne mène qu'à elle-même*. C'est l'expression nihiliste d'une lucidité conquise quotidiennement mais également le refus d'affronter ce qui nous semble, *encore*, insurmontable : l'acceptation réelle de notre mortalité et la transformation radicale de ce monde, projets, pour nous comme pour d'autres, *inséparables*, et qui donnent sens à une vie terrestre fraternelle.

**Collectif Lieux Communs
Janvier 2010**

Notes éparses sur la logique de la consommation

Texte de janvier 2013 présenté en introduction à un débat dans un cercle de discussion. Quelques modifications mineures ont été apportées.

Le but de ce texte n'est que de proposer quelques sujets de réflexions sur la consommation contemporaine et les sociétés qui les portent, sans autre prétention que de constituer des notes à partir desquelles il pourrait être intéressant de discuter. Je ne crois pas apporter quoi que ce soit de vraiment nouveau, mais plutôt ramasser quelques éléments qui, mis bout-à-bout, formuleront peut-être une question intéressante. Je m'interroge donc à voix haute, en espérant que mes questionnements puissent être partagés. Du fait de ce tâtonnement, les lignes qui suivent sont maladroitement hésitantes, et certainement un peu lourdes – pourvu qu'elles ne soient pas complètement incompréhensibles. Je ne peut donc que faire appel à la bienveillance de ceux qui pensent que la discussion collective de pistes peu explorées n'est jamais une entreprise vaine.

Je commence par synthétiser rapidement quelques aspects socio-politiques des sociétés de consommation, que je pense connus par la plupart des participants. A partir de là, j'essaie d'en dégager quelques dimensions magico-religieuses pour enfin discuter de leurs implications dans la perspective d'une rupture éventuelle avec le consumérisme. Je pars donc du postulat, que j'espère acceptable, que les schémas magico-religieux (pour dire vite) ont été des constantes dans l'histoire de l'humanité, dont l'histoire écrite ne représente qu'un petit pourcentage, et qu'ils conditionnent à un point insoupçonné notre rapport au monde, y compris et surtout lorsque cette dimension est déniée : nul besoin de s'attarder sur l'exemple de la vulgate marxiste et ses hagiographies, ses temples, ses messes, ses promesses, sa morale, etc. Mon propos n'est certainement pas d'affirmer qu'il n'y aurait qu'une éternelle répétition du même dans l'histoire (ma religion me l'interdit !), mais plutôt de mesurer où nous en sommes dans l'arrachement – ou le retour – aux mentalités archaïques, ou l'invention de nouvelles formes d'(auto)aliénation.

Je m'intéresse donc ici essentiellement à la *logique* du phénomène de consommation, c'est-à-dire aux promesses sans cesse rabâchées de la « société de consommation », qui sont crues *de facto*, qui orientent les comportements et les psychismes, et qui *constituent* donc la réalité vécue face à laquelle il est inutile d'objecter qu'elles ne sont pas tenues : cela, tout le monde le sait et ne veut pas le savoir. La question que je me pose est : *Pourquoi ?*, ou, plus précisément : *A quoi ces promesses conviennent-elles pour n'être jamais entachées par les démentis apportés par la réalité ?* Ainsi, par exemple, dire que nos sociétés ne sont pas des sociétés d'abondance parce qu'elles sont basées sur le principe et le fantasme de rareté ou de pénurie ne change rien au fait qu'elles sont *vécues* comme des sociétés d'abondance par ceux qui y sont comme par ceux qui voudraient en être. Cette illusion collective, on le sait, est le propre des idéologies, et particulièrement religieuses. Par ailleurs, on retrouve ici exactement une spécificité du capitalisme et de ses contradictions, mais appliquée à l'individu, ce qui me semble l'essence même de ce dont nous discutons. De la même manière, dégager cette

« logique » quasi-inhumaine (celle du « Capital » ou celle de la consommation) n'est pas l'imputer à un sujet transcendant, mais à l'action historique des hommes, des femmes et des enfants, prêts à y participer autant qu'à y résister.

1 – Consommation : quelques aspects socio-politiques

a – Hiérarchisation. Il est clair que le développement, tendanciellement exclusif, du système hiérarchique créé par l'acquisition de biens plus ou moins valorisants (T. Veblen) accompagne l'effondrement des échelons de souverainetés traditionnelles, quels qu'en soient les fondements (divins, traditionnels, etc.). Mais contrairement à ces formes ancestrales, cette *nouvelle pyramide* diffère sensiblement en ce qu'elle prétend d'une part, être accessible à tous sans exception (par de multiples voies, comme les jeux de hasard) ; d'autre part, ne pas imposer de plafond maximal identifiable (il ne s'agit pas uniquement de copier les us des dominants) ; et enfin, renouveler perpétuellement ses critères apparents (suivre les modes, y compris intellectuelles, est devenu *le* mode d'être) ; ce qui revient à généraliser la concurrence de tous contre tous, et dans tous les domaines de l'existence (professionnels et pécuniaires, bien sûr, mais aussi langagiers, des mœurs, etc.). La chose s'exprime fort crûment dans les franges du jeune « prolétariat » de banlieue (J.-C. Michéa). En biologie de l'évolution pour se représenter la célèbre « lutte pour la vie », on parle du « théorème de la reine rouge », en référence à ce passage d'*Alice* où la reine en question l'entraîne dans une course éperdue pour simplement rester à la même place... On ne résiste, difficilement, à cette *rat race* qu'en faisant appel à d'autres logiques sociales.

b – Désocialisation / massification / narcissisme. De la même manière la logique de consommation tend à se substituer aux liens sociaux traditionnels. Le pullulement des « technologies de communication », dont le paradigme est aujourd'hui le téléphone portable qui semble intégrer peu à peu tous les autres moyens d'échange, offre à ce phénomène un dynamisme nouveau. D'une manière plus générale, la profusion de biens individuels agit comme une éviction de la société de la sphère intime de l'individu : chaque appartement est dorénavant un petit bar, un petit supermarché, une petite salle de cinéma, de spectacle, de musique, de jeux, une petite bibliothèque, etc. Évidemment, le délabrement des modes de communication et de lieux de socialisation (au moins) pluri-millénaires créé des désordres psychiques et sociaux importants, puisque ce sont les processus mêmes de la *formation de l'individu* qui branlent. Ce dernier est alors d'autant plus noyé dans la masse qu'il est isolé de ses semblables, et à la recherche désespérée de moyen de se singulariser à nouveau par des moyens qui l'en empêchent. Ici encore, on n'échappe partiellement à cette mécanique qu'en s'appuyant sur les vestiges d'un monde antérieur – que certains désordres (grèves, communautés, accidents, troubles sociaux,...) réactivent épisodiquement.

c – Absence de limites & divertissement. Ces phénomènes de hiérarchisation et de désocialisation se couplent à un troisième, la « déculturation ». C'est la destruction de toutes les valeurs peu ou prou admises jusqu'ici, qui accompagne là aussi un processus

historique de marchandisation de tout, à travers un pseudo-hédonisme relativiste que certains ont qualifié de « libéral-libertaire » (M. Clouscard). Certes d'autres valeurs naissent ou demeurent, mais c'est sans doute bien plus le *rapport à celles-ci* qui change, provoquant une profonde « crise de la culture » (H. Arendt) sans précédent, soit une « montée de l'insignifiance » (C. Castoriadis). Il en va donc essentiellement d'une explosion des limites jusqu'ici acceptées, comme celles du bon goût ou de la décence ordinaire (Orwell), ou de l'utilisation du corps. Bien entendu, ce sont les limites ultimes qui sont atteintes à la fois symboliquement et réellement, celles de l'existence et de la vie, soit la *finitude du monde*. Celui-ci ne cessant décidément pas de resurgir, ou autrement dit, le réel refusant obstinément de se plier à nos incantations, c'est le divertissement qui s'impose et prend la place centrale qu'on lui connaît, ou plutôt qui irradie dans toutes les activités.

Recherche du bonheur puis de la puissance. Éminemment décevante, cette toxicomanie crée une accoutumance qui ne peut qu'imposer une augmentation des doses, en même temps que la formation des nouvelles générations génère des individus pour lesquels l'existence des autres devient problématique – et donc fantasmée et aussi avidement recherchée que systématiquement décevante (C. Lasch). C'est en ce sens qu'il faut bien plutôt parler de *désocialisation* et non, comme certains de sursocialisation, même si aucun mot ne semble vraiment adéquat pour décrire le paradoxe d'une société qui forme un individu *de plus en plus inadapté à la vie en société*. D'un point de vue psychique, il semble établi qu'on assiste à une régression importante du sujet par une affirmation désordonnée des tendances à la toute-puissance infantile, consubstantielle à une humiliante impuissance face au monde. Quoi qu'il en soit, ce qui semble recherché à travers la consommation semble aujourd'hui viser de moins en moins le *bonheur* et de plus en plus la *puissance* : ce qui était à l'état embryonnaire dans la compétition consumériste est aujourd'hui rendu extrêmement concret par l'usage intensif et permanent des nouvelles technologies individuelles, marchandises dont la puissance effective et fantasmatique (a-temporalité, ubiquité, régénération, a-mortalité, etc) paraît entièrement contenue dans l'objet lui-même, lui-même obéissant littéralement au doigt et à l'œil, puissance maîtrisée en apparence mais sans cesse démultipliée, ouvrant perpétuellement de nouveaux mondes apparents (de la voiture à la « tablette » multifonctions). Ce passage à la puissance semble passer un nouveau seuil avec la dématérialisation croissante des marchandises, notamment par le passage progressif aux *software* (logiciels, « big data », « applis », ...).

Hierarchisation, désocialisation et acculturation semblent pouvoir être interprétées comme la recherche individuelle de puissance, soit l'arrachement au monde en tant que contraintes, limites, butée, réalité irrécusable. En elle-même, cette logique de la consommation n'est pas fondamentalement différente de la logique du capitalisme, la recherche éperdue de l'accumulation pour l'accumulation et à travers elle, comme dirait Castoriadis, l'extension de la maîtrise rationnelle à laquelle participe pleinement la

techno-science, et dont le totalitarisme fut une application méthodique à l'ensemble de la société. De ce point de vue-là, le consumérisme serait l'intériorisation par l'individu de la logique des mécanismes capitalistes conduisant à la disparition progressive des gisements anthropologiques indispensables au fonctionnement de ces derniers – d'où leur délabrement à l'origine de la crise actuelle.

2 – Les dimensions magico-religieuses de la consommation

Tout cela semble assez loin de la religion, et on peut même dire que cette logique capitaliste a largement accompagné la lente sortie du christianisme en Occident, voire aurait pris le relais, en les récupérant, des mouvements d'émancipation depuis le milieu du siècle dernier. C'est le célèbre « désenchantement du monde » de J. Weber. Mais c'est ce même Weber qui a voulu voir l'*ethos* capitaliste se développer au sein de la pratique luthérienne, faisant de la réussite intra-mondaine une voie vers le Salut. Peut-être est-il possible de voir, en continuité, le comportement consumériste comme *faisant fonction* de religion, s'y substituant, c'est-à-dire remplissant un certain nombre de ses rôles, tant du point de vue psychique que social, comme celui, fondamental, de pôle organisateur du social (qu'on définisse celui-ci par le sentiment d'appartenance, par le fondement de l'identité, par la source de légitimité du statut, par l'origine du sens vécu, etc). On pourrait objecter que tout ce qui relève du pseudo-religieux dans nos sociétés peut être ramené à des vestiges de croyances anciennes ou des réactions à la disparition de toute transcendance et tout surnaturel. J'opposerais plutôt l'hypothèse que la consommation relève presque intégralement d'une dimension mythique – n'est-ce pas, d'ailleurs, la définition du consumérisme ? Il me faudrait, évidemment, faire bien plus que les quelques lignes qui suivent, qui ne peuvent être en l'état qu'une invitation à l'interrogation – l'aspect magique de la consommation n'ayant été noté, elliptiquement, par J. Baudrillard, mais nulle part explicité ni approfondi, et pas plus, que je sache, par ceux qui se sont placés dans son sillage.

a – Caractères magiques. Évoquant le consumérisme, on parle facilement de lieux de cultes, de culpabilisation, de liturgies individuelles ou collectives, de sermons publicitaires, de grands prêtres, de temples de la consommation, etc. c'est vrai que de grands et petits rituels évoquent grandement des archétypes magico-religieux : Noël, salons, soldes, sortie d'un produit, anniversaires, vacances, mariages, dépenses « pures », comme dirait Bataille, plus ou moins somptuaires, etc. Faut-il prendre ces images au pied de la lettre (si j'ose dire) ? Les tendances « primitives » ou du moins néo-païennes de nos sociétés sont quand même assez évidentes : prédominance des logiques de bandes ou de « tribus », généralisation du nomadisme et des festivités orgiaques (M. Maffesoli), déification de notre « Mère Nature », retour de croyances populaires (new age, mysticisme bricolé, ...) et des communautarismes (barbus ou écolos), renaissances des temps cycliques (M. Eliade), désinstitutionnalisation des rites mortuaires, etc. et bien entendu idolâtrie quasi-sacrificielle des marchandises – sans parler de l'oracle

Google. Ces tendances lourdes peuvent être interprétées, en invoquant encore Weber, comme une conséquence du fait que nos sociétés se sont opacifiées à un tel point que leur compréhension échappe à l'entendement d'un seul individu, bien en deçà de l'homme dit « primitif » qui maîtrisait tous les rouages sociaux et habillait le monde de divinités personnifiant les phénomènes naturels. Nous vivons dans un monde peuplé d'objets industrialisés sans âges et sans lieux, qui surgissent, se décuplent, se multiplient et disparaissent de manière invraisemblable, un univers fabriqué et occupé par des machines, une réalité à la texture de plus en plus technologique (y compris pour les éléments les plus familiers : journaux digitaux, habitats électrifiés de part en part, etc) dont nous sommes à la merci, et dont les procédés et les composants de fabrications hyper-complexes sont éclatés aux quatre coins du monde. Que dans ces conditions se développent des systèmes de croyances est largement explicable et d'autant mieux que le système s'auto-alimente, même si ces croyances ne sont pas forcément (encore ?) cohérentes et encore moins de type monothéistes.

b – Mondes virtuels. Autre avatar pseudo-religieux, l'apparition de mondes parallèles, mais totalement existants. Il y a ces références, réflexes, savoirs ou visions éclatés entre générations, groupes, bandes, sectes ou individus, mais surtout ces créations d'univers dans les films, séries, maintenant films-séries, ou « relations sociales » haut débit (*Facebook, Twitter,...*) et fusion progressive de tout cela dans les jeux vidéos en réseaux de plus en plus réalistes et adaptables par l'utilisateur lui-même. Si ces derniers ne font pour l'instant que des ravages chez les grands adolescents d'aujourd'hui qui vivent le monde réel du travail comme une pure contrainte qui rend possible la vraie vie de la défonce du samedi soir et de la *no-life* en ligne, la « société des écrans » est bien là, qui absorbe un temps croissant de notre quotidien. Lieux de fuites, lieux de refuges, lieux de l'invention de soi : le « spectacle » offre d'*autres dimensions* qui pallient à l'austérité du quotidien. Confusion de la réalité et du virtuel, immixtion progressive d'autres mondes dans ce qu'on appelle la « réalité augmentée », c'est-à-dire augmentée de la possibilité de quitter la réalité à loisir.

c – Paradis. Le point fixe de ce système de croyance semble être la figure du Paradis Terrestre, seule à même d'expliquer l'attrait irrésistible pour le monde mirobolant de l'abondance. Toutes les grandes civilisations ont un élément mythologique où la profusion est enfin vécue, et on ne peut pas dire que le marxisme y fasse exception : à ces yeux transhistoriques, nous vivons la fin des temps et en un certain sens, le *communisme réalisé* (G. Fargette). De ce point de vue, il n'y a pas à s'étonner du magnétisme de notre société, sur ceux qui y vivent (mouvements sociaux conservateurs) comme sur ceux qui en rêvent (migrants légaux et illégaux mais surtout développement homologue des pays dits « émergents ») pas plus que de l'anéantissement symbolique que représente le fait, ou le sentiment, d'en être banni, ou même d'être *susceptible de l'être*. La réussite sociale, c'est-à-dire l'ascension hiérarchique permanente, prend alors un sens pleinement métaphysique. Bien entendu, les promesses ne sont pas tenues, et l'angoisse ne peut que se ruer sur celui qui a atteint le centre de tout et n'y trouve rien – à l'image des jeunes banlieusards traînant à Châtelet-les-Halles. Arrivés à cette fin de l'histoire où

doivent se réaliser les plus vieux rêves des sociétés historiques, les occidentaux ne peuvent qu'être déconcertés et hagards ; peut-être peut-on trouver là l'explication de phénomènes divers comme le jeu autour de l'imminence de la catastrophe, la profonde désorientation politique, la perte du sens du temps, l'insignifiance banalisée, voire la « désaxialisation » du monde [J. Assman], etc.

Éléments d'infinis. Finalement, ce qui semble recherché est bien un infini, qui a pu être concentré dans l'histoire des derniers millénaires en un ou plusieurs dieu(x) transcendant(s), mais qui est devenu immanent, terrien, réel, diffus, profitable. Infini des biens dans la variété des marchandises proposées, infini des possibilités dans l'invention de leurs « nouvelles » formes, infini du temps dans le recommencement perpétuel des promesses de l'obsolescence, infini des relations dans la multiplication des contacts éphémères, infini de soi dans des vies et des mondes sans cesse réinventés, infini de la vie et de la jeunesse dans les progrès et artefacts médicaux-scientifiques, infini du savoir dans sa consignation électronique, etc. etc. à l'infini... C'est dans ce cadre qu'il est possible de comprendre les louvoiements incessants autour de « l'écologie », qui incarne le surgissement insupportable de limites extérieures en un sens indiscutables.

Tentons de résumer : la société de consommation crée un nouveau système hiérarchique qui désocialise l'individu et le « déculture » en orientant son existence vers la recherche effrénée d'apaisement et de puissance – recherche perpétuellement déçue et sans cesse recommencée. On assiste sur cette base au développement dans les sociétés occidentales d'éléments magico-religieux, à des existences qui invoquent la vie en d'autres mondes, aimantées par la possibilité d'un accès au Paradis Terrestre. La société de consommation semble bien regrouper de multiples caractéristiques religieuses fondamentales, dont l'invocation d'un infini enfin accessible à l'Homme, dessinant la fin des limites naturelles dans lesquelles s'est déroulée toute son histoire jusqu'à aujourd'hui.

Nous ne sommes pas en face d'une résurgence d'une croyance déjà existante habillée différemment, et pas non plus face à une nouvelle religion véritablement constituée comme hétéronomie classique (rôle qu'a pu jouer le marxisme). Mais il semble évident que la « société de consommation » en active des leviers immémoriaux, qui restent à mettre à jour, pesant pleinement sur le sens des existences.

Possibilités de rupture(s) ?

A quoi tout cela nous avance-t-il ? Il me semble que cela permet d'éclairer d'un jour nouveau les possibilités de rupture.

Il est excessif d'affirmer que toutes les tendances révolutionnaires n'ont cherché qu'à accéder au consumérisme : si la sortie de la misère matérielle les orientait profondément (ce qui n'est déjà pas du tout la même chose), leur ralliement au modèle occidental s'articule essentiellement autour de ses aspects proprement émancipateurs, lesquelles sont issus justement de ces luttes en Occident, du moins avant les années 50.

Les critiques pratiques de la société de consommations qui se sont déroulées depuis, notamment autour des années 60-70 sont notables mais très discutables, comme le fait Baudrillard de manière un peu cruelle. Mais il me semble qu'il manque justement toute la dimension « spirituelle » de ces recherches d'alternatives dont les surréalistes puis les Beatnik semblent les moments inauguraux les plus connus. Faut-il s'étonner d'une opposition quasi-religieuse à un ordre quasi-religieux ? Il serait également excessif d'interpréter l'islamisme – qui se réclame d'une véritable résistance à l'Occident - à travers ce prisme, mais il est aussi difficile de ne pas y penser. Autrement dit : les ruptures d'avec le consumérisme se font, aussi et peut-être surtout sur le plan métaphysique, en en reconduisant les grands schèmes religieux, et il semble que les héritages politiques qui permettraient d'en sortir ne sont plus significatifs pour les populations.

Terrible ironie de l'Histoire : alors que le modèle de société consumériste n'est plus ouvertement ni collectivement contesté, il ne pourra ni s'imposer à tous, ni même perdurer chez ceux qui s'y sont finalement résignés. Car la sortie de la « société de consommation » sera sans doute forcée à terme par les limites bio-physiques de la planète, même si d'ici-là de nouvelles pistes seront avidement recherchées pour repousser ce traumatisme planétaire. Quelles seront les réactions ? On peut déjà mesurer aujourd'hui leurs prémisses à la simple éventualité de ne pas voir les « conditions matérielles » croître continuellement... S'il s'agit effectivement de la chute brutale d'un système de croyance qui avait pris le relais, ou servait de béquille ou de substitut, aux religions traditionnelles devenues impraticables, les comportements sont totalement imprévisibles. Certains parlent de « panique anthropologique », et il me semble difficile de balayer l'idée d'un tour de main : si effectivement la société de consommation est un système de croyance qui structure les psychismes depuis deux ou trois générations (au moins), son effondrement subi ouvre sur un inconnu. Examiner dans l'Histoire la fin de certaines religions pourrait être éclairant. A moins d'une réinvention d'une dynamique émancipatrice, reprenant les principes d'une justice sociale et d'une égalité politique, on peut craindre le maintien coûte que coûte ou la reformulation des grands schèmes de recherche de puissance, alimentés par le souvenir d'un âge d'or ayant réellement existé, comme la référence souterraine aux « Trente Glorieuses » oriente déjà aujourd'hui massivement les réactions sociales collectives.

Bien entendu, l'avenir n'est pas écrit, et la « logique » de la consommation que j'ai tenté de circonscrire n'est pas, ne peut pas être, et ne sera jamais la seule à l'œuvre : nos sociétés ne continuent d'exister que parce qu'à chaque seconde des milliards de comportements, de réflexions, d'actes, de principes, de relations entravent, la plupart du temps silencieusement, le procès délirant qui y règne aujourd'hui. La question est d'abord de savoir si ces réactions et attitudes visent l'émancipation ou le seul retour nostalgique à un état antérieur, et ensuite si elles seront capables, en temps de crise, de se coaliser et de dégager un nouvel horizon politique et social. Mais ces deux questions ne peuvent être posées qu'à partir de l'analyse de l'aliénation, et surtout du degré d'adhésion des populations au monde tel qu'il va, soit des besoins et désirs auquel ce dernier répond, tant bien que mal.

Grèce : L'impasse anthropologique

Exposé d'un camarade grec, introduisant la réunion publique du 28 juin 2012 organisée à l'occasion de la sortie de la brochure n° 19, Malaise dans l'identité.

Définir des appartenances individuelles et collectives contre le confusionnisme et l'extrême-droite, mai 2012.

Le thème de la brochure présentée, l'identité, est très sensible et pourrait donner lieu à nombre de malentendus, d'amalgames et de confusions. Il nous a donc semblé intéressant de l'aborder à travers le cas grec, particulièrement d'actualité. Il s'agira donc d'explicitier les rapports qu'entretiennent les Grecs avec la modernité, qu'il peut être instructif de comparer ensuite aux autres populations non-occidentales, notamment celles du Maghreb.

La question grecque est évidemment très actuelle, mais jamais abordée d'un point de vue anthropologique. Pourtant ce qui se passe aujourd'hui en Grèce se joue aussi à ce niveau-là. La culture grecque n'a pas intégré le rationalisme (avec et sans guillemets) sociales intrinsèque au capitalisme – et à la culture occidentale en général. Elle garde des caractéristiques traditionnelles comme le patriarcat, le régionalisme, le clanisme. Depuis deux siècles que la Grèce est en contact avec la modernité, elle a un pied en Occident, et l'autre dans le monde balkanique-oriental et chrétien orthodoxe. Cette situation contradictoire n'a pas été vécue comme telle faute d'une religion agressive et « énergique » comme l'est l'islam actuel. Mais l'éclatement de la crise « économique » [de 2007-2008] et le brusque changement de mode de vie qu'elle implique pour la plupart des Grecs, fait réémerger le noyau contradictoire et antinomique de la constitution historique et culturelle de la Grèce moderne. Il faut donc remonter aux racines historiques pour expliquer ce fait¹.

Un pays sans nation

La libération de la Grèce du joug ottoman est symboliquement datée de la bataille navale de Navarin de 1827. Mais cette décolonisation n'a pu se faire que par l'intervention de la France, de l'Angleterre et de la Russie, les Grandes Puissances de l'époque, qui – chacune pour ses raisons propres – désiraient la création d'un petit état fantoche à l'extrême sud de la partie balkanique de l'Empire ottoman. Ainsi, la Grèce moderne n'a pas émergé à la suite de l'autoconstitution d'une nation au sens moderne du terme. Depuis la fin de la période hellénistique, le type de gouvernement de la région n'a cessé d'être patriarco-clanique. La sphère publique n'y est que la scène où s'affrontent les dif-

¹ On lira également pour une approche historique « Considérations sur la Grèce moderne » de C. Castoriadis, reproduite dans notre brochure n° 18, *Le mouvement grec pour la démocratie directe*, septembre 2011. On se reportera d'ailleurs à cette dernière concernant la plupart des points abordés dans cet exposé.

férentes cliques qui se partagent le « gouvernement ». En Grèce, il n'y a jamais eu aucun des éléments qui ont conduit, historiquement, à un certain recul de cet élément clanico-régionaliste, ni au recul du type de pouvoir « sultanique » (selon Max Weber) qui lui correspond : on n'y a connu ni l'émergence de mouvements égalitaristes et démocratiques (comme ce fut le cas en Occident) ni la création d'un état fort et centralisé (comme ce fut le cas tant dans les divers « despotismes orientaux » qu'en Occident lors de sa phase absolutiste).

Dès le Xe siècle, on voit émerger à Byzance la catégorie sociale des *dynatoi* (« les puissants »), grands propriétaires fonciers aristocrates, qui mettent en question le monopole du pouvoir étatique. Ces tendances centrifuges furent aggravées par le fait que cette aristocratie avait accès aux postes de l'administration, un élément essentiel qui a contribué à l'affaiblissement et au morcellement graduels de l'Empire byzantin. Cet esprit régionaliste imprégna fortement la société. Il fut consolidé pendant l'occupation ottomane (1453-1827) : le sultan ne s'intéressait guère à intégrer les territoires occupés par l'État ottoman, pourvu que ceux-ci lui versassent les impôts demandés. Cette situation a accentué la domination des divers chefs régionaux et le morcellement clanique du territoire grec. Ce n'est pas par hasard si certains intellectuels grecs (résidant en France et en Suisse lors de l'éclatement de la Guerre de Libération et influencés par les Lumières) proposaient la constitution d'un État fédéral plutôt que d'un État centralisé.

Après la Guerre de Libération de 1821, une première guerre civile eut lieu de 1823 à 1825. Les chefs claniques et seigneurs de guerre s'affrontèrent pour le pouvoir. Les antagonismes d'alors perdurent encore dans la mentalité grecque. Il n'y a donc pas eu à proprement parler d'idée nationale grecque, d'unité de la région. Sans l'intervention décisive des Grandes Puissances en 1827, les troupes ottomano-égyptiennes d'Ibrahim Pacha auraient écrasé les armées grecques et restauré l'ordre ottoman, les chefs de guerre grecs étant toujours occupés à se battre entre eux. Fut alors créé une sorte de protectorat sous l'autorité des Français, des Britanniques et des Russes. Après l'assassinat du premier « gouverneur » du nouvel État, Kapodistrias (en 1831, par les membres de la famille du chef régional de la Magne, Mavromichalis, en réponse à la prétention de Kapodistrias de les soumettre à l'ordre étatique), les grandes puissances nommèrent comme premier chef d'État un Bavarois, Otto I. Ce fut le premier roi de la Grèce moderne. Le régime ainsi formé fut une royauté clientéliste, vite transformée en monarchie constitutionnelle (1843). Les grands partis n'y étaient que les représentants des grandes puissances qui prétendaient régir le pays.

Naissance d'un nationalisme victimaire

De ces événements fondateurs, il résulte un entrelacement des cultures occidentales importées et des cultures locales traditionnelles. Et un rapport très particulier vis-à-vis de l'Occident. Pour le peuple grec, ce dernier est une entité dominatrice et manipulatrice, mais comme l'État grec moderne n'aurait pu exister sans son intervention, il existe un complexe d'infériorité, un narcissisme national fondamental, qui prend la

forme d'un nationalisme victimaire ou autovictimisant : le peuple grec aurait toujours été le jouet des Puissants du monde, un peuple tourmenté et humilié car haï et envié à cause de sa supériorité (mentale, spirituelle, culturelle, voire climatique-géographique : le soleil et la joie de la vie du Sud contre la brume dépressive du Nord, etc.). On peut lire là-dessus le fameux poème « Axion Esti » d'Odysseas Elytis, de 1959 (O. Elytis, *Axion Esti*, suivi de *L'arbre lucide et la quatorzième beauté*, Gallimard, NRF, 1996), un de nos meilleurs et plus fameux poètes. Il s'agit d'un long poème où Elytis essaie de définir l'essence de la « grécité », afin d'élaborer le mythe national dont a besoin – selon lui – la Grèce moderne et qui lui permettrait – selon nous – de devenir le poète national grec (la recherche du poète national constituant encore une des obsessions culturelles des Grecs modernes). Dans ce poème, on trouve tout ce que l'on analyse ici : un peuple pauvre et presque maudit, condamné à habiter un pays pauvre mais magnifique, un vrai agneau de Dieu qui résiste aux Puissants etc. etc.

Cette mythologisation constitue une lecture idéologique et auto-justificatrice d'une situation bien réelle : depuis son émergence graduelle, vers la fin de l'Empire byzantin, ce que la plupart des Grecs considèrent comme « la nation grec moderne » fut constamment dominée par des puissances étrangères. On pourrait dire que pour l'inconscient collectif néogrec, il existe un fil conducteur entre la Prise de Constantinople par les croisés en 1204 et l'imposition des *Memoranda* de la Troïka (FMI, UE, BCE), en passant par les dominations britannique et américaine. Cette interprétation de l'histoire amène à une animosité souvent très marquée – et latente – envers l'Occident qui trouve sa contrepartie à la séduction qu'exerce sur les Grecs l'« Orient ». On trouve cette animosité chez le noble byzantin Notaras qui disait qu'il préférerait être dominé par les Ottomans que par les « Francs », ou au XVIIIe siècle dans les espoirs populaires d'une libération par la Russie du joug ottoman. C'est bien cet antioccidentalisme qui a rallié les Grecs aux nationalistes serbes lors de la phase ultime de la Guerre de Yougoslavie (et qui leur a fait croire que les rumeurs sur les massacres dont celui de Srebrenica n'étaient que diffamation occidentale) et pas quelque prétendue haine contre les Bosniaques.

Depuis le XIXe siècle, l'histoire officielle grecque montre un peuple continuellement dupé, trompé, manipulé d'abord par l'Empire ottoman puis – et surtout ! – par les puissances occidentales. Il en ressort très clairement la mentalité dont nous venons d'analyser les axes principaux. Cette mentalité était alors renforcée par l'idéologie de la « *Magna Grecia* » (la « Grande Idée » dont parlait Kolettis, le chef du parti « Français »), qui voulait étendre les frontières du pays sur « *les deux continents et les cinq mers* », en prétendant renouer avec les époques glorieuses de l'Empire byzantin. Ce projet s'appuyait sur les expatriés, très nombreux, qu'il s'agissait alors de défendre et de restaurer dans leurs droits là où ils étaient. La « catastrophe » de 1922 mit un terme à ce rêve d'expansion restauratrice : Smyrne, territoire grec depuis la fin de la Première Guerre mondiale, fut reprise par l'armée d'Attatürk. Les populations grecques alors présentes en Turquie furent massacrées ou déportées sans que les puissances occidentales

n'interviennent. Cet événement fait figure de véritable traumatisme dans la mentalité des Grecs, condamnée depuis à vivre dans un espace restreint du fait des manipulations occidentales.

Le pays vécut une nouvelle guerre civile à la fin de la Seconde Guerre mondiale, puis connut une domination américaine dans les deux décennies suivantes : ce fut la victoire de la droite au terme de cette guerre – grâce en partie à l'appui des bombes au napalm américaines – qui consolida l'emprise des États-Unis sur la Grèce. Ils prenaient le relais de la Grande Bretagne. Churchill était venu à Athènes en 1944 pour mener la fameuse « bataille d'Athènes » contre les staliniens avant de céder la place aux envoyés du président Truman. C'est l'époque du plan du même nom, qui visait à contenir la menace soviétique en renforçant la Turquie et la Grèce. Dans le cadre de la politique américaine de l'Après-guerre, il faut noter le soutien américain au régime des Colonels (1967-1974), dont le chef initial, G. Papadhópoulos, fut, selon des rumeurs, entraîné et utilisé comme agent par la CIA. Depuis la fin de la dictature, la domination occidentale dans la région se fait avec une contrepartie financière (subventions de l'EU, etc.).

Un avatar du tiers-mondisme anticolonial

Toute cette histoire est donc interprétée à travers ce prisme de l'idéologie victimaire selon laquelle les Grecs seraient perpétuellement vexés et humiliés par toutes les nations puissantes qui les entourent. On retrouve là des traits communs aux mentalités juives et arabes contemporaines.

Arrêtons-nous sur cette idéologie, fortement connectée au tiers-mondisme, qui s'est par ailleurs exprimée dans le nationalisme arabe. La situation géopolitique du protectorat est le prétexte pour développer toute cette idéologie anti-coloniale, et celle-ci a véritablement empêchée l'implantation réelle de la culture occidentale, de son versant rationaliste / capitaliste, comme de son versant émancipateur. Cela est également visible dans la structure du pays : Il n'y existe pas de bourgeoisie à proprement parler, ni de Nation véritable ou d'État centralisé. Le nationalisme grec repose uniquement sur le tiers-mondisme, et nous pourrions reprendre à notre compte l'analyse de certains historiens et sinologues à propos de la manière dont le stalinisme des pays sous-développés constitue le principal levier de leur réveil national et nationaliste (cf. par exemple le livre de Lucien Bianco, *Les origines de la révolution chinoise, 1915-1949*, et surtout le chapitre « Communisme et nationalisme »). Le cas grec ressemble à bien des égards à son homologue chinois, de ce point de vue : dans les deux pays, c'est la gauche, lors de sa participation à la Résistance « anti-impérialiste » (contre les Japonais en Chine, contre les Allemands chez nous) et à la guerre civile (de 1946 à 1949 dans les deux pays) qui diffuse un vrai sentiment nationale aux sein de la population, et non la droite. Celle-ci représente moins une vraie bourgeoisie de type occidental qu'une coalition anti-communiste formée d'une mince proto-bourgeoisie et d'éléments issus des élites politiques traditionnelles, de type patriarcal, régional et clanique. Elle est considérée par

le peuple comme vendue à l'étranger. Ce n'est pas un hasard si en Grèce, bien que la gauche ait perdu la Guerre civile (contrairement à sa cousine chinoise), c'est la culture de gauche qui a dominé pendant l'Après-guerre, en plein régime autoritaire anti-communiste : c'est pendant cette période que le nationalisme victimaire prend sa forme moderne, rationalisé et systématisé par les intellectuels staliniens (ou de gauche en général) ainsi que par des artistes de droite (comme Elytis) plus à l'aise avec le tiers-mondisme d'origine gauchiste qu'avec la pseudo-culture officielle « gréco-chrétienne » du régime en place. C'est ainsi que le nationalisme gauchisant devint l'idéologie dominante de la société grecque, malgré les efforts du régime anticommuniste pour la combattre.

Éclatement actuel de la contradiction identitaire

La situation change avec la fin de la dictature, dans les années 70, qui marque l'entrée dans la société de consommation ou plutôt l'adhésion populaire à cette entrée. Il en résulte une posture anthropologique totalement contradictoire. D'un côté, l'Occident est profondément haï. La montée du PASOK au pouvoir s'accompagne du renouveau de l'idéologie gauchiste et du nationalisme victimaire. Le chef du PASOK, A. Papandréou, se présentait comme un vrai « chef du marxisme non occidental », entretenant des rapports amicaux avec Arafat et Kadhafi entre autres. De l'autre, le peuple profite sans retenue de ses grâces que sont la consommation, la technologie, les subventions, etc. Plus profondément encore, les Grecs sont anthropologiquement plutôt des Orientaux, mais qui veulent se vivre comme des Occidentaux : il y a un refoulement de leur réalité identitaire, qui est un écartèlement entre l'Orient et l'Occident. La crise actuelle est l'éclatement au grand jour de cette contradiction sur le plan politique, et on la retrouve dans la structure même des mouvements contestataires : d'un côté, la lutte contre l'Occident, les banques, la Troïka, etc., et de l'autre la volonté de revenir à cette opulence d'avant la crise, opulence totalement occidentale tant par le mode de vie qu'elle incarne et diffuse que par son origine, le financement européen et américain. Plus qu'une crise politique, ce que traverse la Grèce aujourd'hui est une impasse anthropologique où la société est incapable de se donner une conception cohérente d'elle-même. On retrouve là le problème de toute l'attitude du monde non-occidental.

Cette situation est renforcée par la crise culturelle et anthropologique profonde que traverse l'Occident lui-même, car d'un certain point de vue, l'Occident s'orientalise. On y observe un épuisement des gisements anthropologiques occidentaux puisque le capitalisme a fait naître une culture de la consommation, de la facilité qui sape les ressorts profonds du rationalisme. Cela se traduit par des tendances lourdes au lobbying, au clientélisme, au clanisme, à la corruption. Il y a donc une convergence manifeste entre un monde non-occidental qui peine à s'occidentaliser et un Occident qui s'effondre en renouant avec des formes sociales traditionnelles.

« Il y a des affinités anthropologiques très profondes entre un gauchiste et un musulman »

Entretien à Radio Libertaire (89.4 FM) réalisé le 7 octobre 2016.

Les notes ont bien entendu été rajoutées ultérieurement.

Cyrille : Vous êtes bien sur 89.4 FM Radio Libertaire, sur une émission enregistrée avec Quentin de Lieux Communs. On va parler d'« *Islamismes, islamogauchisme, islamophobie* », titre de la dernière brochure¹, le second volet sur le sujet. Peux-tu présenter le groupe ?

Quentin : Bonsoir. C'est un collectif qui s'est créé de manière informelle vers 2006-2007, qui réunit des militants d'horizons assez différents : un de nous gravitait autour de Lutte Ouvrière, un autre venait des milieux post-situs... Moi j'étais plutôt dans la nébuleuse anar, d'autres de ATTAC, du mouvement altermondialiste, etc. On s'est retrouvés sur un dégoût, un *bon* dégoût, du milieu militant, de ses postures, de ses dogmes, qui nous semblaient être des impasses.

Alors on s'est réunis sur le refus du mono-sujet : tous les collectifs qu'on avait connus étaient sur des sujets uniques : contre le nucléaire, contre le « Spectacle », pour les sans-papiers, etc. Pour nous c'était le symptôme de l'absence d'horizon politique.

Nous étions contre le dogmatisme aussi : on voulait se poser des questions, rompre les évidences dans lesquelles on tournait en rond.

Nous sommes aussi partis sur la base – et si le collectif a duré, et a été aussi productif, c'est aussi peut-être parce qu'on s'est retrouvés sur la base de la pensée de C. Castoriadis, le philosophe qui venait du groupe *Socialisme ou Barbarie*, des années 50-60. Et *a posteriori*, je pourrais dire que comme *SouB* est sorti du marxisme après un long cheminement, nous, nous avons essayé, et à mon sens plus ou moins réussi, à sortir du gauchisme, si je peux faire un parallèle.

C : Pour ceux qui ne connaissent pas : *Socialisme ou Barbarie*, c'était une position – très particulière au moment du stalinisme – à la fois anti-URSS mais aussi socialiste, ce qui étaient des positions difficiles à assumer à l'époque et qui ont beaucoup inspiré des positions comme celles d'*Offensive Libertaire* et l'*OCL*.

Q : Tout à fait. Si je peux faire là aussi un parallèle : *SouB* était dans la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui, c'est-à-dire une *prise en tenaille*². D'un côté il y avait l'URSS et de l'autre l'Occident tel qu'il était. Et en tant que groupe trotskiste – ou plutôt post-trotskiste puisqu'ils en étaient déjà sortis – on les renvoyait en permanence à l'une ou à l'autre de ces positions : tantôt ils étaient renvoyés à l'insulte de « bolcheviques » et tantôt à celle d'être « droitiers » puisqu'ils critiquaient très vertement l'URSS et qu'ils développaient une analyse très pertinente de l'URSS qui est à l'origine d'une analyse très intéressante du totalitarisme³.

1 *Islamismes, islamophobie, islamogauchisme*, Novembre 2015 – Août 2016

2 Voir le texte de Guy Fargette « "Socialisme ou Barbarie", ou la résistance à la tenaille historique ».

3 On en retrouvera facilement trace dans les divers ouvrages consacrés à l'histoire de ce groupe, ou plus directement dans les recueils d'articles de l'époque de deux de ses animateurs, Claude Lefort (*Éléments pour une*

C : Oui, on y reviendra en fin d'émission.

Q : On y reviendra en fin d'émission parce qu'aujourd'hui aussi nous sommes dans une prise en tenaille entre d'un côté l'Occident tel qu'il est, que l'on veut changer, et de l'autre côté cet islamisme-là qui est absolument abominable et qu'il est impossible de défendre. Arriver à se sortir de cette prise en tenaille est particulièrement délicat.

C : **Alors rentrons dans le vif du sujet, l'islamisme. C'est finalement pas mal de pays touchés à travers le monde ; je ne sais pas si on peut résumer mais il y a énormément de choses qui se passent en Syrie, en Iran, à différents degrés. D'ailleurs certains se demandent si c'est finalement quelque chose de cohérent. Avez-vous réfléchi à une définition de l'islamisme ?**

Q : Oui bien sûr. Mais peut-être qu'avant je peux dire quelques mots sur la manière dont on s'est intéressés au sujet, parce que *a priori*, ce n'était pas du tout le terrain sur lequel on comptait travailler.

On a sorti une première brochure en 2010 sur le mouvement contre la réforme des retraites d'octobre, un travail assez classique, avec des textes assez conséquents sur l'analyse du mouvement. Ensuite on a sorti une brochure sur le soulèvement tunisien : on a des camarades en Tunisie, dont un est d'ailleurs passé chez moi la semaine dernière, donc on s'est rendus là-bas et on est revenus avec une double brochure. On y a entrevu la force de l'islamisme, nous étions en mars 2011 deux mois après le soulèvement, et on voyait que les seuls militants organisés qui s'activaient étaient les islamistes : on voit aujourd'hui ce qu'il advient du pays et de tout le Maghreb d'une manière générale. Les brochures suivantes ont porté sur le mouvement grec du printemps qui a suivi, les « indignés » grecs ou plutôt le « mouvement des places » que les copains grecs ont suivi là-bas, et puis une autre sur la question de l'identité suite aux débats qui ont eu lieu en France après 2009 sur le sujet et qui nous sont apparus comme extrêmement vides alors que la notion d'identité nous paraissait très importante en tant que *projet*. Donc non pas en tant que hasard de naissance ou couleur de peau, mais en tant que ce que la personne, le collectif ou la société veut être et faire. Brochure qui a eu beaucoup de succès. Ensuite, nous en avons sorti trois sur la démocratie directe, donc plus déconnectées de l'actualité. Et on y revient aujourd'hui avec ces deux brochures sur l'islamisme.

Nous en parlons parce que nous en faisons l'expérience : plusieurs d'entre nous ont vécu et/ou travaillé en banlieue et il est impossible de ne pas y remarquer que l'islamisme est en progression régulière et constante. Dernière chose à préciser : certains d'entre nous sont d'origine maghrébine : un copain qui était d'origine algérienne, et une copine d'origine tunisienne, et ex-musulmans. Donc c'est également une critique de l'intérieur, aussi. Par exemple un de nos textes, un des meilleurs d'après moi, questionne la posture musulmane ou même maghrébine en France, de l'intérieur. Voilà globalement d'où nous parlons.

Et pour finir rapidement en répondant à votre question : pour nous l'islamisme est une extrême droite religieuse. On parle donc d'*extrême droite musulmane*. Pour nous le terme d'extrême droite est précis, on a essayé de le définir dans un tract en cinq points.

critique de la bureaucratie, 1971, Gallimard) et Cornelius Castoriadis, qui récapitule son parcours sur ce thème dans « Le régime social de la Russie » [1977] dans *Domaines de l'homme*, Seuil 1999.

- C'est d'abord une *haine fondamentale de la démocratie*, au sens de pouvoir du peuple. C'est donc le projet d'une société fortement hiérarchisée, de la famille jusqu'à l'État. Donc refus de l'égalité.

- Au même titre, *refus de l'égalité des femmes*, c'est un critère constant de l'extrême droite.

- *Obsession des boucs émissaires*, c'est également un principe important. Concernant l'islamisme, c'est la figure du Juif.

- L'extrême droite se définit également par l'omniprésence d'un mythe fondateur : il faut revenir à un *passé mythifié*.

- Dernier critère : la volonté d'*imposer cet ordre au reste du monde*.

Voilà des critères qui nous semblent pertinents pour analyser ce qui se passe dans les pays musulmans mais aussi dans les *mentalités* musulmanes. Et ils permettent aussi de comprendre que ce que l'on appelle en France « l'extrême droite » est quasi inexistante. On renvoie souvent dos à dos le Front national et l'islamisme mais on ne peut pas, en toute rigueur, qualifier le FN d'extrême droite : c'est une droite nationaliste et démagogue avec laquelle nous sommes en opposition, mais on ne peut pas du tout la comparer avec *Daesh* ou même les *Frères musulmans*. Ce n'est pas du tout du même niveau.

C : Il y a beaucoup de gens qui vont dire : « Oui mais en Europe il y a quelques années, on avait les démocraties chrétiennes où la religion était appesée à la politique, c'est une étape d'une évolution ». C'est le discours complètement délirant qu'on a entendu sur *Ennahda* : ce ne serait qu'une passade. Alors si l'islamisme c'est l'islam politique, y a-t-il une possibilité d'un islam de gauche ? Mais ce n'est peut-être pas le sujet qui vous intéresse ?

Q : Question difficile. D'abord dans les démocraties chrétiennes, la religion a eu un rôle extrêmement minime. Ce n'est pas du tout le cas de l'islam qui est une religion qui est, *par essence*, politique. L'islam est politique, pour nous c'est un pléonasme. L'islam a pour vocation de déterminer et de modeler la société et l'État. Alors sans doute qu'il est possible de faire un islam « civil », peut-on dire, plus ou moins compatible avec la « démocratie ». C'est *grosso modo* ce qu'on a pu voir dans les pays arabes on va dire jusqu'aux années 80-90 ; c'est très faisable. Mais ce n'est pas du tout ce que l'on voit. Ce que l'on voit aujourd'hui, c'est une contre-offensive qui prend ses racines au moins au début du XXe siècle, qui monte en puissance jusqu'à la révolution iranienne de 79, qui passe dans le sunnisme par la « décennie noire » en Algérie et tout ce que l'on connaît aujourd'hui. Et cela va du Nigeria au Xinjiang en Chine, de la Tchétchénie à la Somalie en passant par la Syrie, la Tunisie, le Mali, le Maroc, etc. Nous faisons face à un phénomène qui est mondial. Il faut partir de ça, déjà. Phénomène mondial, qui vient de loin et qui ira loin, nécessairement. Nous n'avons pas affaire à un petit problème franco-français avec des jeunes qui iraient mal... Ce n'est pas du tout le cas. On rencontre l'islamisme dans toute l'Europe, dans tout le Maghreb, dans une bonne partie de l'Afrique de l'Ouest, en Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest, etc. C'est donc un problème qui est général et *extrêmement inquiétant*.

C : Alors nous allons évoquer le phénomène de l'islamogauchisme, qui est à la fois très clair et très étonnant. Parce que lorsqu'on fait le parallèle avec la défense de l'URSS, à l'époque où beaucoup de gens défendaient l'idéal soviétique, il y avait quand même une petite cohérence : l'État se prétendait égalitaire, etc. Alors que là, la défense de l'islamisme pour des féministes, des athées, des progressistes, des gens qui vont cracher sur la religion chrétienne, etc. c'est très paradoxal. Tu pourrais intervenir là-dessus ?

Q : Effectivement, l'islamogauchisme est très surprenant. Mais pour le comprendre je crois qu'il faut admettre que l'irruption de l'islamisme elle-même est très surprenante. C'est-à-dire que ce n'est même pas une irruption : c'est progressif. Lorsqu'on se retourne et que l'on regarde l'histoire, c'est difficile d'en marquer le début : on peut peut-être fixer à la révolution iranienne de 79, mais la montée qui la précède est très progressive. En face, il y a une incrédulité et particulièrement à gauche. Parce que ce n'est pas du tout un phénomène qui rentre dans des cases : ce seraient des pauvres qui se rebellent mais avec une idéologie parfaitement « réactionnaire »... Ce n'est pas du tout une lutte des classes, ce n'est pas une lutte de libération, même si les islamogauchistes l'interprètent comme ça : c'est très désarçonnant.

Ça désarçonne la gauche mais plus généralement l'Occidental. Parce qu'il y a un déferlement de barbarie qui est pour nous inimaginable. Bien sûr en Europe nous avons eu la barbarie, mais sur un mode industriel : des guerres industrielles, des camps de concentration, etc. Là, avec l'islamisme, on a quelque chose d'assez barbare, particulièrement avec *Daesh*, et on a énormément de mal à admettre que cela existe, d'où un sentiment d'irréalité.

Nous avons aussi du mal à le comprendre parce qu'en France, ce sont les immigrés qui sont porteurs de cette idéologie, et que pour la population française dans son ensemble l'immigré est un sujet *a priori* sympathique – à part pour une petite frange nationaliste ou d'extrême droite, les immigrés ont été largement acceptés. Et là, on se rend compte qu'une minorité d'entre eux, mais une minorité de plus en plus conséquente, est en train de saboter le contrat.

Tous ces phénomènes-là rendent l'islamisme littéralement *impensable*. C'est le titre d'un texte de la brochure : « Islamisme: concevoir l'impensable ». Il faut donc arriver à concevoir ce qui se passe, cet islamisme-là, et c'est difficile car il y a en face une réaction de *déni* de notre part : on ne veut pas y croire. On *refuse* d'y croire. On refuse de le penser, on refuse de l'admettre. D'ailleurs après un attentat on rentre chez nous, et on ne cherche qu'une chose, c'est d'arriver à l'oublier, à reprendre une vie normale.

Et je crois que l'islamogauchisme est une *hyper-réaction de déni*. En tout cas, c'est comme ça qu'on peut le comprendre, en première approche, *psychologiquement*, chez les gens qui justifient en permanence l'islamisme.

Cet islamogauchisme va justifier, excuser et pardonner toutes ces manifestations en les ramenant à une grille de lecture où c'est le Blanc, l'Occidental, le Français qui est en tort. Systématiquement. Il y a donc un certain nombre d'arguments qui sont avancés mais qui tombent les uns après les autres au fil du temps.

C : Alors justement, je voulais parler de ça. Dans votre brochure il y a une longue partie sur ces arguments régulièrement évoqués. Un m'est venu en t'écoutant : tu parles de Daesh, alors que des gens disent « Mais on n'a jamais défendu Daech, et d'ailleurs Daesh n'a aucun rapport avec l'islam ! ».

Q : Bien sûr, oui : *Daech* n'a rien à voir avec l'islam, le djihadisme n'a rien à voir avec l'islam, d'ailleurs, l'islamisme n'a rien à voir avec l'islam ! Alors, c'est peut-être moi, mais j'ai l'impression que c'est un argument que l'on entend de moins en moins depuis quelques mois... Depuis, notamment, l'attentat de « Charlie Hebdo » où on a vu qu'il y avait dans la population musulmane un certain nombre de gens qui se réjouissaient de l'assassinat de Charb, de Cabu, de Wolinski, etc. C'est un argument que l'on avait déjà dans les années 50-60 : « *Ce qui se passe en URSS n'a rien à voir avec le communisme.* ». C'était courant. Donc dès qu'une manifestation d'une idéologie va déplaire, on va tout simplement la désolidariser de l'idéologie en disant que ça n'a rien à voir. *Action directe* n'a rien à voir avec le gauchisme et l'URSS est une création monstrueuse qui n'a rien à voir ni avec Marx ni avec ses successeurs. Ça évite d'avoir à faire un examen nécessairement douloureux, en tout cas forcément critique, des fondements de cette idéologie.

Un autre argument islamogauchiste récurrent – mais qu'on entend là encore de moins en moins – est que l'islamisme est une réaction de pauvres, de défavorisés et que les djihadistes, les islamistes sont dans des situations très inconfortables. C'est faux à tous points de vue. D'abord sociologiquement : ce n'est pas le profil des candidats au djihad et ce n'est pas du tout le cas de l'islamiste « civil » que l'on croise et qui arbore tous les signes de radicalisation dans la rue, et c'est maintenant devenu monnaie courante, ce ne sont pas des gens dans des situations difficiles, et pas plus les Saoudiens, etc. Bien sûr, il y a des mouvements qui partent d'un terreau de difficultés réelles, mais ce n'est pas du tout ça qui peut justifier l'islamisme.

C : Et ça voudrait dire qu'on devrait soutenir les fascistes au prétexte qu'ils sont pauvres, ce que l'on ne fait pas. Peu de gens à gauche défendent le FN sous prétexte qu'ils seraient pauvres...

Q : Le principe est que tout serait rapporté à une situation sociale. Ce qui est faux de part en part. C'est très étrange parce que l'islamogauchisme est solidement installé dans les têtes même de personnes de gauche et même de Français moyen. L'islamogauchisme concentre et caricature à l'extrême une idéologie qui est diffuse dans beaucoup de têtes. Face à la monstruosité qu'est l'islamisme, on refuse de l'admettre et on cherche une explication ultime. Du fait de l'histoire de l'Occident, cette explication, on tente de la porter du côté du mal que le colonisateur aurait fait, de son racisme, de sa xénophobie.

C : L'islamisme serait aussi le résultat de manœuvres géopolitiques venues de l'Occident.

Q : Bien sûr. Ça c'est vraiment étrange de voir qu'il y a des gens pour qui toutes les manifestations de l'islamisme peuvent être systématiquement rapportées à des actions de l'Amérique, de l'ONU, des gouvernement français, européens, etc.

C : Du Mossad...

Q : ... du Mossad, bien entendu ! Alors là, on frôle le complotisme... Alors on peut essayer de les réfuter mais la structure de l'idéologie est paranoïaque, c'est-à-dire qu'elle trouvera sans cesse de nouveaux arguments en tordant les événements et les faits.

C : Et on peut cumuler les arguments : la sociologie plus les États post-coloniaux, etc.

Q : On pourra toujours trouver des prétextes. Ce qui est intéressant dans cet argument c'est ce qu'il présuppose : que ceux qui agissent dans l'histoire, ce sont les Occidentaux.

C : Les Blancs.

Q : Oui. Finalement, le destin de l'humanité – à partir de quand je ne sais pas ! – est forgé par l'action des *Blancs* et le reste de l'humanité ne serait qu'une purée informe de gens qui ne feraient que suivre ce que les Blancs leur disent de faire, ce que la CIA leur inoculerait dans la tête, etc. C'est une conception assez étrange...

C : Ce qui arrange bien certains dirigeants, de se déresponsabiliser des choses...

Q : Absolument. Et au fond on y voit une admiration, une fascination pour l'Occident et pour l'oligarchie. On aurait ainsi la figure d'une oligarchie toute-puissante, qui serait capable de tout, de dicter à des peuples entiers des comportements sur des décennies. De ce que l'on peut voir des services de renseignements, des services secrets des gouvernements, on voit plutôt une suite de Bérézinas et de catastrophes...

C : Un des arguments invoqués par les islamogauchistes pour soutenir les islamistes c'est que l'islam viendrait de la nature des gens venant du Maghreb. Ce serait une chose traditionnelle que l'on aurait à respecter et qu'en s'attaquant à la religion, on serait au bord du racisme parce qu'on s'attaquerait à leur identité propre. Cela vous le réfutez aussi parce que ce sont des choses apparues assez tôt, c'est une vague nouvelle.

Q : Tout à fait. L'islamisme comme étant une manifestation légitime d'une culture, la culture musulmane. Il suffit de regarder l'histoire : on y voit que l'islam n'a pas toujours été l'islamisme, que l'islamisme est une option politique et idéologique, c'est une extrême droite...

C : ... du coup, ça mériterait une précision parce que lorsque tu dis que l'islam n'a pas toujours été l'islamisme... Par exemple les pratiques rigoristes, comme le voile, la répression pour ceux qui ne suivent pas, pour toi c'est une tendance de l'extrême droite musulmane qui s'oppose à d'autres traditions, à une diversité de l'islam ? Parce que ça tempère un peu ce que tu disais précédemment...

Q : Oui, c'est délicat parce que l'islam par nature est politique, *intrinsèquement*. Si on lit le Coran, si on suit les enseignements à la lettre, on se retrouve avec une religion infréquentable : inégalitaire, qui induit une hiérarchie très stricte, des comportements tout à fait à l'opposé de ce à quoi nous sommes attachés, l'émancipation. Mais ce qu'on a vu dans l'histoire, c'est aussi un *islam au repos*¹, c'est-à-dire un islam qui s'éloignait de sa propre lettre. C'est un islam qui n'était pas en train de se séculariser mais, c'est ce qu'on appelait dans notre collectif « l'islam des grands-mères », un islam qui se pratiquait sans

1 Référence à la citation de Ferhat Mehenni : « *L'islam, c'est l'islamisme au repos. Et l'islamisme, c'est l'islam en mouvement. C'est une seule et même affaire* »

fanatisme. C'est très clairement un conservatisme, mais pas une extrême droite musulmane comme on la rencontre aujourd'hui.

Donc il ne s'agit pas d'opposer un bon islam à un mauvais islam, mais plutôt un islam littéral qui se conforme à la lettre du Coran et de la Sunna...

C : ... c'est le Wahhabisme...

Q : ... les *Frères musulmans*, le salafisme, et ça c'est l'islamisme. Et de l'autre côté un islam qui s'éloigne de ce qu'a été fondamentalement l'islam historique.

C : Je t'ai coupé dans ton élan, mais c'était l'argument qui voulait que l'islamisme faisait partie de la culture musulmane, alors qu'il y avait avant des pratiques bien plus modérées, tempérées et puis aussi le fait que le Maghreb, ce n'est pas l'islam : il y a une espèce de mélange raciste qui met sur le même plan immigré, arabe, musulman.

Q : Ce mélange, c'est la *tactique même* des islamistes. Ils opèrent dans le monde musulman par un chantage aux racines. Les copains musulmans en Tunisie – enfin qui ne sont pas musulmans justement ! – sont systématiquement renvoyés à leur identité musulmane : « *Tu es né musulman, tu ne peux pas te renier ! Et si tu t'opposes à nous, tu te renies !* ». Il y a un chantage aux racines.

Ici en France, on a un chantage au *racisme* : critiquer l'islamisme, ce serait critiquer l'islam donc c'est critiquer les gens qui le portent. L'islamophobie, c'est exactement ça : c'est une accusation qui se réclame d'un antiracisme et qui est totalement abusive. L'assimilation entre Maghrébin, musulman et islamiste est le *calcul même* des islamistes.

Le problème c'est qu'ils sont en train de gagner. C'est-à-dire qu'il est difficile aujourd'hui de rencontrer un musulman de base qui n'ait pas des tendances à « expliquer » ou à tolérer l'islamisme, y compris les Algériens qui ont vécu la décennie noire, etc. Il est même assez difficile de rencontrer des Maghrébins qui ne se reconnaissent pas ou plus dans la religion musulmane... Il y en a encore, il y a des harkis, des athées, preuve qu'il y a eu une sécularisation *réelle* dans les années 50 et 60 en France ou en Tunisie par exemple, des Maghrébins qui sont venus ou qui sont restés là-bas mais qui ont quitté la foi, ou qui sont très critiques ou très dubitatifs. C'est un phénomène de moins en moins courant : on a au contraire, de plus en plus, une assimilation de la religion à *l'origine*. Et là c'est extrêmement dangereux. Parce que dans ce schéma-là, critiquer la religion, c'est critiquer la personne, c'est critiquer *l'origine* de la personne. Mais il faut se souvenir que cette distinction est très occidentale. Pour un musulman, être musulman, c'est *naître* musulman. Pour nous, être musulman est un *choix*. Moi je suis né très très vaguement chrétien, j'ai choisi de ne plus l'être. C'est assez impensable pour des gens qui n'ont pas eu une éducation occidentale ou occidentalisée. Donc là on a vraiment un conflit entre deux conceptions de l'identité : l'identité qui se *choisit*, qui se *construit*, et celle qui s'impose par la filiation, la généalogie, par le hasard de la naissance.

C : On pourrait continuer encore longtemps dans ces arguments islamogauchistes... Alors ce sont souvent des justifications de mauvaise foi. Mais il y a de réelles causes derrière, que vous avez analysées dans votre brochure, dans le paragraphe sur « *Les fondements idéologiques de l'islamogauchisme* »...

Q : Effectivement, le paradoxe d'une extrême gauche qui soutient une extrême droite, il faut essayer de l'expliquer... On peut d'abord faire appel à l'histoire. Le gauchisme tel qu'on le connaît aujourd'hui est un dérivé du marxisme-léninisme, donc un courant qui s'est répandu pendant tout le XXe siècle sur presque tous les continents. Et le gauchisme d'aujourd'hui est un marxisme-léninisme qui s'est dégradé, notamment sur un certain nombre de valeurs, de principes, qui étaient des repères dans la conception marxiste.

Par exemple la lutte des classes, qui a structuré les discours jusque dans les années 60, dont le schéma est assez clair : c'est la lutte des prolétaires contre les possédants, les propriétaires des moyens de production. À partir des années 50-60, parallèlement aux luttes décoloniales, on observe dans les discours une torsion de sens et le sujet révolutionnaire prolétarien s'efface peu à peu devant les peuples colonisés : c'est la naissance du tiers-mondisme. Et le prolétaire français est *dénoncé* comme profitant de l'exploitation du tiers-monde. L'attention des militants n'est plus portée sur les luttes des prolétaires de tous les pays, mais sur l'activité de libération des peuples du tiers-monde.

C : **Les rapports Nord-Sud.**

Q : Exactement. Et au fil du temps, bien sûr, il n'y a pas eu de révolution prolétarienne, mais il n'y a pas eu non plus de libération réelle des peuples du tiers-monde – enfin, ils se sont réellement libérés du colonisateur mais ils n'ont rien instauré d'enviable, bien au contraire, puisque ça a été des régimes tyranniques ou quasi totalitaires. Donc maintenant l'attention du gauchiste se porte toujours sur l'étranger en général mais plus précisément sur *l'immigré* : c'est l'émergence de la figure de l'immigré dans les années 80, en même temps que l'anti-lépénisme – moi j'ai grandi dans cet anti-lépénisme-là – et l'immigré incarne la figure du sauveur. Bon, il ne va peut-être pas changer la société mais au moins transformer un Occident qui serait fondamentalement raciste, exploiteur, etc. Dans ce contexte-là, la critique de l'étranger ou de sa culture est absolument impossible. Voilà une des pièces de l'islamogauchisme.

C : **Ça pourrait être vu comme un discours un peu réactionnaire dit comme ça, mais il faut préciser que pour nous un immigré, une personne qui vient d'un autre pays, qui a d'autres origines, est un *acteur politique*. Parce que là c'est une position très paternaliste dans cette vision du monde : les immigrés sont des gentils à défendre, ils n'ont pas d'opinions politiques, ce ne sont pas des sujets politiques, c'est à nous de les aider à s'émanciper et à construire le futur, le communisme... C'est vraiment du paternalisme à l'ancienne.**

Q : Oui, bien sûr. Et on peut continuer parce qu'ils arrivent en France et nous n'avons rien à leur demander : il n'est pas question qu'ils critiquent leur propre culture...

C : **C'est ça.**

Q : Ce serait de *l'auto-racisme*. Quand on voit Kamel Daoud critiquer la culture arabo-musulmane [après les harcèlements et les viols massifs lors du réveillon du 31 décembre 2015], on voit une flopée d'islamogauchistes l'accusant d'islamophobie ! Contre sa *propre* culture ! Donc l'étranger n'a pas à critiquer lui-même là d'où il vient, ni ce qu'il est amené à penser, ce qu'il peut croire, ce qu'il veut.

C : **Il en devient suspect.**

Q : Et on dira que c'est l'Arabe de service, qu'il est vendu aux Blancs, etc. C'est ce qu'on entend très clairement dans les rangs du PIR [Parti des « Indigènes » de la République]. Et finalement on n'a même plus aujourd'hui à lui demander de s'intégrer. Donc c'est l'explosion du communautarisme, tous azimuts puisqu'il ne concerne pas uniquement les musulmans, même si ça se fait différemment en fonction des origines – et on arrive à l'éclatement de la société. Tout cela puise dans ce gauchisme-là pour lequel il y aurait une partie de la population, hier les prolétaires, aujourd'hui les musulmans et plus précisément les *migrants*, qui serait hors de la critique.

Alors qu'une des choses qu'il faudrait éclaircir, c'est les raisons de la migration. Parce que très souvent on impute l'émergence de l'islamisme au colonialisme. Mais lorsqu'on creuse, on se rend compte que le vrai ressentiment vécu par, notamment, les musulmans, n'est pas du tout dû au colonialisme mais à l'échec de la *décolonisation*. C'est-à-dire que la décolonisation dans les pays maghrébins particulièrement et musulmans de manière plus large est globalement un échec. L'immigration, l'émigration de ces pays-là, montre, *est* l'incarnation de cet échec... On se retrouve alors en France sans avoir réellement d'explication quant à ce que l'on fait ici et on ne peut que nourrir un énorme ressentiment face à l'admiration pour une société occidentale dans laquelle on est venu habiter – mais c'est un choix que l'on est incapable d'assumer – et le rejet d'un pays d'origine – que l'on est incapable de critiquer.

C : Nous allons parler plus précisément du lien entre les islamogauchistes et le marxisme-léninisme.

Q : Nous avons listé quelques faux arguments islamogauchistes puis nous avons essayé de comprendre rapidement l'évolution historique, comment on a pu passer de l'admiration du prolétariat à celle de l'immigré ou de l'étranger.

On va essayer maintenant d'expliquer cet islamogauchisme d'un point de vue *idéologique*, c'est-à-dire en essayant de comprendre comment le gauchisme peut se sentir aussi proche de l'islamisme. Une des explications est que le gauchisme provient, on l'a dit, du marxisme-léninisme et que celui-ci a été le producteur d'un *totalitarisme*, le premier, en fait : le totalitarisme russe, bolchevique a été le père des autres totalitarismes. Il ressort de certaines analyses historiques, celles de E. Nolte, notamment, que le totalitarisme nazi s'était largement inspiré du totalitarisme russe.

C : Il y avait une fascination d'Adolphe Hitler pour Staline.

Q : Et cette proximité des totalitarismes explique cette proximité entre le gauchisme et l'islamisme. Nous avons finalement aujourd'hui un nouveau face-à-face de deux totalitarismes. Le gauchisme vu de l'intérieur – nous avons été gauchistes ! – est perçu comme le « camp du bien », comme on dit aujourd'hui, le parti des gentils, pour l'égalité...

C : ... le parti des fusillés...

Q : ... des victimes ! Lorsqu'on regarde l'histoire, ça a plutôt été le parti des bourreaux : bourreaux des paysans et des ouvriers. On pense à l'URSS, mais il faut aussi évoquer le maoïsme, les plus grands massacreurs de l'histoire de toute l'humanité, de ce qu'on en sait : c'est 60 à 70 millions de morts si l'on compte les famines provoquées volontairement. C'est cela, le gauchisme.

C : C'est encore nié : Soljenitsine est un homme de droite, tous ses écrits n'ont aucune valeur, etc.

Q : C'est une défense qui accrédite la thèse : si ces génocides sont déniés, c'est bien qu'ils occupent une place maîtresse dans le raisonnement...

Le gauchisme est bien l'héritier des totalitarismes marxistes-léninistes et c'est en tant que tel qu'il a autant d'affinités avec l'islamisme. On peut voir par exemple chez les islamogauchistes une fascination pour la force, pour le passage à l'acte des djihadistes et, fondamentalement, pour la capacité *mobilisatrice* de l'islamisme. Parce que l'islamisme est diffus : on a toujours en tête les attentats, les djihadistes, etc. mais le véritable islamisme, il est *civil*. Ce sont des populations qui ne sont pas en contact les unes avec les autres, des gens qui s'ignorent mutuellement mais qui font les mêmes choses au même moment ; ils vont à la mosquée, ils mettent un voile pour la première fois, ils adoptent un discours très complaisant vis-à-vis des *Frères musulmans* ou d'*Al-Qaida* ou même de *Daesch*, ils se mettent à manger *hallal*, etc. etc. Et tout ça se développe et monte depuis trente ans au sein des populations musulmanes du *monde entier*. Il en résulte une impression de force collective, de sens de l'histoire et je crois que c'est cela, au fond, qui parle très profondément aux gauchistes. Il y a cette montée irrésistible, et c'est ce qui nous inquiète énormément : cet islamisme a l'air d'être un raz-de-marée contre lequel on ne peut rien faire. Ce phénomène provoque une admiration extraordinaire chez les gauchistes.

C : C'est le réveil du tiers-monde, il faudrait s'adapter...

Q : Il faut aller dans le sens de l'histoire, pour eux il faut l'accompagner, il n'y a pas à s'opposer au sens de l'histoire. Au fond, je crois que c'est ce que l'on voit. Alors ce parallèle entre marxisme-léninisme et islamisme amène à comprendre que ce que l'on a en face de nous est bien un totalitarisme. Nos arrière-grands-parents, nos grands-parents ou nos parents ont eu à combattre le bolchevisme, le nazisme et le fascisme italien : notre génération doit affronter un totalitarisme qui s'appelle *l'islamisme*. Et il a, lui aussi, des *compagnons de route*. On a vu dans les années 50-60 des gens qui n'étaient pas au PC, même pas communistes mais qui accompagnaient le PC et qui justifiaient les crimes commis en URSS, dans les pays de l'Est, qui justifiaient l'écrasement de toutes les révolutions, Budapest en 1956, la Tchécoslovaquie en 1968 ou la Pologne en 1981. Aujourd'hui, ces compagnons de route, ce sont les islamogauchistes. Ce sont donc ces gens qui ont pour fonction de rester *en dehors* de l'islamisme mais de le rendre *acceptable* aux non-musulmans.

C : Aux non-musulmans ou... ?

Q : Aux non-musulmans, c'est-à-dire aux gens qui spontanément n'éprouvent ni crainte ni affinité ni respect pour l'islamisme *a priori*. À tous ces gens-là, il faut expliquer que l'islamisme n'est pas un danger, que c'est très bien ce qui se passe, et que si ce n'est pas bien, c'est de la faute à d'autres qu'aux islamistes ou qu'aux musulmans. Et que finalement, il faut accepter ce qui se passe et que si on ne l'accepte pas, eh bien on est traités de racistes et d'islamophobes !

C : Souvent c'est sur une position de négation : il n'y a pas de radicalisation des

banlieues, c'est un phénomène médiatique, etc.

Q : De moins en moins, me semble-t-il, avec le temps. Mais c'est la question de l'évolution. Cette critique de l'islamogauchisme, nous l'avons faite il y a trois-quatre ans maintenant, et je crois que depuis les attentats de *Charlie-Hebdo* les choses ont changé et que ce discours islamogauchiste ne touche qu'une toute petite minorité. Je crois que leurs rangs sont en train de se dégarnir mais que eux, par contre, sont en train de se radicaliser dans leurs discours. Je pense à Liogier qui sort des bêtises de plus en plus énormes.

C : **Qui est-ce ?**

Q : Raphaël Liogier, un jeune sociologue qui reprend le flambeau des Badiou, des Plenel, des Gresh et qui sort des absurdités qui sont... des insultes au *bon sens* tout simplement ! Mais je ne crois pas qu'il y ait de négation réellement du phénomène islamiste, en tout cas plus personne ne l'entend. Ce qui se passe en banlieue commence à se savoir. Pour les gens qui y vivent, c'est une évidence, mais même les gens des grandes villes, dans les journaux... On assiste à un clivage depuis deux-trois ans. Dans la presse écrite on commence à lire des choses qui vont à l'encontre de la vulgate bien-pensante qui consiste à dire que non il n'y a pas de problème, ce sont quelques excités qui font du mal mais que fondamentalement l'islam ne pose pas de problème, que les musulmans sont très sympas dans leur grande majorité... Peu à peu l'ensemble de la population, certains de ses représentants et certains médias sont en train de réaliser qu'il se passe quelque chose dans le pays. Du moins je pense.

C : **Tu veux dire qu'il y avait une sorte de politiquement correct qui voulait minimiser le problème et qui maintenant est obligé d'affronter un peu plus la réalité. Mais – c'est un argument postmoderne – mais ces milieux islamogauchistes disent que la réalité n'existe pas, que c'est une question de point de vue, que d'un point de vue médiatique il y a beaucoup de choses, mais que si on compare avec la réalité, etc. Il y a toujours une manière de dire que la réalité n'existe pas vraiment – ce qui est vrai dans l'absolu... Après si on compare les forces politiques qu'on a connues nous dans les banlieues, quand on était jeunes, le parti communiste a été aujourd'hui remplacé par la religion. C'est un fait que les islamogauchistes ne peuvent pas nier : lorsqu'on va militer dans ces quartiers-là, il n'y a plus beaucoup de communistes...**

Q : L'islamogauchisme est une des branches du relativisme militant, ce grand mouvement intellectuel – si l'on peut dire – où l'on relativise tout ce qui se passe en fonction de son propre intérêt. De ce que j'ai lu, ce n'est pas très sérieux en ce qui concerne les islamogauchistes, on est plutôt dans la grande tradition totalitaire où l'on élimine les faits qui gênent. C'est extrêmement classique.

C : **On conteste en permanence les études qui vont à l'encontre de sa réalité et par contre on se pose très peu de questions sur d'autres thèses. Il y a très peu de rigueur dans le travail.**

Q : *Aucune* rigueur intellectuelle. Et ce que l'on voit, c'est plutôt une réalité qui est en train de nous sauter à la gueule... À force de ne pas vouloir voir ce qui se passe dans les

banlieues, dans les lieux de travail, dans les hôpitaux, dans la rue, etc. on construit un problème qui devient insoluble. Je suis passé immédiatement du discours de l'islamogauchisme à celui de la bien-pensance mais il y a une connexion, un lien assez étonnant, c'est la prise en tenaille dont j'ai parlé au début de l'émission...

C : ... le terme « bien-pensant » est très connoté...

Q : Oui, mais c'est comme « islamogauchisme », c'est extrêmement difficile de s'en passer parce que c'est exactement ce que l'on rencontre...

C : ... je préfère le terme « politiquement correct », mais c'est peut-être différent...

Q : Non, c'est la même chose mais le terme « bien-pensance » montre bien qu'il y a des gens qui préfèrent « bien penser » en ayant tort. J'en connais, pas forcément des islamogauchistes, des femmes qui après les violences de Cologne – alors ce n'est pas qu'à Cologne, c'est dans une vingtaine de villes d'Europe du Nord qu'ont eu lieu des quasi-viol collectifs, des harcèlements – bref je parle d'une amie féministe qui refusait de parler de ce qui s'était passé. Elle est extrêmement vigoureuse lorsqu'il est question de droits des femmes, là, comme c'étaient des migrants qui étaient en cause, silence radio. C'est difficile de dire que ce n'est pas de la bien-pensance... Ou du politiquement correct, mais, là, on voit qu'elle fait partie du « camp du bien » : elle est sûre de bien penser et, quoi qu'il arrive, elle veut *bien penser*.

C : Et il ne peut pas y avoir de contradiction dans le discours, dans ce qui est affiché, ce qui serait l'épreuve de la réalité dans le discours...

Q : Nous sommes dans l'idéologie pure. Et dans l'image de soi, le narcissisme : on veut se regarder en train de bien penser, d'être correct, quoi qu'il se passe. Ça c'est la version *light* ou *dominante* de l'islamogauchisme : ce serait la version de l'oligarchie. Alors c'est ça la prise en tenaille : on est pris entre une oligarchie qui pille les richesses, évidemment, d'en haut, qui veut imposer et impose un multiculturalisme, qui est poreuse à des islamistes présents dans toute la population qui sont en train de monter à des postes importants, qui rentrent dans des portions importantes du monde du travail, je pense à la RATP, aux aéroports, etc. Et la population française est prise entre cette oligarchie et un « *lumpen* »-prolétariat – *lumpen* entre guillemets parce qu'il n'est pas du tout en haillons – qui s'islamise à très grande vitesse ; c'est ce qui se passe dans les prisons malheureusement. Donc la situation est en train de devenir extrêmement dangereuse. Et l'islamogauchisme ou en tout cas la bien-pensance est un déni de ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux.

C : On voulait faire le lien entre l'Union soviétique et l'islam, je ne sais pas si tu voulais revenir dessus.

Q : Non. Mais par contre on pourrait aborder la dernière étape de l'analyse de l'islamogauchisme. On a fait le parallèle entre l'extrême gauche et l'extrême droite, entre le totalitarisme marxiste-léniniste et un totalitarisme musulman : il faudrait faire le parallèle entre la religion musulmane et la religion marxiste.

Lorsqu'on regarde l'histoire des monothéismes, on les voit se succéder et il est extrêmement difficile lorsqu'on met des lunettes d'anthropologue ou d'historien et que l'on prend énormément de recul sur notre situation, il est difficile de ne pas se dire que

le marxisme est un *quatrième monothéisme*. Quand on comprend profondément ce phénomène, on est en face d'un monothéisme qui n'a pas de dieu [Quoique le Capital pourrait largement en tenir lieu] mais dans lequel il y a énormément d'éléments religieux et qui a mobilisé au niveau mondial exactement comme une religion.

C : Il y a un Paradis, l'au-delà, l'après-révolution...

Q : ... le communisme ; il y a une providence qui assure la succession des modes de production...

C : ... **une Bible, l'œuvre de Marx...**

Q : ... il y a un Prophète, il y a des Saints, des excommunications, des hérésies...

C : ... **des interprétations très différentes...**

Q : ... évidemment, et des endroits où il s'est passé des miracles et d'autres non, etc. Si l'on voit le marxisme comme le quatrième monothéisme, on peut comprendre qu'il y ait des affinités anthropologiques très profondes entre un gauchiste et un musulman.

Et entre les deux, il y a l'individu tel qu'on le conçoit nous, qui se pose des questions, qui interroge, qui critique, qui refuse la transcendance, un ordre extérieur, qu'il soit divin ou social, un être ouvert, vivant dans une société capable d'auto-institution, d'auto-transformation. Je crois que cet individu-là et cette société-là, dont nous nous réclamons en discutant ici, cet individu est l'ennemi *absolu* du troisième et du quatrième monothéisme, l'islam et le marxisme.

Ce que l'on a vu dans l'histoire c'est le déploiement d'une société se réclamant du marxisme-léninisme qui a massacré l'esprit critique. Et ce que l'on voit se déployer aujourd'hui dans les pays musulmans, c'est ça aussi.

C : « Dieu déteste les tièdes », je crois que c'est Saint Paul... Dans le gauchisme, il y a une espèce d'absolutisme : ils sont fascinés par les attentats, le fait de donner sa vie, le fait de l'idéologie qui va jusqu'au bout. Bon ce n'est pas chez tous les gauchistes, mais ça existe.

Q : Tout à fait. Et c'est une dimension plus précise de la religion, c'est ce que l'on appelle le *millénarisme*, un courant *apocalyptique*. C'est-à-dire un radicalisme religieux qui annonce l'instauration d'un monde nouveau et pour lequel le *martyr* occupe une place centrale. Mourir en martyr, c'est également ce que l'on a vu du côté du mouvement ouvrier : le martyr de la cause.

C : Plus du côté anarchiste...

Q : Partout... Et c'est ce que l'on revoit aujourd'hui côté islamiste. Je crois qu'il faut pouvoir porter l'analyse à ce niveau-là et comprendre que le gauchisme n'est pas simplement un ensemble d'idées, un corpus, mais plus profondément une posture face à l'existence, de type millénariste, qui entre en résonance avec la posture islamiste.

C : Je propose qu'on s'arrête là. Je vous recommande de lire les deux brochures « Islamismes, islamogauchisme, islamophobie », sorties en novembre 2015 et août 2016. Beaucoup de textes sont déjà sur le site, mais on peut les acheter à la librairie Publico. Et sur le site on retrouve aussi beaucoup d'autres textes sur beaucoup de sujets, la démocratie directe, etc., je vous recommande de le suivre. Merci.

Effondrement et permanence de l'idéologie

Dans l'immense confusion où s'enfonce notre époque, la notion d'idéologie occupe une place de choix. Les uns sont, au fond, irrémédiablement nostalgiques d'un temps où un catéchisme bien appris faisait rentrer les faits dans des cases afin que le réel ne les surprenne pas. Les autres, bien plus nombreux et au contact de réalités de plus en plus désagréables, se réfugient dans une *pensée-éclatée*, sans suite ni cohérence, voguant à la merci des discours, des événements, des opportunités et des intérêts. Oscillant entre les deux, certains se raccrochent à quelques idées fixes, lubies, slogans ou *credo* auxquels ils rattachent tout le reste...

Le temps semble bien loin où l'idée était banale que nos conduites, jusqu'aux plus intimes, nous échappent pour une part essentielle et doivent donc être *élucidées*... On renvoie aujourd'hui l'importun dans les cordes, lui rappelant qu'il est logé à la même enseigne, que sa dissidence est tolérée au même titre que toutes les modes vestimentaires et, surtout, que la vérité fait bien entendu le lit du goulag.

La fin de la période de confort et de tranquillité historique qu'a connue l'Occident depuis plus d'un demi-siècle balaye peu à peu ces inepties, et nous annonce qu'il va bien falloir essayer de se *remettre à penser*. Dire que ce texte voudrait y aider suscitera moqueries et sarcasmes... Partons d'eux pour lever le malentendu principal et remettre les choses à l'endroit : la pensée est une œuvre collective. Plutôt : toutes nos pensées sont collectives *a priori* – voilà une esquisse de ce que nous entendons ici par *idéologie* – et peuvent devenir, éventuellement et passagèrement, individuelles dans certaines circonstances sociales, politiques, culturelles et anthropologiques bien précises.

Ce sont de celles-là dont il s'agit, et donc, d'abord, des conditions favorisant l'apparition d'une pensée libre, si la chose est encore possible.

L'idéologie : premières approches

Notre conception de l'idéologie fait écho à ce qui fut appelé les « philosophies du soupçon » traditionnellement attachées aux noms de F. Nietzsche, K. Marx et S. Freud, pour qui les conduites humaines obéissent, respectivement, aux corsets moraux qui entravent la vitalité du sujet, à la position sociale de l'énonciateur dans une société de classe et aux mécanismes occultes de l'inconscient. L'engouement immodéré pour ces « Maîtres » dans l'après-guerre, aboutissant aux proclamations structuralo-tardives sur la « *Mort de l'Homme* », a basculé lentement dès les années 70 vers un narcissisme naïf proclamant, en même temps que la « *Mort des Idéologies* », l'avènement subit d'un individu auto-construit et maître chez lui, d'autant plus apte à assumer pleinement ses « opinions personnelles » forcément originales que celles-ci s'entre-annulaient mutuellement dans le grand *melting-pot* mondial annoncé par la « fin de l'Histoire » post-moderne.

Mais cette confusion intellectuelle généralisée, si commode, s'étiole depuis une dizaine d'années, se fissure, et des pans entiers des discours les mieux admis s'effondrent sous les coups de butoir d'une réalité qui ne semble décidément pas se laisser séduire par le *politiquement correct*, la *bien-pensance* et les *bons sentiments*. Car ce n'est pas seulement que les vieux clivages politiques se soient révélés totalement inopérants face à la destruction progressive de la biosphère par l'espèce humaine, l'effondrement culturel et éducatif de l'héritage moderne ou l'inflation technologique et ses incalculables conséquences. C'est surtout que des processus nouveaux ont surgi et décomposent plus encore les grandes familles idéologiques : fin des grands conflits socio-politiques, épuisement du discours progressiste, désertification accélérée des campagnes, tribalisation des quartiers de banlieue, montée en puissance du djihadisme culturel et militaire, décuplement des flux migratoires, effondrement des États de la bande sahélienne et du Moyen-Orient, déliquescence du projet européen, perspective de crises économiques couplées à la déplétion énergétique, explosion démographique poursuivie en Afrique et en Inde...

Nos sociétés semblent découvrir leurs fragmentations non seulement sociales, doctrinales ou territoriales, mais, bien plus, leurs déchirements identitaires, religieux, ethniques, voire « raciaux ». Le temps est revenu du « *d'où tu parles ?* » de Mai 68, bien plus dramatiquement, tant sont profondes les fractures entre les métropoles et les périphéries, les quartiers branchés et les relégations invisibles, les coteries médiatico-politiques et les précarités populaires, les attentes messianiques et les désespérances sans issue, les quêtes incessantes de confort et les enfermements sans fin. D'aucuns semblent redécouvrir que les paroles renvoient à des réalités, d'ailleurs de plus en plus désagréables, et que les propos des uns et des autres sont de plus en plus visiblement attachés à un ordre du discours dont les clefs commencent à apparaître.

I – Des idéologies à leurs matrices religieuses

Oui : ce que nous faisons, disons, pensons, croyons, n'émane que pour une part infime de notre « for intérieur », et les grands schémas qui organisent nos sentiments les plus intimes ou nos réflexions les plus profondes ne nous appartiennent pas plus que la langue que nous parlons – et il en a *toujours* été ainsi. Oui, aussi : l'être humain peut échapper au conformisme social, au déterminisme idéologique, à sa destinée anthropologique, il l'a fait, il le fait encore, il pourra toujours, *in abstracto*, le faire. Mais, *définitivement*, non : l'autonomie de la pensée, pas plus que n'importe quelle autonomie, n'a rien de naturel ni d'irréversible et se paye toujours d'un coût – coût affectif, social ; coût physique de plus en plus, qui paraît tellement exorbitant pour l'*individu* de cet an de grâce 2017, en fonction, d'ailleurs, de l'altitude de la classe sociale à laquelle il s'identifie, de l'attachement qu'il nourrit pour sa propre image, de l'ampleur des difficultés qu'il éprouve à voir ce qui se donne à voir, à interroger les évidences autant qu'à tenir à ce à quoi il tient.

Principe de l'idéologie

Qu'est-ce que l'idéologie ? Qu'on nous permette une image, celle de *la vie des idées*. Divers auteurs¹, certains pour lesquels *il ne s'agit pas du tout d'une image*, rendent compte d'une vie de l'esprit semblable à la vie organique : les idées, tels des êtres vivants, prospèrent dans divers substrats nutritifs, se meuvent dans des milieux précis, s'agencent en écosystèmes, tissant entre elles des liens de prédation ou de coopération, apparaissant, se métamorphosant et disparaissant selon des lois émanant elles-mêmes de l'ensemble. Laissons de côté les spéculations sur cet éventuel *troisième règne*, et filons la métaphore. Pas plus que *n'importe quel* organisme, une idée ne surgit jamais par génération spontanée : elle n'est que la représentante d'une espèce, éventuellement méconnaissable, issue d'une lignée évolutive chaotique dont l'histoire est à décrypter, vivant au sein d'une multitude d'autres, souvent insoupçonnées, qui sont indispensables à sa survie comme elle l'est elle-même pour d'autres, habitant un paysage précis issu des contraintes invisibles du sous-sol, des régimes climatiques et des événements écologiques ayant modelé le lieu. Aussi libre qu'apparaît l'oiseau, il est attaché par cette multitude de fils vitaux et d'autant plus sûrement qu'un esprit avisé peut facilement, à sa simple vue, en déduire, avec une précision proportionnelle à la précision de l'examen, le complexe écologique dont il provient.

Telles sont les idées, et telle est l'idéologie qui les fait être : l'ensemble à la fois complexe et cohérent, même passagèrement, dont l'idée est une partie et qui l'explique d'autant mieux qu'elle en semble totalement détachée.

Omniprésence de l'idéologie

Il y aurait à dresser une cartographie des idéologies, une classification, une généalogie, une phylogénétique qui regrouperait l'ensemble des idées en circulation. Car il est loisible de rattacher n'importe quelle idée politique contemporaine au corpus dont elle provient, de remonter sa filiation idéologique et historique pour en retrouver les origines, d'autant plus inconnues pour celui qui l'énonce qu'il la brandit avec ferveur comme révélation *ex nihilo*.

C'est ainsi que pendant plus d'un siècle toute la gauche s'est échinée à identifier les discours, les pratiques et les méthodes qui tissaient les « Temps Modernes » pour les ramener aux multiples facettes d'une « idéologie bourgeoise » qui maintenait en place la domination de l'ordre capitaliste. Cette critique acerbe d'une société par elle-même, sans doute unique dans l'histoire par son ampleur et sa profondeur, a si bien réussi que le discours « de droite », autoritaire, conservateur et hypocrite, s'est peu à peu dissous dans le moule idéologique « de gauche », et, parallèlement, celui-ci s'est tellement dégradé au fil des décennies qu'il a engendré les catégories hybrides libérales-libertaires du gauchisme culturel des élites devenues subversives. Au point que l'idéologie dominante, aujourd'hui si protéiforme, se rapporte aisément à la matrice culturelle gauchisante².

1 Ainsi G. Bateson, P. Auger ou J. Monod. Voir la synthèse par E. Morin dans *La Méthode. 4 – Les idées. Leur habitat, leur vie, leurs mœurs, leur organisation*, Seuil, 1991, p. 105 sqq.

2 Idée rare lorsqu'à la fin des années 1970 un C. Castoriadis ou un Ch. Lasch la formulait, elle a depuis été largement diffusée via des auteurs tels que J.-C. Michéa ou J.-P. Le Goff.

On repère ainsi aisément, dans le bric-à-brac de notre époque, les terminaisons de diverses branches, souvent délabrées, malades, difformes, qui partent du tronc « marxiste ». À l'orthodoxie stalinienne ont succédé les hérésies trotskyste, titiste, castriste, la bouffonnerie meurtrière du maoïsme et l'onanisme structuraliste, le mysticisme situationniste, l'angélisme tiers-mondiste et humanitariste, et aujourd'hui l'islamo-gauchisme¹ et l'insurrectionnalisme – sans oublier le salmigondis bien-pensant qui constitue le gauchisme culturel au pouvoir en France depuis trente ou quarante ans, progéniture débile d'une social-démocratie jadis autrement plus présentable. Sans doute faudrait-il également citer la version anglo-saxonne de cette soif intellectuelle d'ingénierie sociale, le multiculturalisme, dernier avatar idéologique d'une « gauche » qui ne peut se résoudre à abandonner ses postulats fondamentaux².

Quels sont-ils ? D'abord et avant tout le *progressisme*, cette certitude que la société ne peut qu'aller, tout compte fait et fût-ce cahin-caha, dans le *bon sens*, c'est-à-dire vers une perfection que l'humanité réalise d'elle-même, sous nos yeux, de manière immanente et indépendante de son bon vouloir, qu'il s'agit d'accepter et, finalement, de promouvoir. Ce progressisme renvoie bien entendu à toute l'histoire de l'Occident et à ses bouleversements technoscientifiques depuis trois ou quatre siècles³, mais sa version « de gauche » renferme d'autres postulats particuliers, comme l'idée que ce savoir sur la marche de l'histoire est la propriété de quelques-uns, que cet inéluctable progrès est entravé par des forces « de réaction » (qui sont, au choix, l'État, le Capital, la bourgeoisie, l'extrême droite, ou un peuple intrinsèquement « mauvais » à rééduquer), à quoi s'ajoute une haine profonde en même temps qu'une fascination illimitée pour la matrice civilisationnelle qui l'a fait naître : l'Occident.

Fondement religieux des matrices idéologiques

Ce magma idéologique de gauche, si facile à vérifier⁴, peut être formulé en des termes voisins : la certitude, qui vaudrait légitimité, de posséder un Savoir exact sur la destinée humaine ; la perspective d'une succession d'événements amenant la réalisation d'un état de félicité terrestre mettant fin à un monde foncièrement impur ; la définition d'une entité mécanique et maléfique entravant son avènement ; la désignation d'une minorité (ou d'une majorité silencieuse) destinée à jouer son rôle révolutionnaire ; la nécessité intimée à chacun de choisir le « Bien » contre le « Mal ». Ainsi résumé, la nature *pleinement* religieuse du Marxisme-Léninisme – et de ses surgeons ultérieurs – apparaît nettement, et plus encore peut-on l'inscrire sans peine dans le grand courant idéologique du judéo-christianisme, hérésies comprises. On retrouve chez Marx lui-

1 Cf. *infra* : « Il y a des affinités anthropologiques très profondes entre un gauchiste et un musulman » ainsi que la conférence-débat « Sur les racines de l'islamogauchisme » dans *Islamismes, islamophobie, islamo-gauchisme. L'islam à l'offensive*, brochure n° 21 bis, août 2016.

2 Voir M. Bock-Côté, *Le multiculturalisme comme religion politique*, Éditions du Cerf, 2016.

3 Sur le rôle de ce progressisme dans la (ou plutôt l'in-) compréhension du mouvement ouvrier, voir « Sur la question de l'histoire du mouvement ouvrier », dans Cornelius Castoriadis, *La question du mouvement ouvrier, tome 1, écrits politiques 1945-1997*, Sandre, 2012.

4 On lira par exemple « Sur les fondements idéologiques et les destinées politiques du revenu d'existence », texte à venir.

même cette inspiration religieuse, explicite chez son maître, Hegel, mais c'est bien plus largement tout le messianisme du mouvement ouvrier qu'il faudrait ausculter, mouvances anarchistes comprises¹, et qui a contribué à forger cet authentique quatrième monothéisme, dont on peut suivre les métamorphoses jusqu'à aujourd'hui – jusqu'à son croisement avec le troisième, l'islam².

Le cas du gauchisme est paroxystique : sa dégénérescence et son déni face à ses terribles réalisations durant tout le XX^e siècle semblent l'avoir acculé à reprendre tous les réflexes de la croyance religieuse – et finalement à en constituer une, pleine et entière, bien que déjà zombie. S'il serait erroné de lire toutes les idéologies contemporaines à travers le prisme des religions en les rendant équivalentes, impossible de ne pas en voir la marque dans toutes les passions politiques³.

Et celles-ci ne relèvent pas toutes du monothéisme, loin s'en faut ; le refus courant de se reconnaître dans l'une d'elles précipite bien souvent dans des archétypes plus primitifs encore. Ainsi l'investissement libidinal du capitaliste de type « classique » dans l'entité « entreprise » relève clairement d'un fétichisme-totémisme achevé, de même que les éternels rituels magiques censés attirer les bonnes grâces d'une divinité appelée « croissance » ou, bien entendu, le rapport littéralement délirant à l'*argent-mana* dont l'accumulation fournirait à son possesseur puissance et respectabilité. À l'autre bout, le refus par les populations de la transsubstantiation électorale, qui s'exprime dans l'abstention, et bien plus leur désertion de la « chose politique » véritable, leur retrait dans la « vie privée », ne permet qu'illusoirement d'échapper au fond magico-religieux pluri-séculaire : par désespoir et déni des crises multiples qui s'abattent sur nos sociétés se met en place une sorte de pensée-éclatée qui ne se réclame même plus des règles minimales de la rationalité. C'est l'État qui en tient lieu, qui fait alors fonction de garantie politique, voire de fournisseur de sens, y compris pratique, autrement dit qui est investi de la fonction de *faire tenir ensemble toute la société*. Cette posture est finalement chapeautée par ce qui constitue quasiment le seul pôle organisateur de toute l'anthropologie contemporaine, la *société de consommation*, qui semble puiser dans une mythologie plus archaïque, d'un éternel retour, du renouvellement incessant des choses, mais certainement pas moins fantasmatique puisque paraissant l'incarnation d'une abondance promise par les paradis des grandes civilisations et qui, *quoi qu'il advienne, ne saurait prendre fin*. Les yeux de l'ethnologue sont rarement dépaysés...

-
- 1 Le remplacement fonctionnel de la religion par l'anarchie a été fugacement mais précisément observé par H. M. Enzensberger durant la guerre d'Espagne (*Le bref été de l'anarchie*, Gallimard, 1975). Plus généralement, on lira *Les fanatiques de l'Apocalypse. Millénaristes révolutionnaires et anarchistes mystiques au Moyen Age* de N. Cohn (Payot, 1983).
 - 2 Voir notre analyse des convergences de l'un et de l'autre dans « Islamisme, totalitarisme, impérialisme », brochure n° 21 bis, *op. cit.*
 - 3 On reconnaîtra sans peine dans la propagation ahurissante du complotisme l'instauration d'une religion négative presque chimiquement pure, avec l'invocation d'une oligarchie insaisissable, omnisciente et, finalement, toute-puissante. La filiation avec le gauchisme est évidente, plus précisément avec la démonologie « antifasciste » (cf. P.-A. Taguieff : *Du diable en politique. Réflexions sur l'antilepénisme ordinaire*, CNRS Éditions, 2014), elle-même dérivée de la fascination pour le démon « capitaliste » qui paraissait plus sophistiqué parce que plus abstrait mais qui relevait exactement de la même dynamique.

Est-ce à dire que toutes les opinions aujourd'hui défendues se rapportent dans leur totalité à des idéologies elles-mêmes enracinées dans des terreaux religieux ? Oui, pour une écrasante majorité, et, de manière conjoncturelle, proportionnellement à l'effondrement de tout réel esprit critique. Voilà ce que l'époque, à mesure qu'elle s'y enfonce, refuse de voir et ce que les individus qui la font exécuter d'entendre – ou plutôt ce dont ils se fichent éperdument pourvu que le niveau de vie continue de grimper.

Les crises, immenses, qui se déploient actuellement exigeraient une reprise active de la vie politique des peuples et un réveil rapide de l'activité de pensée. L'un comme l'autre resteront impossibles tant que ne sera pas assumée, à l'échelle de l'individu comme à celle du collectif, tant que ne sera pas à *nouveau* reconnue l'inscription fondamentale de l'être humain dans la culture plurimillénaire qui le précède et le fait être tel qu'il est : c'est-à-dire capable de *faire histoire*¹ mais préférant, pour une part écrasante de son être et de son histoire, suivre les automatismes qu'il s'est lui-même *créés*. Ce sont les mécanismes de ces derniers qu'il s'agit d'éclaircir.

II – Les dimensions bio-anthropologiques

L'enracinement anthropologique

Notre contemporain peut admettre, à rebours, qu'il a été possédé par une idéologie, mettant cet errement sur le compte d'une inattention passagère – ou de jeunesse – ayant mis provisoirement entre parenthèses sa pseudo-capacité à « penser seul », qui est bien évidemment la meilleure manière de penser comme tout le monde. Il faudrait risquer l'excommunication en lui rappelant l'évidence de notre *détermination anthropologique*.

L'individu naît dans et par une cellule familiale qui lui inculque au niveau le plus profond de son être un rapport au corps, aux autres, à la langue, au savoir, à la joie ou à la mort, qui est à chaque fois propre à une culture donnée. Une culture à un moment précis de son évolution et telle que l'incarnent les adultes éducateurs, et une culture dans tous les sens du terme, à la fois familiale, ethnique, sociale, religieuse, civilisationnelle. L'individu ainsi dressé, formé, éduqué, *devient* à son tour cet ensemble de représentations, de valeurs, de normes, de significations sociales, qu'il intériorise et modifie dans la mesure exacte où celles-ci le lui permettent : ce *type anthropologique* diffère selon les continents et, bien entendu, les époques historiques et les stratifications sociales².

L'individu ne naît que par ce biais, qu'il s'en enorgueillisse ou qu'il le nie, et ne se constitue comme animal social qu'en tant qu'héritier et dépositaire des multiples strates de significations imaginaires que l'épopée humaine a charriées au cours de son périple – significations essentiellement religieuses, la société n'ayant existé et ne s'étant structurée que par, dans, avec l'hétéronomie religieuse dans 99,9 % de l'histoire humaine. Il est possible de discerner dans cette dernière, très succinctement et très schématiquement,

1 Cf. M. Eliade, *Le mythe de l'éternel retour. Archétypes et répétition* (1949), Gallimard, 2011 (et plus particulièrement le chap. IV « La terreur de l'Histoire », partiellement disponible sur notre site), dont nous repreneons largement les thèses.

2 Exemple entre mille, on lira, sur l'évolution historique du rapport entre l'individu et le collectif, « Les transformations de l'équilibre "nous-je" » par N. Elias, *La société des individus*, Pocket-Agora, 1999 (1987), p. 205-301.

cinq périodes qui forment autant de strates anthropologiques sédimentées, mais jamais extirpées, de nos esprits contemporains.

Au-delà des cultures proprement animales¹, impossible de savoir précisément à quel moment de son histoire de 200 000 ans *Homo sapiens* « a compris qu'il ne comprenait pas »² et a instauré un monde de significations qui lui soit propre. La première période est donc paléolithique : elle a certainement duré plus de 50 000 ans et relèverait de la magie chamanique, à dominante zoomorphe, sans doute articulée par un *dualisme* de type animiste dans des structures sociales tribales³. La deuxième, néolithique (v. -10 000 ans), naît avec le bouleversement d'une fin de glaciation qui a sans doute provoqué l'invention de l'agriculture, la sédentarisation et la naissance des toutes premières villes : avec la stratification sociale semblent naître un clergé, chargé de l'intercession auprès des divinités mixtes et anthropo-zoomorphes qui assurent les alliances diplomatiques, et un temps cyclique dominé par des liturgies garantes de la fertilité, la fécondité et l'opulence⁴. La troisième période, chalcolithique, vers -3 000, est celle de la naissance des cités et des cités-États en même temps que de la généralisation de l'écriture tandis que les conflits entre les divinités archaïques et citadines opèrent de vastes réordonnements religieux, l'apparition de syncrétismes et de divinisations des despotes⁵. La quatrième période, antique, naît il y a 2 500 ans : c'est la période axiale décrite par K. Jaspers⁶, concomitante de l'émergence de la forme Empire⁷ où se synthétisent et se forment les grandes religions qui domineront le monde. Bouddhismes, Brahmanisme, Confucianisme, Monothéismes dessinent un monde où la révélation échoit à un ou des prophètes et fondent un code moral sous la domination d'une caste. La dernière période, moderne, ne date que de quelques siècles au maximum et en Occident : elle impose un remaniement radical de la religion sous l'égide de la raison, voire une éradication des croyances, crée la forme politique de la *nation* et porte la perspective d'une émancipation générale du genre humain mêlée à l'invention de nouveaux modes d'asservissement sociaux et mentaux.

Nous sommes héritiers, nous portons en nous, *nous sommes*, à des degrés multiples et de manière incroyablement enchevêtrée, ce *continuum* magico-religieux, toutes ces couches imaginaires à la fois inconciliables et suffisamment articulées pour qu'elles affleurent et dictent nos conduites quotidiennes sous forme de réflexes, d'impressions, de

- 1 Cf. D. Lestel, *Les origines animales de la culture*, Flammarion, 2001. Concernant les cultures primates, E. Morin & M. Piattelli-Palmarini, *L'unité de l'homme. I. Le primate et l'homme*, Seuil, 1974.
- 2 Selon la belle formule de E. Anati dans son livre trop peu rigoureux *La religion des origines*, Hachette, 2006.
- 3 L'extrême difficulté de l'interprétation des données fragmentaires ne peut qu'inciter à la prudence. Cf. A. Leroi-Gourhan, *Les religions de la préhistoire*, Puf, 1964.
- 4 Cf. J. Cauvin, *Naissance des divinités, naissance de l'agriculture - La révolution des symboles au Néolithique*, CNRS éditions – Biblis, 2013, ainsi que P. Lévêque, *Introduction aux premières religions : bêtes, dieux et hommes*, Librairie Générale Française, 1997.
- 5 Cf. Eric H. Cline, *1177 av. J.-C. Le jour où la civilisation s'est effondrée*, La Découverte, 2016.
- 6 Karl Jaspers, *Introduction à la philosophie - Einführung in die Philosophie*, 1950, Chap. *L'histoire de l'humanité* p. 102-109, éd. 10/18. Extrait disponible sur notre site, ainsi que son commentaire par H. Arendt. Voir aussi J. Assman, *La mémoire culturelle. Écriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques*, Aubier, 2002.
- 7 Cf. G. Martinez-Gros, *Brève histoire des empires*, Seuil, 2014.

métaphysiques, de rêves ou de postures. Cette empreinte, socioculturelle, cet *imprinting* nous modèle de part en part comme des êtres de croyance pour lesquels rien n'est imaginable, concevable, pensable s'il n'est déjà inscrit dans un tout collectif, culture, langage, religion et idéologie.

Les déterminations biologiques

Pour comprendre cet état de fait, et surtout comprendre qu'il ne s'agit en rien d'une histoire dépassée, il faut renouer avec les recherches sur la spécificité de l'animal humain, ce troisième chimpanzé¹, qui semblent aujourd'hui oubliées du grand public et reléguées dans quelques cercles universitaires discrets. Elles permettent pourtant de comprendre en quoi *Homo sapiens* est bien plus qu'un mammifère nécessitant des soins excessifs et excessivement longs dans les premiers mois et premières années de sa vie.

L'idée que l'humain soit un animal dépourvu d'avantages, naturellement mal doté, inadapté, même, au monde biophysique qui l'entoure, voire carrément inapte à la vie possède une généalogie mythique particulièrement foisonnante². Il ne fait guère de doute que nous sommes des animaux aux automatismes comportementaux (l'« instinct ») insuffisants, ontologiquement débiles, abandonnés, livrés, projetés dans un monde qui nous est étranger autant que nous le sommes pour lui, et ne devant notre survie qu'à des artifices culturels élaborés collectivement (langage, savoirs, techniques). Ce n'est qu'au cours du XX^e siècle que ces constatations vont recevoir à la fois une confirmation et une rectification scientifique inaugurées par les travaux du zoologiste L. Bolk, largement repris par la suite jusqu'à former un solide paradigme³, aujourd'hui délaissé.

Selon celui-ci, l'espèce humaine est *néoténique*, c'est-à-dire frappée de ralentissement de développement : le petit d'homme vient au monde *avant terme* comparativement aux autres primates (la gestation « devrait » durer 18 mois), présente une période de maturation démesurément longue et conserve à l'âge adulte des caractères juvéniles, voire fœtaux (faiblesse de la pilosité, hypertrophie crânienne, etc.) tout en acquérant, très tardivement, la capacité de se reproduire. Ce processus, en réalité plus complexe et hétérogène, d'*inachèvement biologique* implique une extrême plasticité cérébrale : les connexions neuronales du cerveau ne sont qu'ébauchées, et c'est dans le monde social, extra-utérin, que le nourrisson, l'enfant puis l'adulte va créer les grands réseaux cognitifs qui demeureront sa vie durant et détermineront son activité cérébrale : la culture s'imprime littéralement dans l'encéphale. Le déterminisme anthropologico-culturel, certainement pas absolu mais croissant avec la précocité des événements vécus, trouve ici

1 Cf. J. Diamond, *Le troisième chimpanzé*, Gallimard, 2000 (1992).

2 Voir l'excellente introduction de D.-R. Dufour dans *On achève bien les hommes. De quelques conséquences actuelles et futures de la mort de Dieu*, Denoël, 2005. Sans doute le seul auteur à évoquer encore la néoténie, son premier chapitre est une très bonne synthèse des connaissances actuelles, mais la suite du livre reste bien plus spéculative, même si parsemée de réflexions fécondes. On trouvera également quelques résumés de la thèse réalisés par M. Levivier.

3 Celui-ci, confirmé par le courant paléanthropologique qui va de S. J. Gould à J. Chaline, A. Delattre, R. Fernard, etc., a été très inaguralement posé par G. Lapassade en 1962 dans *L'entrée dans la vie. Essai sur l'inachèvement de l'homme*, Anthropos, 2005, qui reste la référence à ce jour, d'autant plus que le but idéologique très *sixties* de l'ouvrage, montrer que la notion « d'adulte » est inconsistante, est facilement réfutable.

un fondement biologique, et notamment l'importance très freudienne de la vie infantile.

Mais, surtout, ce paradigme néoténique semble permettre de dessiner une naissance de l'esprit humain extrêmement singulière. L'hypothèse la plus crédible, et inexplicablement abandonnée, est celle formulée par le sociopsychanalyste G. Mendel avec les termes de « *discordance de la maturation sensori-motrice* »¹ : le nouveau-né, doté d'un appareil sensoriel fonctionnel mais privé d'une coordination musculo-squelettique, se trouve exposé et hautement sensibilisé aux stimulations de son environnement et de sa vie intérieure, tout en étant résolument incapable de la moindre initiative comportementale adéquate. De cette tension extrême source d'angoisse naîtrait l'*hallucination*, moyen pour le proto-psychisme de traiter les multiples sollicitations tant somatiques que relationnelles, et de soulager par la création d'un univers autosatisfaisant son impuissance à répondre à ses besoins et désirs. Le nourrisson vivrait alors dans une *totalité indifférenciée*, une continuité du monde utérin par l'identité au cosmos, où se confondent le monde et le sujet, le besoin et sa réponse, l'avant et l'après, la réalité et sa représentation, c'est-à-dire une toute-puissance fantasmatique que l'on a appelée « Moi-Tout » ou *monade psychique*. Alors que la *psychogénèse* devrait être marquée par le manque et une immense détresse post-natale, le psychisme originel serait constitué de ce fantasme vécu de satisfaction totale et d'unité absolue.

Les fondements psychologiques

Cette toute-puissance originelle, qui exclut l'humain d'une relation animale avec le monde naturel, a été subodorée par toute l'histoire de la pensée, ou même de la mythologie, mais c'est la psychanalyse qui l'a mise en évidence, dès sa fondation, au contact avec l'omniprésence de ce schème dans la vie adulte via les fantasmes et rêves, et les modalités de ceux-ci².

Bien entendu, la situation proprement délirante du nourrisson ne peut que se fracasser face à la réalité : la formation du psychisme proprement dit est la sortie lente et douloureuse de cette position primordiale durant laquelle l'être humain accède peu à peu à la frustration, au manque, à la douleur, au *réel*. Le psychisme se fragmente alors, en cas d'évolution « normale », en différentes instances psychiques : c'est la création de l'inconscient, à jamais marqué par cette position primordiale. Car, fondamentalement, la monade psychique ne disparaît pas : au fond toujours à l'œuvre, et tapie tout au long de l'existence, elle est transférée sur la personne faisant fonction de mère, dont le nourrisson s'avère être totalement dépendant, et qui est alors investie de cette toute-puissance. Le processus de socialisation, *donc d'humanisation*, est enclenché, selon un double mouvement : la psyché s'élabore, se constitue, se structure et s'organise en renonçant à la toute-puissance pour elle-même et en investissant progressivement les éléments de la réalité extérieure, mais tout en reportant, en transférant son fantasme de toute-puissance et de totalité sur d'autres objets, personnes, institutions, significations sociales.

1 G. Mendel, « La double spécificité humaine somatique et psychique », dans *La révolte contre le Père. Une introduction à la sociopsychanalyse* (1968, Payot, p. 31-61). Chapitre disponible sur le site.

2 On lira, pour une fondation dense et complète de ces thèses, le chap. IV « L'institution sociale-historique : l'individu et la chose » dans C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, 1999 (1975).

Ainsi apparaissent successivement comme instances *Unes*, *Uniques* et *Éternelles* l'image maternelle puis paternelle (c'est toute la mécanique du « complexe d'Œdipe »), puis les figures proprement sociales : Chefs, Rois, Empereurs, Papes, Saints, Divinités, voire Partis et tout ce qui les soutient comme institutions, dispositifs, rituels, croyances, mythologies, tabous, dogmes, toujours ordonnés autour d'un Sacré indicible à chaque fois propre à une culture donnée. Ces figures sont investies par la psyché sur le mode originaire de la monade : ce qu'incarne l'Autorité, c'est la protection contre un univers chaotique, imprévisible, menaçant, qu'il provienne du monde extérieur (naturel ou social) ou de la vie intérieure (émotions, désirs, pulsions, agressivité), et toujours échappant à notre maîtrise. La Puissance s'annonce donc comme source et garante du Sens du monde et de sa permanence, tout comme de l'existence de la société et de l'individu lui correspondant, Sens qui doit être constamment réaffirmé, consolidé, mérité car sans cesse mis à l'épreuve, écorné, altéré, mis en doute, en déroute, en échec, et principalement par l'absurde et l'irréductible absolu de la mort.

L'organisation des idées en un tout, qu'il s'agisse d'une culture particulière, d'une religion ou d'un système intellectuel, s'origine donc très loin dans le psychisme humain, finalement moins marqué par le manque que par la *totalité et l'absolu* – puis par leur renoncement qui forme la cicatrice d'un impossible deuil. En mettant en lien des idées et significations apparemment disparates, en les articulant de manière cohérente, en les organisant en vue d'une fin éventuellement non dite mais certaine, bref en provoquant leur *clôture*, la matrice idéologico-religieuse organise le monde et lui donne un *Sens*. C'est la religion, voire l'idéologie, comme « *névrose collective* » de S. Freud, « *consolatrice de la détresse humaine* »¹. La *tendance de l'humain à l'hétéronomie*, bien loin de constituer un biais éducatif – au sens étroit – sur lequel il serait envisageable de revenir, semble au contraire appartenir au propre de notre espèce et lui être donc consubstantielle.

On voit ce que cette approche à la fois anthropologique, biologique, psychologique a de force explicative et comment elle anéantit les divagations sur une humanité libre d'elle-même et sur des individus lucides en pleine possession de leur libre-arbitre (ou d'une véritable société multiculturelle). Mais à suivre ce raisonnement, nous devrions être enfermés dans un cercle de fer, et notre espèce en être restée au stade chasseurs-cueilleurs aux pratiques chamaniques qui a été le sien pendant la grande majorité de sa courte existence.

III – L'autonomie comme voie praticable

Émergence de l'autonomie

La clôture dans laquelle vivent les cultures et les psychismes n'est pas et ne peut pas être totale. Aucune explication, aucune représentation du monde, aucun système de significations ne peut résister une fois pour toutes au surgissement permanent du nouveau dans la réalité : les individus et les sociétés ont évolué, au cours de l'histoire, même si le rythme des changements était d'une extrême lenteur et s'ils n'étaient, jusqu'à une date récente, pas reconnus comme tels.

1 Cité par E. Enriquez dans *De la horde à l'État. Essai de psychanalyse du lien social*, Gallimard, 1983, p. 91.

La véritable rupture, qui aurait très bien pu ne pas se produire, eut lieu dans la Grèce antique, puis, deux millénaires plus tard, dans l'Occident moderne. Il s'instaure là, par deux fois, simultanément avec une organisation politico-sociale multipolaire qui rompt avec le mode impérial antique ou médiéval, le germe d'un monde nouveau, d'un nouveau mode d'habiter l'univers, de le comprendre et de se comprendre, un bouleversement radical dans la vie d'*Homo sapiens* : son univers propre, la culture, devient l'objet d'un travail *explicite*, de reformulations, de réflexivité, de critique, d'invention, ou l'interrogation et l'innovation ne sont plus abominations mais valeurs positives. Les mœurs, les normes, les croyances, bref, toutes les significations sociales hétéronomes allègent leur emprise sur l'individu et la collectivité et sont reconnues, au moins en principe, comme émanant de la société elle-même, des gens la composant et, par là, sont susceptibles d'interrogation, de remise en cause, de discussion, de changement, de transformation et, surtout, de *ré-institution*.

Ces civilisations ne reconnaissent, du moins en puissance, aucune autre source d'institution qu'elles-mêmes ; elles sont donc capables d'auto-transformations explicites et se forgent des cadres géopolitiques *ad hoc* : la *citée-État* pour la Grèce, la *Nation* pour l'Occident, berceaux du citoyen. Ce mouvement s'incarne dans la démocratie, la philosophie, l'art, la science et provoque une accélération de la création, reconnue comme telle, dans tous les domaines et la formation sociale de l'individu tel qu'on le connaît, éduqué à se donner, à son échelle, un sens qui lui soit propre, à se forger de lui-même son opinion dans et par la délibération collective et la libre participation à la vie sociale et politique¹. Telle est l'autonomie.

Il faudrait en dégager toutes les implications, du point de vue qui est discuté ici, et que l'on ne peut qu'effleurer, car il s'agit bien d'une révolution *authentiquement spirituelle*², s'accompagnant d'une forme de puissance de *nature nouvelle*. Congédiant toutes formes de transcendance, l'humain s'y reconnaît incomplet, aliéné à lui-même, créateur de ses propres idoles et surtout éminemment *mortel*. Sans recours à une toute-puissance divine ou terrestre et une cosmogonie empreinte d'Absolu promettant la complétude et l'éternité, l'individu comme sa société assument la dimension indiscutablement *tragique* de l'existence, vouée à la destruction et à l'oubli : la vie humaine y prend une dimension jusqu'alors inconnue, prise dans un irréductible chaos et en proie à la déformation, la précarité, la destruction, le néant et, de ce fait-là, source elle-même de plénitude, de jouissance, de sens, de création investis comme tels³. C'est, sur le plan politico-social, le refus du schème infantile de la régression monadique par l'élection de l'un, objet de l'adoration des autres, donc acceptation de l'humanité comme collectivité d'*égaux*. Sur le plan de la pensée : la reconnaissance à la fois de ses propres doutes, recherches,

1 Du point de vue du sujet anthropologique et psychologique, on lira le magistral panorama par M. Gauchet des personnalités traditionnelles, modernes et « post-modernes » dans « Essai de psychologie contemporaine » in *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002, p. 229-295, disponible sur le site.

2 Certains aspects en ont été abordés dans C. Castoriadis, *Sujet et vérité dans le monde social-historique, Séminaires 1986-1987. La création humaine I*, Seuil, 2002, qui constitue une référence pour les questions ici discutées.

3 Sur l'investissement très particulier du savoir qui en découle, on lira C. Castoriadis, « Passion et connaissance » (1991) dans *Les carrefours du labyrinthe V. Fait et à faire*, 1997.

élaborations, et la porosité à ce qui advient et qui provient du réel, événements, démentis, exceptions, inconnu... Cette posture, si extra-ordinaire qu'elle paraît impossible tout en semblant aujourd'hui une fausse évidence, constitue une voie existentielle et spirituelle dont la philosophie et, surtout, la psychanalyse ont pu faire entrevoir l'intime radicalité.

Dévolements

Les déterminations anthropologiques, psychologiques, biologiques ont-elles pour autant disparu ? Autrement dit : les matrices idéologico-religieuses qui présidaient à toutes les occupations de l'esprit se sont-elles pour autant dissoutes ? Absolument pas.

Il est clair que la modernité, cette révolution dans la vie de l'esprit, a considérablement affaibli la vie des Esprits telle qu'elle régentait l'existence humaine depuis des dizaines ou des centaines de milliers d'années. Mais ces grands schémas ancestraux se sont maintenus sous la forme affadie, abâtardie, mutilée, castrée qu'est l'idéologie, ou plutôt *les* idéologies¹. Les partisans de l'autonomie eux-mêmes, le discours même de l'émancipation, et eux tout particulièrement², se sont faits d'eux-mêmes systèmes clos, idéologies, croyances, mythologies de substitution, religions laïques, voire quasi-religions³ tout court : le cas du socialisme devenant totalitarisme est évident, mais celui de la psychanalyse (du totémisme freudien au maraboutage lacanien), de la science (du scientisme naïf au funeste transhumanisme) ou de l'art contemporain (célébration du culte du néant et de la destruction) se dégagent aisément.

On n'a rien compris à l'autonomie si on la déclare advenue une fois pour toutes : instable, précaire, insaisissable en un sens, et pourtant profondément enracinée dans le quotidien de l'individu lui-même⁴, elle n'est et ne peut être qu'une *voie*, c'est-à-dire une pratique sans cesse recommencée, force d'interrogation et *capacité à instituer*. Jamais la démocratie n'est confortablement installée dans une société et jamais la pensée n'est en elle-même et une fois pour toutes émancipée des schémas hérités. La voie de l'autonomie, par définition et par nature, ne peut être que *crisisque*, sans cesse en retour sur elle-même, sans cesse à porter la critique et d'abord en son sein pour comprendre son propre mouvement, ses enracinements et son but tout autant que ses moyens. L'autonomie de la pensée est élucidation avant tout, insatisfaction face au déjà-là, réceptivité au non-conforme, écoute du réel comme des désirs, donc, même si elle ne s'y résume pas comme nous le verrons, lutte contre l'hétéronomie et d'abord contre la résurgence de celle-ci en son sein même.

-
- 1 Sur l'émergence des idéologies, on lira M. Gauchet, « Croyances religieuses, croyances politiques » in *La démocratie... op.cit.* p. 91-108.
 - 2 Voir par exemple l'étude de Cl. Lefort sur le travail de Michelet dans « Permanence du théologico-politique » (*Essais sur le politique. XIX^e-XX^e siècles*, Seuil, 1986) ou, plus largement, dans l'ouverture de la pensée moderne dans « La naissance de l'idéologie et l'humanisme » et « Esquisse d'une genèse de l'idéologie dans les sociétés modernes » (*Les formes de l'histoire. Essai d'anthropologie politique*, Gallimard, 1978, p. 481-482).
 - 3 Voir le très incisif *Nostalgie de l'absolu* de George Steiner, 10/18, 2003 (1974).
 - 4 Cf. C. Castoriadis, « Les intellectuels et l'histoire » [1987] dans *Le monde morcelé. Les carrefours du labyrinthe III*, Seuil, 1990.

Se croire intégralement dégagé des gangues idéologiques et, sous-jacents, des schémas magico-religieux, c'est indiscutablement s'y maintenir et reconduire la première et la plus pure des illusions, l'expression même de l'hétéronomie : se croire en possession de la Vérité vraie enfin dévoilée émanant de la Réalité elle-même. Cette fausse évidence, à son tour, sert bien entendu une autre mystification idéologique, sans doute celle qui tarit plus que n'importe quelle autre cette source gréco-occidentale dont elle est expressément issue : celle proclamant que puisque tout discours ne repose sur rien de transcendant, puisque les décisions collectives n'émanent que de considérations discutables, c'est que rien ne vaut, que tout se vaut, que l'effort de penser et n'importe quelle bêtise sont strictement équivalents. C'est le relativisme, le confusionnisme, l'insignifiance, la proclamation ultime que *le sens n'est rien puisqu'il n'est pas Tout et que l'Occident est méprisable puisqu'il n'a pas réalisé le paradis sur Terre.*

Autonomie, hétéronomie et anomie

Cette authentique *perversion* du projet d'autonomie, sa propagation mondiale, son extension à tous les domaines de la vie humaine et son caractère légal obligent aujourd'hui à repenser le traditionnel découpage idéologique selon la dichotomie *autonomie-hétéronomie*.

L'Occident a été le lieu de déploiement, depuis le haut Moyen Âge, de ce projet d'autonomie, luttant contre toutes les formes d'hétéronomie qui garantissaient jusque-là l'ordre social par l'invocation de figures *extra-sociales* : religions, croyances, superstitions, principes hiérarchiques et inégalitaires. Ce combat n'est certes pas terminé, mais surgit aujourd'hui une autre figure : l'*anomie*.

Il ne s'agit pas, pour elle, de proclamer comme l'hétéronomie que la société doit être régie par des lois et des normes immuables ni, comme l'autonomie, que celles-ci ne proviennent que des adultes qui constituent cette même société. Ce n'est pas la source ou la légitimité des significations sociales que l'anomie conteste mais bien plutôt leur *existence même*. Le tsunami anomique est spectaculairement visible dans le domaine de l'« art » contemporain, mais n'est pas moins sensible appliqué au langage, aux quartiers populaires, à l'éducation, à la psychiatrie ou à l'exercice de la justice. Certes, on retrouve là une très vieille récrimination authentiquement *réactionnaire* exprimant cette inextinguible soif de verticalité : hors de la religion qui relie les hommes entre eux, il n'y a que désordre, chute, péché, *hubris*, *Sodome et Gomorrhe*. Mais ce n'est pas ce que montre l'histoire : il y a un univers possible hors hétéronomie, radicalement nouveau, qui s'est étendu sur de très longs siècles dans l'Antiquité et dans les temps modernes, créant de nouvelles formes sociales, psychiques, géopolitiques, artistiques. Que l'anomie soit effectivement la trajectoire des sociétés où a surgi ce projet d'autonomie (Grèce antique et Occident)¹ ne montre certainement pas qu'elle en soit le destin, mais seulement le dévoiement. Dévoiement passager, régime transitoire de sociétés en voie de liquidation de leur autonomie que le tropisme hétéronome ne peut que rattraper à plus ou moins long

1 Parallèle évoqué dans « (In)Actualité de la démocratie directe », février 2016. Voir surtout « Le parallélisme Europe moderne-Grèce antique » dans le livre de D. Cosandey *Le secret de l'Occident. Vers une théorie générale du progrès scientifique* [1997], Flammarion, 2008, p. 725-738. Textes disponibles sur le site.

terme, si rien ne vient en stopper le cours¹.

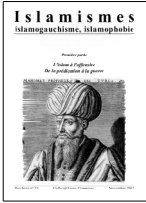
Il y aurait donc à esquisser un triptyque *autonomie-hétéronomie-anomie*. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut rendre compte de ce qui advient aujourd'hui : ni pur retour à l'hétéronomie (ni « retour du religieux », même si le monde musulman veut montrer l'exemple) ni simple continuation d'une sortie de l'univers idéologico-religieux², mais tierce partie. L'anomie subvertit l'autonomie en se faisant passer pour elle, en en reprenant l'impulsion première, la suspension du sens, mais en refusant son originalité historique, la capacité d'instituer, d'édicter de nouvelles normes, d'affirmer d'autres valeurs. En un mot, l'anomie refuse ce rapport résolument moderne aux significations qui les voulait d'autant plus fortes qu'elles étaient nôtres : tout au contraire, elles ne valent rien parce qu'aucune transcendance ne les dicte. L'anomie est donc bien une perversion de l'autonomie, et une stimulation, une nostalgie, un appel au retour de l'hétéronomie. Parvenir à cerner les contours de ce nouveau régime idéologique, à en identifier les multiples aspects, est d'autant plus délicat que les outils permettant de combattre l'idéologie traditionnelle sont ici mis en déroute, ou du moins déboussolés par ce nouveau front qui s'est ouvert avec un ennemi qui a jailli de nos propres flancs.

Cette situation d'anomie généralisée dans laquelle nous nous enfonçons, tout le monde la pressent, à des degrés divers, depuis plus d'une génération. C'est, au niveau de la vie de l'esprit, l'extension depuis les années 1970 des spiritualités exotiques (Yogas, Bouddhismes, Arts Martiaux, etc.) censées importer, derrière une discipline pratique, la profondeur d'un sens à l'existence par la mise en suspens de tout sens. Ce mouvement de xénophilie, en lui-même dégradation souvent opportuniste d'une culture occidentale ontologiquement ouverte à celles qui l'entourent, précisément à rebours de ce qui lui est reproché, provient au moins du lendemain de la saignée à blanc qu'a été la première guerre mondiale, lorsque même la mort collectivement orchestrée n'offrait à l'âme humaine qu'un univers absurde et mécanisé.

La civilisation occidentale avait pourtant inventé, à la suite de celle de la Grèce antique, à travers le projet d'autonomie, une forme authentique de spiritualité, plus éloignée de toutes celles qui existent ou ont existé que celles-ci ne l'étaient entre elles. Mais son extraordinaire nouveauté, l'exigence de sa pratique indissolublement individuelle et collective et surtout son essence irrémédiablement tragique en a fait une voie terriblement précaire. Cela ne la rend, à nos yeux, que plus précieuse. Que ceux qui s'en réclament ou, plus encore, ceux qui en sont habités, souvent sans même le savoir, en prennent conscience, et sa disparition actuelle pourrait ne pas être sans retour.

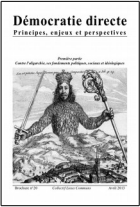
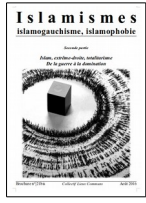
Lieux Communs – Décembre 2016 – juin 2017

- 1 Sur la forme hétéronome que pourraient prendre nos sociétés, ce sont certainement les travaux de G. Martinez-Gros qui ont proposé l'hypothèse la plus crédible, en reprenant les travaux d'Ibn Khaldûn sur la dynamique impériale dans *Brève histoire des empires...*, *op. cit.* et *Fascination du Djihad* (Puf, 2016). C'est évidemment dans l'aire arabo-musulmane que l'anomie comme appel à l'hétéronomie est aujourd'hui la plus ravageuse.
- 2 Comme M. Gauchet, par exemple, ne cesse de le répéter, apparemment aveugle à la globalité du phénomène anomique bien qu'il en perçoive une multitude de signes. *Op. cit.*



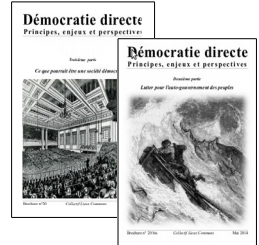
Islamismes, islamogauchisme, islamophobie
L'islam à l'offensive

Tract, entretien, recension, exposés, analyse
Brochures n°21 & 21 bis – Nov. 2015 – Août 2016



Démocratie directe – Projet, enjeux et perspectives

Tract, analyses.
Brochures n° 20, 20 bis & 20 ter
Avril 2013 – Mai 2014 – Janvier 2015



Malaises dans l'identité
Définir des appartenances individuelles et collectives contre la confusionnisme et les extrêmes droites

Analyses, tracts, appel, polémique.
Brochure n° 19 – Mai 2012



Le mouvement grec pour la démocratie directe
du printemps 2011

Témoignages, entretiens, analyses, documents.
Brochure n° 18 & 18 bis – Sept.- Oct. 2011



Les soulèvements arabes face au vide occidental
L'exemple tunisien

Témoignages, entretiens, analyses.
Brochure n° 17 & 17 bis – Avril-Mai 2011



(...)

Collectif *Lieux Communs*

Nous assistons dans notre quotidien, dans la rue, au travail, à un effondrement progressif de tout ce qui donne sens à notre vie. Face à cette *montée de l'insignifiance*, comme beaucoup nous ne pouvons vivre que par l'espoir qu'il est possible de changer le cours des choses.

Cette course dévastatrice est menée par une minorité régnante n'agissant que pour l'obsession de l'accumulation, de la domination et de la puissance. Les « démocraties représentatives » et les révoltes actuelles mènent à des impasses. Seul un *réveil des populations* et leur engagement pour un monde viable et décent pourra poser les réels problèmes qui les traversent. Vouloir la liberté aujourd'hui, c'est vouloir une rupture claire menée par l'ensemble de la population : une *auto-transformation de la société*.

Nous voulons une véritable démocratie, exercée par les peuples, où les gens décident eux-mêmes de la direction et du fonctionnement de leurs sociétés. Cela implique un individu capable de respecter, d'interroger, de critiquer et de créer aussi bien les règles communes que les siennes propres. Il ne s'agit pas de rêver à un paradis, mais de faire advenir une civilisation digne, libre et responsable. Nous voulons donc une société qui pose explicitement et lucidement ses propres limites, qui rompe ainsi clairement avec l'idéologie dominante. Il y a d'abord à se réapproprier de manière critique des attitudes propres aux régions dites « sous-développées » : solidarité, don, entraide, convivialité, hospitalité, honnêteté, qui sont l'essence d'une société digne.

Un certain nombre de mesures s'imposent pour vivre : la *prudence* dans le domaine technoscientifique, la *frugalité* dans la consommation, et la *sagesse* dans les affaires publiques. Il n'est ainsi possible d'entraver la soif de pouvoir qu'en organisant toutes les institutions autour d'*assemblées souveraines*, de mandats révocables et d'une rotation des tâches. Et l'on ne peut se débarrasser de la recherche illimitée de profit qu'en établissant ensemble une *égalité stricte des revenus*, et une *redéfinition collective des besoins*. Rien de tout cela n'est naturel, ni inéluctable, ni surtout impossible : de telles ruptures sont déjà survenues dans l'histoire.

Nous nous inscrivons dans ce projet d'autonomie issu des siècles de luttes collectives qui refusèrent un ordre imposé par une autorité extérieure inaccessible : Traditions, Dieux, Nature, Science, Marché ou Parti. Né dans la Grèce antique et réinventé en Occident, il fut incarné par la Renaissance, les Lumières, la Révolution française, le mouvement ouvrier, les conflits de décolonisation, puis les combats des femmes, des jeunes, des minorités et des écologistes. Ce projet d'égalité et de justice est aujourd'hui *moribond*, piétiné au profit de l'autre création historique de l'Occident, la *délirante rationalité instrumentale* étendue à tous les domaines de la vie.

L'objet de notre collectif est que ce projet (re)devienne un véritable projet de civilisation. Notre besoin est pressant d'une intelligence collective capable de réflexion théorique, de parole publique comme d'intervention pratique. Les forces capables de le porter sont encore dispersées et souvent s'ignorent elles-mêmes. Notre recherche d'autonomie individuelle et collective n'a de sens que dans une pratique concrète sans cesse recommencée, inscrite dans la vie ordinaire, une progression à tâtons.

Le fait est connu : croire que penser par soi-même veut dire penser seul est le meilleur moyen de penser comme tout le monde... Pourtant, chacun d'entre nous répugne à admettre que ce que nous faisons, ce que nous croyons, ce que nous pensons obéit à une logique tacite, un ordonnancement sous-jacent, des postulats non-dits, bref une *idéologie*.

Ce n'est pourtant qu'à partir de ces constats, sans cesse à refaire, que la liberté est concevable, et que peut s'imaginer une démarche politique lucide. Les slogans, les schémas pré-établis, le prêt-à-penser, et, plus subtilement, le politiquement correct, la contestation *mainstream* ou la pensée-éclatée n'aident en rien à la vitalité démocratique et constituent plutôt un symptôme alarmant de son affaissement contemporain. Alors que les transformations de nos sociétés vont s'accélégrant, semblant échapper à toute volonté humaine, bousculant les certitudes de chacun et ouvrant des boulevards à toutes les formes de démagogie, il nous faudrait nous réapproprier notre capacité de penser. De nouveaux clivages semblent naître, recoupant étrangement de plus anciens, tandis que les opinions se polarisent et que de nouvelles sécessions apparaissent : il serait temps que l'interrogation ouverte retrouve sa légitimité.

Cette brochure veut y inviter. Elle rassemble des textes qui, en diverses occasions, ont cherché à élucider les soubassements idéologiques de quelques discours et pratiques en circulation. Exemples épars qui ne se veulent que l'illustration d'une tentative de voir clair en analysant les ressorts invisibles auxquels obéissent des positions politiques. D'où parlons-nous ? D'une volonté d'instaurer une démocratie directe, régime indissolublement lié à la la formation d'un individu attaché à se forger son opinion par la délibération collective.

On aurait tort d'y chercher le sésame qui permettrait, enfin, de penser librement hors des carcans hérités. Il s'y trouve au contraire la démonstration qu'un tel désir appartient en plein à la *malédiction idéologique* et en forme sans doute la clef de voûte : vouloir qu'il existe, quelque part, une Vérité qui échapperait à la discussion. Ce n'est qu'au prix de ce deuil que pourrait se continuer l'aventure de la liberté.

Lieux Communs est une initiative politique indépendante qui vise à une auto-transformation radicale de la société.

Lieuxcommuns@gmx.fr – www.collectiflieuxcommuns.fr